

JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉBATS PARLEMENTAIRES

SÉNAT

COMPTE RENDU INTÉGRAL DES SÉANCES

Abonnements à l'Édition des **DEBATS DU SENAT** : FRANCE ET OUTRE-MER : 16 F ; ETRANGER : 24 F

(Compte chèque postal : 9063-13, Paris.)

PRIÈRE DE JOINDRE LA DERNIÈRE BANDE
aux renouvellements et réclamations

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION
26, RUE DESAIX, PARIS 15^e

POUR LES CHANGEMENTS D'ADRESSE
AJOUTER 0,20 F

SECONDE SESSION ORDINAIRE DE 1969-1970

COMPTE RENDU INTÉGRAL — 22^e SEANCE

Séance du Jeudi 11 Juin 1970.

SOMMAIRE

PRÉSIDENCE DE M. ETIENNE DAILLY

1. — Procès-verbal (p. 736).

2. — Dépôt d'un rapport (p. 736).

3. — Exercice de fonctions à mi-temps par les fonctionnaires de l'Etat. — Adoption d'un projet de loi (p. 736).

Discussion générale : MM. Pierre Schiele, rapporteur de la commission d'administration générale ; Aimé Bergeal, Mme Catherine Lagatu, MM. Philippe Malaud, secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique ; Marcel Prélôt, vice-président de la commission d'administration générale ; Marcel Gargar.

Art. 1^{er} :

Amendement n° 1 de M. Roger Gaudon. — MM. Roger Gaudon, le rapporteur, le secrétaire d'Etat. — Rejet.

Adoption de l'article.

Art. 2 et 3 : adoption.

Art. 4 :

Amendement n° 2 de Mme Catherine Lagatu. — Mme Catherine Lagatu, MM. le rapporteur, le secrétaire d'Etat. — Rejet.

Adoption de l'article.

Art. additionnel (amendement n° 3 de Mme Catherine Lagatu) : Mme Catherine Lagatu, MM. le rapporteur, le secrétaire d'Etat.

Rejet de l'article.

Art. 5 : adoption.

Art. 6 :

MM. le rapporteur, le secrétaire d'Etat.

Adoption de l'article.

Adoption du projet de loi.

4. — Conférence des présidents (p. 743).

5. — Mise en fourrière, aliénation et destruction des véhicules terrestres. — Adoption d'un projet de loi (p. 744).

Discussion générale : MM. Robert Bruyneel, rapporteur de la commission de législation, Pierre Brun, Jacques Eberhard, François Schleiter, André Bord, secrétaire d'Etat à l'intérieur.

Art. 1^{er} :

Amendement n° 1 du Gouvernement. — MM. le secrétaire d'Etat, le rapporteur. — Adoption.

Amendements n°s 16, 17 et 18 de M. Jacques Eberhard. — MM. Jacques Eberhard, le rapporteur, le secrétaire d'Etat. — Rejet.

Adoption de l'article modifié.

Art. 2 :

Amendement n° 15 de M. Marcel Gargar. — MM. Marcel Gargar, le rapporteur, le secrétaire d'Etat. — Rejet.

Amendement n° 12 de M. Pierre Brun. — MM. Pierre Brun, le rapporteur. — Retrait.

Amendements n°s 1, 2 et 3 de la commission. — MM. le rapporteur, le secrétaire d'Etat. — Adoption.

Amendement n° 4 de la commission. — MM. le rapporteur, le secrétaire d'Etat. — Adoption.

Amendement n° 13 de M. Pierre Brun. — MM. Pierre Brun, le rapporteur, Antoine Courrière, le secrétaire d'Etat. — Retrait.

Amendement n° 5 de la commission. — MM. le rapporteur, le secrétaire d'Etat. — Adoption.

Amendement n° 14 de M. Pierre Brun. — MM. Pierre Brun, le rapporteur, Ladislav du Luart. — Rejet.

Amendement n° 6 de la commission. — MM. le rapporteur, le secrétaire d'Etat. — Retrait.

MM. Jacques Descours Desacres, le rapporteur.

Amendements n° 7 de la commission et 10 du Gouvernement. — MM. le rapporteur, le secrétaire d'Etat. — Adoption.

Amendements n° 8 de la commission et 11 du Gouvernement. — Adoption.

Adoption de l'article modifié.

Art. 3 : adoption.

Sur l'ensemble : MM. Antoine Courrière, Marcel Gargar.

Adoption du projet de loi.

6. — Réorganisation de l'école polytechnique. — Rejet d'un projet de loi (p. 754).

Discussion générale : MM. Maurice Carrier, rapporteur de la commission des forces armées ; André Fanton, secrétaire d'Etat à la défense nationale ; Jacques Eberhard.

Question préalable de M. Jacques Descours Desacres. — MM. Jacques Descours Desacres, le secrétaire d'Etat ; André Monteil, président de la commission des forces armées ; Jacques Soufflet. —

Adoption au scrutin public.

Rejet du projet de loi.

7. — Service de santé des armées. — Adoption d'un projet de loi (p. 754).

Discussion générale : MM. Raymond Boin, rapporteur de la commission des forces armées ; André Fanton, secrétaire d'Etat à la défense nationale.

Art. 1^{er} et 2 : adoption.

Sur l'ensemble : MM. Antoine Courrière, le secrétaire d'Etat.

Adoption du projet de loi.

8. — Suspension et reprise de la séance (p. 758).

PRÉSIDENCE DE M. ALAIN POHER

9. — Communication de M. le Premier ministre (p. 758).

10. — Convention consulaire avec la Roumanie. — Adoption d'un projet de loi (p. 759).

Discussion générale : MM. Pierre de Chevigny, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Jean-Louis Tinaud, secrétaire d'Etat aux relations avec le Parlement.

Adoption de l'article unique du projet de loi.

M. le président.

11. — Traité sur l'espace extra-atmosphérique. — Adoption d'un projet de loi (p. 759).

Discussion générale : MM. Raymond Boin, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Jean-Louis Tinaud, secrétaire d'Etat aux relations avec le Parlement.

Adoption de l'article unique du projet de loi au scrutin public.

12. — Moyens d'action des commissions d'enquête et de contrôle parlementaires. — Adoption d'une proposition de loi (p. 761).

Discussion générale : MM. Etienne Dailly, rapporteur de la commission de législation ; Jean-Louis Tinaud, secrétaire d'Etat aux relations avec le Parlement.

Article unique :

MM. Serge Boucheny, le rapporteur.

Adoption de l'article unique du projet de loi au scrutin public.

13. — Transmissior. d'un projet de loi (p. 764).

14. — Dépôt d'un rapport (p. 764).

15. — Ordre du jour (p. 764).

PRESIDENCE DE M. ETIENNE DAILLY,

vice-président.

La séance est ouverte à seize heures vingt-cinq minutes.

M. le président. La séance est ouverte.

— 1 —

PROCES-VERBAL

M. le président. Le compte rendu analytique de la séance d'hier a été distribué.

Il n'y a pas d'observation ?...

Le procès-verbal est adopté sous les réserves d'usage.

— 2 —

DEPOT D'UN RAPPORT

M. le président. J'ai reçu de Mme Marie-Hélène Cardot un rapport fait au nom de la commission des affaires sociales sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à la mise à parité des pensions des déportés politiques et des déportés résistants (n° 260 [1969-1970]).

Le rapport sera imprimé sous le numéro 279 et distribué.

— 3 —

**EXERCICE DE FONCTIONS A MI-TEMPS
PAR LES FONCTIONNAIRES DE L'ETAT**

Adoption d'un projet de loi.

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à l'exercice de fonctions à mi-temps par les fonctionnaires de l'Etat (n° 229 et 268 [1969-1970]).

Dans la discussion générale, la parole est à M. le rapporteur.

M. Pierre Schiele, rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. Monsieur le président, messieurs les secrétaires d'Etat, mes chers collègues, le texte soumis à l'approbation du Sénat introduit dans le statut des fonctionnaires de l'Etat une nouvelle disposition relative au travail à mi-temps.

L'économie générale de ce texte, certes limitée, mais néanmoins très intéressante, se présente de la manière suivante.

D'abord, cette possibilité de travailler à mi-temps est laissée à l'appréciation de l'administration. C'est elle qui jugera du bien-fondé de la demande de l'intéressé et qui lui permettra, s'il le souhaite effectivement, de travailler dans ces conditions.

En second lieu, qui cela intéresse-t-il ? Les fonctionnaires de l'Etat. Cela exclut — vous le voyez immédiatement — beaucoup d'agents, notamment ceux des collectivités locales et des établissements publics, ainsi, parmi les agents de l'Etat, ceux qui ne sont pas titulaires. C'est la deuxième condition nécessaire pour obtenir la possibilité de travailler à mi-temps.

Outre qu'ils doivent être titulaires, les fonctionnaires doivent aussi être en activité. Un fonctionnaire de l'Etat peut être en situation d'activité, en disponibilité, ou encore occuper une autre position, par exemple dans le cas de l'appel sous les drapeaux. Or seul le fonctionnaire de l'Etat, en activité et affecté à un poste qui ouvre droit à pension au titre du code général des pensions aura la possibilité de bénéficier de cette mesure. Sont exclus, en conséquence, les fonctionnaires qui seraient détachés dans un poste qui n'ouvre pas droit à pension au titre du code général des pensions : ce serait le cas d'un fonctionnaire détaché dans un établissement public à caractère industriel ou commercial.

Voilà pour les personnes.

En ce qui concerne la mesure elle-même il s'agit, pour les fonctionnaires, de demander la possibilité de travailler la moitié du temps qui leur incombe normalement de par leur statut et de recevoir un traitement mathématiquement diminué de moitié.

Il est possible, pour les agents qui auront demandé, et obtenu, le bénéfice de cette disposition, de bloquer leurs heures sur quelques jours de la semaine. Il n'est pas évident que celles-ci puissent être distribuées au cours de la journée d'une manière mathématiquement égale. Le règlement d'administration publique laisse entrevoir un certain nombre de dispositions et il serait bon que celles-ci deviennent effectives.

Comment le système fonctionnera-t-il ?

Une des conditions essentielles prévues par la loi est que le fonctionnaire doit présenter une demande, l'administration lui accordant le bénéfice de la disposition. Il y a donc là une sorte de pouvoir discrétionnaire de l'administration pour des nécessités de service. Il va sans dire qu'un fonctionnaire dont la présence est absolument indispensable à l'exercice de sa fonction à temps complet ne pourra pas, si ses supérieurs hiérarchiques en décident, bénéficier d'une telle mesure.

D'une manière générale, ce genre de mesure ne concernera pas les fonctionnaires dit d'autorité ; la loi n'est pas explicite à ce sujet, mais on peut le supposer. Cette disposition est applicable notamment aux agents de l'Etat des catégories C et D, et d'une manière peut-être accidentelle aux agents de la catégorie B, mais elle ne le sera pratiquement jamais à ceux de la catégorie A, sauf cas particuliers.

En ce qui concerne les pensions — c'est un aspect indirect de la question que traitent les articles 2 à 5 du projet de loi — des dispositions importantes ont été prévues par le Gouvernement. Chaque agent ayant obtenu le bénéfice de cette mesure verra valider ses années de travail à mi-temps comme une année complète pour l'ancienneté dans son grade dans la fonction publique. Par contre, pour la liquidation de sa pension, ne sera validé que le temps effectivement passé au service de l'administration.

L'accord de l'administration l'engage pour une période de trois ans renouvelable deux fois, c'est-à-dire que le fonctionnaire qui en fait la demande ne peut bénéficier de ces dispositions que pendant neuf ans. Par contre, lui-même peut rompre ce contrat chaque année si cela lui est favorable.

En fait, nous sommes en présence d'une mesure à caractère social qui offre une possibilité supplémentaire à des agents qui, tout en souhaitant être plus libres pour diverses raisons, ne tiennent pas à être complètement dégagés de toute occupation professionnelle et entendent percevoir un traitement. Il s'agit, d'après l'exposé des motifs du Gouvernement, de personnes qui seraient près de leur retraite et pour lesquelles le passage de la vie active à la retraite sera plus aisé. Il s'agit également des handicapés physiques après un accident grave ou une longue maladie, qui seront réinsérés dans la vie professionnelle d'une manière moins brutale que s'ils devaient reprendre leur travail à temps plein. Il s'agit aussi des femmes qui ont des enfants en bas âge à élever et pour l'éducation desquels il importe qu'elles soient beaucoup plus souvent au foyer qu'elles ne le seraient si elles devaient travailler huit heures par jour.

En somme, tout nous montre qu'il s'agit plus d'une mesure de caractère social que d'une modification du statut ; c'est en fait un aménagement de la mise en disponibilité, car jusqu'ici le fonctionnaire qui avait des ennuis sérieux ou des préoccupations familiales importantes n'avait d'autre possibilité que de travailler à temps plein ou de ne plus travailler du tout.

Si j'insiste sur cet aspect du problème, c'est que la disponibilité a des conséquences pour l'agent. Un agent titulaire qui demande sa mise en disponibilité n'est pas sûr de retrouver son poste, du moins pas automatiquement. Il en va de même pour les employés à mi-temps. Nous y reviendrons lors de la discussion des articles.

Il est certain que l'employé qui aura demandé le bénéfice de cette mesure ne pourra l'obtenir que s'il y a compatibilité avec l'intérêt public. On pourrait, allant au-delà du texte, penser qu'automatiquement le fonctionnaire à mi-temps devrait retrouver son poste à plein temps tel qu'il l'occupait auparavant. Mais cela pourrait amener une désorganisation de la fonction publique. Il est certain que le fonctionnaire qui s'engage dans la fonction publique connaît à la fois les avantages qu'il peut en retirer, mais également les inconvénients que toute activité professionnelle comporte.

Aussi, je le répète, la mesure qui nous est proposée est importante, mais limitée. Elle est importante parce qu'elle introduit la notion nouvelle du travail à mi-temps pour un certain nombre d'agents et permet davantage de souplesse. C'est une mesure importante que l'aménagement de la disponibilité et je viens d'en souligner le caractère social. Mais ce n'est qu'une porte qui s'entrouve et, devant la « féminisation » de la fonction publique, il est bon de garder une certaine prudence si nous ne voulons pas que l'administration soit taxée d'arbitraire dans l'appréciation qu'elle fera des cas particuliers. Il importe donc que cette mesure soit limitée à des cas très précis ; c'est ce que prévoient les articles 2, 3, 4 et 5 et le règlement d'administration publique le confirmera sans doute.

Nous sommes conscients de ces limites. Nous ne nous en réjouissons pas, mais, sachant qu'il s'agit d'une expérience, nous souhaitons vivement que le Gouvernement — lorsqu'il en connaîtra les résultats — revienne devant le Parlement en vue d'aménager cette mesure.

Un certain nombre de questions de détail se posent, dont les organisations professionnelles sont bien conscientes. Le salaire

ou le traitement par exemple, ne doit peut-être pas être automatiquement de 50 p. 100 ; il pourrait être de 60 p. 100. Nous laissons au Gouvernement le soin d'apprécier.

Il est, d'autre part, certain que les fonctionnaires à mi-temps souhaiteraient continuer à verser une cotisation complète à la caisse de retraite, mais on ne peut oublier que l'employeur devrait alors en faire autant.

En outre, l'extension à d'autres catégories de fonctionnaires serait utile et même indispensable. Nous souhaitons que le Gouvernement nous dise à quels fonctionnaires il pense pouvoir étendre cette mesure, outre les titulaires de l'Etat, et à quel moment il estime pouvoir le faire.

Enfin, il serait intéressant aussi de se pencher sur le sort des agents auxiliaires qui sont condamnés à l'auxiliarat par le fait même de leurs fonctions. C'est l'exemple classique du postier qui est en état de fonction partielle quoique permanente.

En somme, sous réserve des questions qui appellent une réponse de votre part, monsieur le secrétaire d'Etat, ce texte est un premier pas vers une amélioration du rapport entre les conditions du travail et celles de la vie. Nous nous en réjouissons.

Empreinte d'une prudence légitime, cette innovation a le grand mérite, à mes yeux et à ceux de la commission du Sénat — et ce n'est pas commun en matière d'administration — de se pencher sur la condition des hommes et de marquer le souci qu'a le législateur de respecter, avec la liberté individuelle, la dignité de la personne humaine. (Applaudissements.)

M. le président. La parole est à M. Bergeal.

M. Aimé Bergeal. Monsieur le président, monsieur le secrétaire d'Etat, mes chers collègues, après avoir entendu le rapport excellent de notre collègue M. Schiélé, il nous paraît nécessaire de formuler dès maintenant quelques remarques et interrogations susceptibles de nous inciter à la réflexion.

Il est indéniable que l'établissement du travail à mi-temps constituera dans le monde des fonctionnaires d'abord, et plus tard dans le domaine privé, un élément de progrès. Néanmoins, il faut convenir qu'avant de le considérer comme une panacée, ce texte appelle une certaine prudence et surtout beaucoup de soins dans son élaboration.

L'Etat emploie beaucoup de main-d'œuvre féminine et particulièrement dans l'administration des P. T. T., dans l'enseignement et dans le personnel hospitalier. C'est pourquoi, la femme paraît intéressée plus que tout autre par ce projet de loi.

Une femme ne peut pas toujours mener de front les multiples tâches qui lui incombent, à la maison et à l'extérieur. Elle demande un temps de disponibilité, la plupart du temps pour élever un enfant, subissant à la fois une perte financière — traitement et droits à pension — et si la disponibilité se prolonge, la non-réintégration au même lieu de travail. Par contre, elle peut s'arranger d'un travail à temps partiel.

N'y aurait-il pas là matière à bénéfice pour l'administration en supprimant l'absentéisme presque systématique, en cas de maladie des enfants ou même en cas de maladie ou d'absence d'une tierce personne. De plus, avec un travail à mi-temps, la femme garderait la juste impression de continuer à apporter sa contribution pécuniaire au foyer en même temps qu'elle ne se sentirait pas écartée de sa vie professionnelle.

Le travail à mi-temps intéresse également les personnes âgées, celles dont la santé est encore très assurée et qui ne peuvent se résoudre à être complètement écartées de toute vie active. Lorsque l'âge de la retraite sonne, il est très pénible de subir cette impression de ne plus servir à rien ; le retraité se sent diminué et complexé.

Ce travail à mi-temps intéresse également les handicapés physiques, comme l'a dit notre collègue M. Schiélé, qui ne peuvent supporter la rigueur d'une journée normale de travail. Une occupation compatible avec leurs possibilités physiques, non seulement leur permettra de subvenir en partie à leurs besoins, mais leur sera moralement d'un très grand secours en les intégrant dans le monde du travail.

Un point qui retient toute notre attention est la rémunération du travail à mi-temps. Il est évident que lorsqu'une personne, quelle qu'elle soit, assure une seule vacation elle ne travaille pas huit heures sans quelques arrêts. Il est logique de considérer que le meilleur rendement se situe pendant les premières heures de la vacation. Il y a toujours un fléchissement à la fin de la journée de travail.

Partant de là, on est amené à affirmer très justement qu'il serait anormal de ne rémunérer un travail à temps partiel qu'à 50 p. 100 du travail à temps complet, le temps et les frais de déplacement étant les mêmes dans un cas comme dans l'autre.

Le conseil des ministres du 17 décembre l'avait bien compris puisqu'il avait retenu une rémunération de 60 p. 100 de celle

du travail à temps complet. Pour quelles raisons, monsieur le secrétaire d'Etat, avez-vous retenu le chiffre de 50 p. 100 ?

Il convient maintenant d'évoquer un autre aspect de ce projet, la réintégration dans un emploi à temps complet du fonctionnaire ayant occupé un emploi à mi-temps. Il est important pour lui, lorsque les circonstances ont changé, de retrouver la même situation au même endroit. Il faut que le texte de loi donne au fonctionnaire toutes garanties dans ce sens.

Vous avez donné, monsieur le secrétaire d'Etat, une réponse trop imprécise et déclaré : « Il n'est tout de même pas possible d'introduire un principe d'automatisme. Il est bien évident que si, pour des raisons économiques ou budgétaires, l'emploi était supprimé, il ne saurait être question de le rétablir pour réintégrer un fonctionnaire à mi-temps ».

Mais cela est valable également pour les fonctionnaires occupant un emploi à temps complet.

Monsieur le secrétaire d'Etat, j'aurais aimé que vous disiez : « L'agent qui demande à reprendre le travail à temps complet reste affecté au même service. » Pouvez-vous nous en donner l'assurance ?

Un autre sujet de discussion et d'inquiétude, c'est l'octroi du service à mi-temps. Le fonctionnaire qui en fera la demande, après avoir réuni toutes les conditions requises, ne verra sa demande agréée que si les nécessités du service le permettent. Ces quelques mots lourds d'interprétations diverses ouvrent la porte à l'arbitraire, à de nombreuses inégalités et discriminations selon les services. Ils donnent la possibilité au directeur, au chef de service d'accorder ou de refuser d'utiliser le personnel dans n'importe quelles conditions et d'annuler par là le bénéfice de cette innovation.

Il convient donc d'indiquer d'une façon claire, précise, sans équivoque la formule grâce à laquelle un fonctionnaire sera autorisé à bénéficier d'un travail à mi-temps. Tout est toujours possible et on ne peut arguer raisonnablement d'une désorganisation éventuelle dans un service.

S'agissant de ces restrictions au bénéfice du travail à temps partiel en fonction des nécessités du service, vous avez affirmé, monsieur le secrétaire d'Etat : « Bien entendu, dès que les textes réglementaires auront été élaborés, des instructions précises seront données aux diverses administrations pour qu'elles fassent un usage libéral de ces dispositions. Je sais d'ores et déjà que le ministre des postes et télécommunications souhaite utiliser libéralement ces dispositions pour des opérations qui lui sont propres et qui rendront peut-être nécessaire une extension des mesures dont il s'agit. »

J'aurais aimé, monsieur le secrétaire d'Etat, un peu plus de précisions. Pensez-vous que M. le ministre des postes et télécommunications pourra proposer des emplois à mi-temps aux téléphonistes menacées par l'automatisation ? Ce serait très grave si ce travail à mi-temps était d'office un moyen de reclassement. Ce serait contraire aux intérêts des agents.

Par ailleurs, ce travail à mi-temps, loin d'être un élément de perturbation, comme on l'a trop souvent pensé chez nous, est une façon d'utiliser dans un pays toute la main-d'œuvre disponible. Jusqu'ici très peu pratiqué en France, il concerne à l'étranger une part relativement importante des travailleurs des deux sexes : 5 p. 100 des travailleurs et 9 p. 100 des travailleuses en Allemagne de l'Ouest, 10 p. 100 des actifs en Grande-Bretagne et le tiers des 30 millions de femmes actives aux Etats-Unis. Comme on peut le constater dans ces pays le stade expérimental est largement dépassé.

Pour conclure, nous souhaitons que les réticences qui se sont manifestées jusqu'à présent disparaissent et que ce projet de loi soit approuvé par tous, à condition que certains amendements soient acceptés.

Il ne résoudra pas tous les problèmes sociaux, mais, assorti de certaines mesures financières indispensables, il marquera au moins un pas important vers une meilleure adaptation du travail de chacun à ses possibilités. (*Applaudissements sur les travées socialistes et communistes.*)

M. le président. La parole est à Mme Lagatu.

Mme Catherine Lagatu. Monsieur le secrétaire d'Etat, monsieur le président, mesdames, messieurs, je voudrais vous faire part de quelques réflexions que nous suggère ce projet, en ce qui concerne essentiellement les agents féminins de la fonction publique.

Nous savons tous que les conditions de travail des femmes ont été soumises, dans le passé, à tous les aléas de la conjoncture économique : on les a appelées au travail en période d'expansion ou de guerre ; on les a renvoyées au foyer en période de récession.

Le projet de loi relatif au travail à mi-temps dans la fonction publique, qui concerne avant tout les femmes, ne serait-il pas un projet adapté à une conjoncture qui exige de faire face dans les conditions les plus rentables aux pointes journalières

ou hebdomadaires et de résoudre les problèmes nés de l'automatisation, par exemple, dans le ministère des postes et télécommunications, au dire du ministre intéressé ? Il est à noter, en effet, que les divers projets de travail à temps partiel ont toujours été mis en avant à chaque période de difficulté économique.

Certes, ces projets ont toujours été dotés d'un habillage social et, dans le plan Rueff-Armand, qui préconisait le travail à mi-temps pour les femmes, on indiquait qu'il permettrait à celles qui désireraient travailler de le faire, que c'était un moyen de concilier tâches professionnelles et obligations maternelles. Mais ces bons sentiments momentanés ne peuvent nous faire oublier la progression difficile du travail féminin et les réponses négatives qui accueillent régulièrement les revendications mises au point par les femmes travailleuses elles-mêmes pour alléger leur peine.

Certes, aujourd'hui, les taux d'activité des femmes en France semblent être parmi les plus élevés des pays industrialisés d'Europe ; mais ces taux sont loin d'être uniformes dans tout le pays : très élevés dans les régions où les possibilités d'emploi sont nombreuses, ils sont très bas dans les régions n'offrant pas de débouchés ; ils dépassent 55 p. 100 dans la région parisienne et n'atteignent pas 20 p. 100 dans certains départements.

Ces chiffres montrent cependant que, toutes les fois que des possibilités d'emploi se présentent à la main-d'œuvre féminine, elles sont utilisées. Les femmes veulent donc travailler. En France, comme dans beaucoup de pays industriels, depuis le début de ce siècle, on observe une forte progression des effectifs féminins dans les services publics et administratifs, où leur proportion a doublé.

Le dynamisme du travail féminin se manifeste dans toutes les branches en expansion, montrant que la progression du travail féminin est irréversible. Les femmes entrent de plus en plus nombreuses dans la vie professionnelle. Elles élargissent l'éventail des métiers traditionnellement offerts et gravissent peu à peu, en luttant, les degrés de la qualification et des responsabilités.

Des changements importants sont intervenus dans la condition des femmes, leurs progrès sont en rapport étroit avec le développement de leur travail professionnel. Mais ces changements ne se sont pas faits sans lutte. Aujourd'hui encore, les femmes se heurtent à l'inégalité des salaires masculins et féminins, à l'inégalité d'accès aux emplois, à l'inégalité de la formation professionnelle, aux difficultés pour concilier leur travail professionnel avec les tâches qu'elles assument au foyer.

Les travaux effectués à la maison représentent, pour les femmes qui travaillent, une charge importante. Le temps qu'elles consacrent aux loisirs, à la culture personnelle, au perfectionnement professionnel, aux activités sociales en est diminué d'autant. Elles se heurtent aussi à des facteurs d'ordre idéologique liés à la persistance de l'image traditionnelle de l'infériorité de la femme.

Cependant, le désir des femmes d'exercer une activité professionnelle ne cesse de s'affirmer en même temps que leur volonté d'assumer pleinement leur rôle dans ce domaine. Le travail a été l'élément moteur de l'évolution de leur condition.

L'un des problèmes de notre temps, dans l'intérêt même de la nation, qui ne peut se passer de la main-d'œuvre féminine et qui recherche une main-d'œuvre qualifiée, comme le montrent les études préparatoires au VI^e Plan, c'est, à notre avis, de supprimer toutes les inégalités qui subsistent encore quant aux salaires, aux emplois, à la formation professionnelle et, parallèlement, d'apporter aux femmes les moyens de concilier leur double rôle de travailleuse et de mère de famille.

Les femmes qui travaillent dans la fonction publique, dont la conscience professionnelle est reconnue, aspirent, comme toutes les femmes travailleuses, à une réduction de la journée de travail et de la semaine de travail ; elles souhaitent la création d'un réseau d'équipement social : crèches, écoles maternelles, maisons de jeunes, stades, piscines, colonies de vacances, toute une législation qui leur apporterait une aide véritable.

Notre groupe a, vous le savez, déposé des propositions de loi qui, si elles étaient adoptées, amélioreraient sensiblement la vie des travailleuses. Outre l'égalité des salaires, de la formation professionnelle, nos propositions traitent de la réduction du temps de travail, de l'octroi de deux jours de repos consécutifs par semaine, du paiement d'une indemnité égale au salaire pendant seize semaines pour les femmes en congé de maternité, de l'octroi de jours de congé aux mères qui ont des enfants malades, de la construction de crèches et de leur fonctionnement, de l'avancement de l'âge de la retraite pour les femmes, d'abord à soixante ans, puis à cinquante-cinq ans.

Le projet de travail à mi-temps, qui s'adresse essentiellement aux femmes, ne peut satisfaire celles qui ont besoin d'un salaire entier pour équilibrer leur budget et qui sont, vous le savez, de plus en plus nombreuses.

Les mères seules sont toutes dans ce cas et, dans un foyer sur trois, la femme est seule pour élever ses enfants.

Votre projet ne résout pas les problèmes de garde d'enfants, ni celui des transports, il laisse entiers les problèmes posés par les enfants malades, il ne crée pas une crèche de plus ni une école maternelle supplémentaire, ni un stade, etc.

Par contre, perdant la moitié de son salaire, la travailleuse risque d'être employée à un travail qui lui fera perdre sa qualification. Peut-on imaginer, par exemple, une institutrice exerçant à mi-temps dans sa classe ou bien une femme fonctionnaire utilisée en période de pointe dans les postes et télécommunications ? La productivité de son travail sera alors bien supérieure à celle de ses collègues travaillant à temps plein et elle aura le sentiment, correspondant à la réalité, d'être sous-payée, puisqu'elle ne sera payée qu'à 50 p. 100, ou d'être sur-exploitée, ce qui revient au même.

Votre projet aggrave ainsi les inégalités entre les salaires féminins et masculins. D'autre part, par le biais de ce projet, le congé de maternité payé à plein traitement dans la fonction publique est remis en cause, puisque ces femmes ne seront payées qu'à 50 p. 100 durant leur congé de maternité. Nous souhaitons que l'intégralité des prestations soit versée en cas de longue maladie et de maternité essentiellement.

En outre, le projet prévoit que les fonctionnaires à mi-temps seront réutilisés à temps plein, sous réserve que des emplois à temps complet soient vacants dans la résidence, ce qui revient à dire, monsieur le secrétaire d'Etat, que bien des travailleuses à temps partiel risquent de ne pouvoir reprendre leur poste à temps plein au moment souhaité. L'exemple de milliers de titulaires de l'enseignement et des P. T. T. en disponibilité et non réintégrés, faute d'emplois vacants, dans leur résidence est là pour justifier notre inquiétude. Cette disposition met en cause la notion même du volontariat qui existe dans le projet.

Comment, par ailleurs, accepter l'interdiction de décompter le service à mi-temps comme service actif ou de la catégorie B ? La nature du travail ne change pas quand on le fait à mi-temps. Vous savez que les réanimatrices, après quatre heures de travail, sont, d'après la déclaration des médecins, momentanément indisponibles. D'autre part, la travailleuse qui aurait recours au travail à temps partiel devrait prolonger sa vie de travail au-delà de l'âge normal de la retraite, si elle a besoin pour vivre du taux maximum de sa pension de retraite. On joue ainsi avec l'âge de la retraite qu'on tend à prolonger. Il paraît donc souhaitable de faire bénéficier les femmes fonctionnaires et les agents fonctionnaires, au moment de la liquidation de leur retraite, d'une prise en compte totale de la période pendant laquelle ils ont accompli un travail à mi-temps.

A ces remarques, j'en ajouterai une autre. D'une manière détournée, ne s'agit-il pas d'une remise en cause du droit au travail des femmes ? En avançant comme une solution séduisante le travail à mi-temps qui ne peut donner satisfaction qu'à un nombre extrêmement réduit de femmes, n'espérez-vous pas désamorcer le poids revendicatif de la main-d'œuvre féminine ? N'espérez-vous pas retarder l'équipement social de notre pays ? N'espérez-vous pas écarter la réduction nécessaire du temps de travail pour toutes sans diminution de salaire ? Mais les calculs, si calculs il y a, sont erronés, la place des femmes dans la vie économique, politique et sociale grandit. Ce mouvement, les statistiques le prouvent, est irréversible ; les vraies solutions s'imposeront donc un jour.

Cela dit, votre projet est meilleur que les projets antérieurs. Entre autres, il n'autorise pas à recruter du personnel à temps partiel, ce qui nous satisfait. Il permet le maintien de droits statutaires fondamentaux de la fonction publique. Il permet aux femmes d'opter pour le travail à mi-temps alors qu'auparavant la mise en disponibilité était seule possible. Il n'y a donc pas, de notre part, une opposition systématique à ce projet. Il peut apporter une solution partielle et momentanée aux difficultés d'un nombre limité de femmes, alors que nous voudrions, nous, apporter des solutions meilleures et surtout permanentes à la masse des travailleuses.

Mais, monsieur le secrétaire d'Etat, si votre but est bien d'aider certains fonctionnaires à traverser des moments difficiles de leur vie, si le volontariat est scrupuleusement respecté, le projet devrait pouvoir être aujourd'hui amendé favorablement de manière à écarter les dangers qu'il présente et les craintes que nous éprouvons. C'est ce que nous verrons dans quelques instants. *(Applaudissements sur les travées communistes et sur plusieurs travées socialistes.)*

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat.

M. Philippe Malaud, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et des réformes administratives. Monsieur le président, mesdames, messieurs, assurer le bon fonctionnement de l'administration est aujourd'hui une des tâches importantes de l'Etat. Chargé de cette responsabilité au sein du Gouvernement, j'ai eu l'occasion à plusieurs reprises

de me présenter devant vous pour vous exposer ses préoccupations et les réponses qu'il semblait possible d'apporter sur tel ou tel point.

Si, hier comme aujourd'hui, il s'agit avant tout de veiller à la plus grande commodité du public pour qu'il reçoive les services qui lui sont dus et répondre aux besoins de l'Etat, la structure et l'évolution rapide de notre société imposent des changements notables que ce soit dans le domaine des mentalités, de la formation ou de l'emploi des agents de l'Etat.

C'est dans cet esprit qu'au profit du public ont été prises et continuent à l'être, un certain nombre de mesures concernant la déconcentration des pouvoirs administratifs, celles aussi touchant aux simplifications des procédures administratives et celles actuellement en discussion ayant trait aux facilités horaires ou matérielles.

Pour ce qui est de la mentalité, de la formation et de l'emploi des agents de l'Etat, toute une série de problèmes entre en jeu. La création toute récente des instituts régionaux d'administration répond à un souci de formation moderne, de démocratisation et de déconcentration, tandis que le projet qui vous sera soumis prochainement concernant le traitement de l'information aborde un aspect différent d'adaptation. Mais avant tout, il faut utiliser les hommes suivant leurs possibilités et leurs goûts en leur donnant les moyens nécessaires. C'est dans ce but que je me suis efforcé de rendre les fonctionnaires plus responsables en les associant aux mesures destinées à l'amélioration du fonctionnement de l'administration.

Sur le plan matériel, je me suis efforcé de promouvoir l'amélioration de leur situation. A cet égard, l'accord du 10 octobre 1969 concernant la revalorisation des traitements des catégories les moins favorisées, celui du 21 avril 1970 sur la fixation de l'évolution des rémunérations dans la fonction publique ont été particulièrement bien acceptés par les fonctionnaires.

Le projet de loi relatif à l'instauration du travail à mi-temps dans la fonction publique qui est soumis à l'approbation de votre assemblée a été préparé par le Gouvernement dans le même esprit. Le rapport présenté au nom de votre commission des lois constitutionnelles par M. Schiélé, que je tiens tout particulièrement à remercier, constitue une excellente analyse des mesures envisagées. Je bornerai donc mon intervention au rappel de quelques observations de caractère général, avant de vous donner les précisions que vous souhaitez sur les mesures réglementaires envisagées par la mise en œuvre de ce projet.

Sous la pression du marché exigeant le recours à toute la main-d'œuvre disponible, le travail à temps partiel s'est très largement développé au cours de ces dernières années dans tous les pays économiquement développés, qu'il s'agisse de la Grande-Bretagne où cette forme de travail est très répandue, ou de l'Allemagne où le nombre total des femmes travaillant à temps partiel s'élève à environ 18 p. 100 de l'effectif des femmes actives. Je n'insiste pas sur ces statistiques, puisqu'on en a déjà parlé tout à l'heure.

En France et en Belgique cette formule n'a pas connu le même développement et a même soulevé des réserves parfois d'ordre philosophique, liées tant à la conception que l'on peut avoir du rôle de la femme, puisque ces dernières constituent en fait la majorité potentielle des travailleurs à mi-temps, qu'au caractère précaire de cette forme de travail, considérée comme une arme utilisée pour peser sur le marché de l'emploi et, par contrecoup sur le niveau des salaires, en faisant appel à une catégorie de travailleurs marginale.

En fait, l'essor du travail à temps partiel correspond à la fois à des besoins de l'économie et à l'intérêt des travailleurs qui, à un moment donné, ont à faire face à des difficultés particulières. Son succès est lié aux garanties données à ceux qui recourent à cette forme de travail. C'est le cas en particulier dans la fonction publique. En l'espèce, le projet de travail à mi-temps qui vous est soumis présente, me semble-t-il, toutes les garanties possibles pour les intéressés.

D'ailleurs, la fonction publique utilise déjà du personnel à temps partiel. Il ressort, en effet, des statistiques élaborées par l'Institut national de la statistique, que le nombre des agents effectuant pour l'Etat un service à temps partiel s'élevait en 1967 à plus de 100.000 agents. L'administration des P. T. T. est la plus forte utilisatrice puisque plus de la moitié, soit environ 60.000 agents, y sont affectés. Un grand nombre figure également dans les services relevant de l'éducation nationale. Ces agents relèvent de l'application de la loi du 3 avril 1950 portant réforme de l'auxiliaariat et n'ayant pu bénéficier depuis cette date d'une mesure de titularisation. Ce peuvent également des auxiliaires recrutés dans les conditions prévues par la loi de 1950 en vue d'occuper sans limitation de durée un emploi comportant un service journalier à temps incomplet. Ce peuvent être enfin des agents titularisés dans les cadres complémentaires en vertu de la loi de 1950.

Ces agents sont utilisés essentiellement dans des établissements, en particulier dans les recettes ou dans les centres

des P. T. T., de faible et de moyenne importance, à des tâches diverses et souvent de caractère subalterne. Les horaires de ces personnels sont variables, mais ils se situent en général en dehors des heures habituelles de travail de la fonction publique. Le temps partiel permet de mieux adapter les effectifs aux besoins du trafic des P. T. T. et, éventuellement, de ne pas supprimer certains services qui ne justifieraient pas l'emploi de fonctionnaires à temps plein. En revanche, il faut bien le reconnaître, souvent la qualité du service rendu laisse plus à désirer que dans le cas d'un service à temps plein.

La principale caractéristique de l'ensemble des personnels — et c'est vrai pour la plupart des administrations utilisatrices — est qu'il ne s'agit pas, à l'heure actuelle, d'agents titulaires. Ils ne bénéficient donc pas des garanties fondamentales du statut, aussi bien en matière d'avancement que de retraite, des droits à pension ou des congés. Il existe pour eux une certaine précarité de l'emploi.

Par ailleurs, dans l'état actuel des textes, un agent titulaire qui, pour des raisons particulières, ne peut plus travailler à temps plein, est obligé de demander sa mise en disponibilité. C'est le cas d'un nombre important de femmes qui sont dans l'obligation d'élever leurs enfants. Comme le rappelle l'exposé des motifs du projet de loi, 35.000 agents se trouvent en disponibilité, dont 18.000 pour élever un enfant de moins de cinq ans.

Il est incontestable que ces départs désorganisent le service, surtout dans certaines administrations, comme les P. T. T. Mais cet inconvénient serait secondaire, car un service public peut y faire face par divers moyens, s'il n'entraînait, en outre, pour l'intéressé, une rupture brutale avec la fonction publique, avec le service dans lequel il est affecté. En effet, le fonctionnaire placé en disponibilité perd sa rémunération et ses droits à l'avancement, comme à la retraite, sont suspendus pendant cette période. De plus, si la disponibilité se prolonge, et c'est souvent le cas, il perd, ce qui est plus grave, sa qualification professionnelle. Il rompt avec son service. Il ne continue pas à profiter des possibilités d'enseignement et d'amélioration que lui donne le service. Le jour où, éventuellement, il peut obtenir sa réintégration, il se trouve dans des conditions difficiles de réadaptation.

Ces différents éléments ont conduit à adopter une solution qui permet d'échapper à certaines objections que soulève le travail à temps partiel. En premier lieu, les bénéficiaires sont des fonctionnaires titulaires. Il n'y a pour eux aucun déclassement lorsqu'ils demandent à servir à mi-temps. Tout au contraire, les intéressés bénéficient de l'ensemble des garanties qui résultent de leur appartenance à la fonction publique et de l'application qui leur est faite du statut général de la fonction publique.

Sur ce point, je précise à M. le rapporteur que, dans notre esprit, le travail à mi-temps peut s'appliquer à toutes les catégories de fonctionnaires A, B, C et D, et qu'il n'y a aucun inconvénient à ce que la majeure partie des fonctionnaires de la catégorie A en bénéficient. Il est certain que la majorité des demandeurs se trouvera dans des administrations où les fonctionnaires d'exécution des catégories C et D sont plus nombreux, mais rien n'empêche que la mesure s'applique, dans l'enseignement par exemple, aux fonctionnaires de la catégorie A qui en feront la demande.

A l'issue de la période pendant laquelle ils ont travaillé à mi-temps, les intéressés sont assurés de retrouver un emploi à plein temps. Cette garantie est essentielle pour répondre aux craintes exprimées à l'encontre du temps partiel : l'intéressé reste en activité ou en service détaché et ne se trouve pas placé, comme c'est le cas pour la disponibilité, dans une position particulière du statut général de la fonction publique. Il peut donc tout naturellement repasser du temps partiel au temps plein.

Si le projet de loi qui vous est soumis ne mentionne pas les cas d'ouverture du mi-temps, c'est qu'il s'agit essentiellement de dispositions d'ordre réglementaire, mais il n'est pas possible d'avoir une vue générale de la réforme sans que soient précisés les cas qui permettront aux intéressés de bénéficier d'un régime à mi-temps.

Ce service à mi-temps pourra être accordé sur demande de l'intéressé. Il y aura non pas droit, mais simple faculté ; il n'est pas possible, en effet, de prévoir une automaticité en pareil cas. La notion du service public s'y oppose. Le statut de la fonction publique prévoit d'une façon générale que le fonctionnaire, s'il bénéficie d'un certain nombre d'avantages, résultant notamment du statut, se trouve aussi soumis à des sujétions qui tiennent à la nécessité d'assurer le service public. C'est ainsi que, s'il fait une demande de mise en disponibilité, celle-ci n'est pas de droit. Par conséquent, le régime de travail à mi-temps qui, normalement, doit se substituer, dans des conditions plus avantageuses pour un certain nombre de fonctionnaires, à la disponibilité, ne peut être accordé que sur demande.

Cependant, il va de soi — je l'ai déjà dit — que nous avons l'intention de faire une application libérale de ces dispositions et

que des instructions seront données en ce sens aux administrations, le but à atteindre étant, à partir du moment où l'on institue ce travail à mi-temps dans la fonction publique, d'améliorer les conditions dans lesquelles servent les fonctionnaires et non d'imposer à ceux-ci des obligations supplémentaires par rapport à la situation existante.

Le service à temps partiel pourra donc être accordé, sur demande, dans les cas suivants : d'abord, pour élever des enfants de moins de douze ans et ce sera le cas le plus fréquent puisqu'une bonne partie des fonctionnaires, actuellement placés en disponibilité, demanderont très probablement à bénéficier de ce nouveau régime ; pour soigner un enfant atteint d'une infirmité exigeant des soins continus ; en cas d'accident ou de maladie grave du conjoint si l'état de celui-ci nécessite la présence au foyer d'une tierce personne ; sur avis conforme du comité médical pour les fonctionnaires auxquels a été reconnu un taux de pension militaire d'au moins 85 p. 100 ou qui sont bénéficiaires d'une allocation temporaire d'invalidité résultant d'une incapacité d'au moins 50 p. 100 ; enfin, sur avis médical en cas d'accident ou de maladie grave.

Le bénéfice du temps partiel est limité dans sa durée et ne pourra excéder dans les cas extrêmes neuf ans, par renouvellement tous les trois ans, et dans les cas limites, un an.

Une fois placés dans la position de travail à mi-temps, les intéressés continueront à bénéficier des dispositions du statut général. Pour mémoire, je ne citerai que certaines d'entre elles qui sont les plus importantes.

En matière de rémunération, les fonctionnaires percevront la moitié du traitement afférent à leur emploi. Sur ce point, je dois préciser que, contrairement à ce qui a été indiqué tout à l'heure, aucun conseil des ministres n'a jamais pris une autre décision. Il a toujours été expressément prévu qu'effectivement 50 p. 100 du traitement seraient servis aux fonctionnaires à mi-temps.

C'est d'ailleurs pour éviter des difficultés sur ce point qu'on a choisi le mi-temps plutôt que le temps partiel qui aurait pu représenter le tiers ou les deux tiers du temps plein. Une autre raison qui a influencé notre choix, c'est qu'il est plus facile, pour des raisons budgétaires liées à l'utilisation des emplois rendus vacants, de remplacer un fonctionnaire à temps plein par deux fonctionnaires à mi-temps, ce qui évitera de désorganiser la fonction publique.

En matière d'avancement, pour le calcul des durées prévues dans les statuts particuliers pour l'avancement d'échelon et de grade, le temps durant lequel les intéressés ont été affectés à des fonctions à mi-temps sera compté pour la totalité de sa durée. C'est une disposition à la fois très importante et très libérale qui permettra aux fonctionnaires travaillant à mi-temps de poursuivre une carrière normale dans la fonction publique.

En ce qui concerne les avantages sociaux, le fonctionnaire à mi-temps bénéficiera, au titre du régime de sécurité sociale, des mêmes prestations en nature que les fonctionnaires à plein temps, mais il n'aura droit qu'à la moitié des prestations en espèces puisqu'elles suivent normalement le régime du traitement principal.

Enfin, en matière de retraite, le fonctionnaire cotisera sur le traitement effectivement perçu. Le temps passé dans une fonction à mi-temps sera compté pour sa totalité dans la constitution du droit à pension et pour moitié dans le calcul des annuités servant à la liquidation de la pension. J'ai bien noté que certains fonctionnaires auraient souhaité avoir la possibilité de verser une double cotisation sur le mi-temps, ce qui leur aurait assuré une retraite intégrale. Mais cette proposition ne prend pas en considération le fait que l'Etat devra également cotiser deux fois alors qu'il se trouvera dans la nécessité de recruter un autre agent pour assurer la permanence du service public.

Telles sont, mesdames, messieurs, les grandes lignes du projet de loi qui vous est soumis. Je suis persuadé que vous ne sous-estimerez pas la portée de ce texte, de même que vous comprendrez les nécessaires prudenances qui ont présidé à son élaboration.

Je reconnais que ce texte ne règle pas l'ensemble des problèmes sociaux qui concernent les fonctionnaires et en particulier les femmes, pas plus qu'il ne règle les situations où deux salaires sont nécessaires dans un foyer.

Je pense simplement qu'il constitue, par rapport à la situation existante et compte tenu de la nécessité où se trouvaient un certain nombre de fonctionnaires, et notamment de femmes, d'accepter une situation de disponibilité, avec tous ses inconvénients, une amélioration, modeste peut-être, mais réelle. Cette réforme constitue, de ce fait, une innovation relativement importante.

Certes, sa réussite reste suspendue aux conditions dans lesquelles l'ensemble du dispositif qui vous est proposé sera appliqué. Il est évident qu'il nous faut aussi avoir le souci d'assurer la bonne marche du service public et qu'il ne faut pas multiplier les obstacles à son bon fonctionnement.

En fonction de l'expérience — c'est la raison pour laquelle j'estime qu'il faut nécessairement être prudent dans le souci même d'assurer sa réussite — il ne me paraît nullement exclu, il me paraît même probable que le nombre des bénéficiaires aussi bien que le nombre des cas d'ouverture pourront être progressivement élargis. Les contacts que j'ai déjà eus dans un certain nombre de domaines font apparaître des possibilités réelles d'extension de ces dispositions soit à d'autres catégories de fonctionnaires, comme celles qu'a citées tout à l'heure M. le rapporteur, soit à des secteurs autres que la fonction publique, pour peu que cette dernière donne la preuve que cette expérience a pu réussir sans désorganiser le service public.

C'est pourquoi je pense qu'en l'occurrence, puisqu'il s'agit en quelque sorte d'un test, il vaut mieux un excès de prudence qu'un zèle excessif qui serait finalement préjudiciable à l'administration, aux intéressés et au texte que nous essayons de mettre en œuvre aujourd'hui.

M. Pierre Schiélé, rapporteur. C'est mon avis.

M. Philippe Malaud, secrétaire d'Etat. Cette réforme du statut général des fonctionnaires ouvre, je crois, des perspectives nouvelles pour l'emploi des fonctionnaires et je ne peux mieux faire, pour conclure, que de reprendre les termes de votre rapporteur : « Malgré sa prudence légitime, cette novation a le grand mérite — et ce n'est pas commun en matière d'administration — de se pencher sur la condition des hommes et de marquer le souci qu'a le législateur de respecter, avec la liberté individuelle, la dignité de la personne ». (Applaudissements à gauche, au centre et à droite.)

M. Marcel Prélôt, vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le vice-président de la commission.

M. Marcel Prélôt, vice-président de la commission. Monsieur le président, monsieur le secrétaire d'Etat, la commission, par la voix de son rapporteur, a apporté son adhésion au projet gouvernemental. Vous me permettrez d'ajouter qu'il s'agit de mesures que j'avais déjà préconisées à la suite de mon expérience rectorale voilà une vingtaine d'années. C'est le moment de dire qu'il vaut mieux tard que jamais, d'autant plus que vous nous avez laissé espérer que ce texte avait une valeur essentiellement expérimentale et qu'il pourrait, en même temps que la continuité, assurer l'ouverture. (Sourires.)

Je voudrais vous poser une question particulière à l'éducation nationale. On a parlé plusieurs fois des P. T. T., mais je pense que c'est pour l'éducation nationale que le travail à mi-temps aura une très grande importance. Permettra-t-il de pallier ses difficultés en personnel qui se traduisent par de trop fréquentes fermetures d'écoles et d'établissements à l'époque des examens ?

Je dois me faire ici l'écho des protestations générales à l'heure où les écoles, les collèges, les lycées sont fermés pendant plusieurs jours et où les enfants sont priés de retourner dans leur famille, alors que celles-ci, très souvent, ne sont pas en mesure de les accueillir.

M. Philippe Malaud, secrétaire d'Etat. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat.

M. Philippe Malaud, secrétaire d'Etat. Monsieur le président, il est bien évident que le texte s'applique de plein droit à l'éducation nationale. Si j'ai cité à plusieurs reprises les P. T. T., c'est qu'à l'origine de l'élaboration de ce texte se trouve le fait que j'ai eu de nombreux contacts, en particulier avec des femmes appartenant à l'administration des P. T. T. et qui se plaignaient de l'obligation dans laquelle elles se trouvaient de demander à être placées en position de disponibilité.

Cela dit, il s'applique aussi à l'éducation nationale et je suis persuadé que, dans la perspective que vous esquissiez, il donnera à cette administration une certaine souplesse.

M. Marcel Prélôt, vice-président de la commission. Il y a un coefficient considérable de « viscosité » à l'éducation nationale !

M. Philippe Malaud, secrétaire d'Etat. Absolument. De nombreuses femmes se trouvaient dans l'obligation de demander leur mise en disponibilité ; elles n'auront plus à le faire et pourront réintégrer leur service grâce au travail à mi-temps.

Comme l'éducation nationale est de beaucoup la première administration par son importance numérique, c'est celle qui bénéficiera le plus de ce texte grâce au volant de fonctionnaires supplémentaires qui seront ainsi mis à sa disposition à partir du moment où le texte sera appliqué.

D'autre part, je suis persuadé, après les contacts que j'ai eus avec cette administration, que celle-ci a l'intention d'appliquer ce nouveau régime de façon libérale et que c'est probablement une de celles où il est le plus facilement applicable.

M. Marcel Gargar. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Gargar.

M. Marcel Gargar. Monsieur le secrétaire d'Etat, je prends la parole pour exprimer un regret : celui de ne pas voir l'expérience s'étendre aux départements d'outre-mer. Par l'article 6 nouveau, vous avez reporté cette éventualité à une date ultérieure. L'expérience aurait pu s'y faire en même temps qu'en France métropolitaine, puisque ce sont des fonctionnaires d'origine métropolitaine et autochtone qui assurent la fonction publique. Je vous demanderai donc de bien vouloir étendre l'expérience aux territoires et départements d'outre-mer en même temps qu'en France métropolitaine.

M. Philippe Malaud, secrétaire d'Etat. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat.

M. Philippe Malaud, secrétaire d'Etat. Naturellement, il n'a jamais été question d'exclure les départements et les territoires d'outre-mer du champ d'application de ce texte. Dans un premier stade et compte tenu de la nécessité où nous nous trouvons d'être relativement stricts sur son application, dans le dessein même d'en obtenir des résultats maxima et de fournir la preuve que cette expérience peut réussir dans la fonction publique en France comme elle a réussi dans d'autres pays, ce dont un certain nombre de bons esprits doutent, nous en avons restreint le champ d'application, ce qui nous permettra ultérieurement et dans toute la mesure du possible une application plus libérale de ce texte.

Evidemment, comme je l'ai dit tout à l'heure à la tribune, répondant notamment à M. le rapporteur, nous pourrions procéder, à partir du moment où nous aurons réussi, à des extensions successives, aussi bien géographiques que fonctionnelles.

M. le président. Personne ne demande plus la parole dans la discussion générale ?...

La discussion générale est close.

Nous passons à la discussion des articles.

Article 1^{er}

M. le président. Je donne lecture de l'article 1^{er}.

« Art. 1^{er}. — L'article 34 de l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires est complété comme suit :

« Les fonctionnaires titulaires, en activité ou en service détaché, qui occupent un emploi conduisant à pension du régime général des retraites peuvent, sur leur demande et dans les cas et conditions déterminés par règlement d'administration publique, être autorisés, compte tenu des nécessités de fonctionnement du service, à accomplir un service à mi-temps. »

Par amendement n° 1, M. Gaudon, Mme Lagatu, M. Namy et les membres du groupe communiste et apparenté proposent de rédiger comme suit la fin du texte présenté pour compléter l'article 34 de l'ordonnance du 4 février 1959 :

« ... du régime général des retraites sont, sur leur demande et dans les cas et conditions déterminés par règlement d'administration publique, autorisés à accomplir un service à mi-temps. »

La parole est à M. Gaudon.

M. Roger Gaudon. Monsieur le président, monsieur le secrétaire d'Etat, mes chers collègues, l'article premier du présent projet de loi, s'il était adopté dans sa formulation actuelle, serait restrictif dans son interprétation comme dans son application et ne répondrait pas au but recherché.

En effet, ainsi qu'il a été dit ici dans ce débat, il s'agit de faire bénéficier des dispositions envisagées des fonctionnaires, en majorité des femmes qui, tout en poursuivant une activité professionnelle, pourront élever leurs enfants de moins de douze ans dans les meilleures conditions, aider leurs malades, etc. Or la notion contenue dans l'article premier, relative aux « nécessités de fonctionnement du service » placerait inévitablement certains fonctionnaires dans l'impossibilité d'accomplir un service à mi-temps, si entre temps l'administration intéressée, en vue de la mise en application de la présente loi, ne prenait pas les dispositions pour assurer dans cette optique le fonctionnement normal du service. Nous pouvons craindre de plus que certaines mesures arbitraires ne soient prises, comme l'a montré avec raison notre collègue M. Bergeal, alors que le présent projet de loi devrait s'appliquer à tous les fonctionnaires qui en feront la demande. Tel est le sens de notre amendement. (Applaudissements sur les travées communistes.)

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Pierre Schiélé, rapporteur. La commission est opposée à cet amendement, car la possibilité du travail à mi-temps ne

saurait constituer pour les fonctionnaires un droit strict ; c'est une simple faculté pour l'administration. Il semble que, pour une première expérience, nous n'ayons pas intérêt à prévoir des dispositions trop strictes dès le départ.

Par ailleurs — et je suis étonné que l'auteur de l'amendement ne l'ait pas compris ou ne l'ait pas subodoré — l'adoption de son amendement conduirait le Gouvernement à prévoir un règlement d'administration publique moins libéral dans ses termes et plus restrictif dans son application, ce qui amoindrirait encore la portée et l'intérêt de ce texte. Ainsi, en voulant faire de cette possibilité un droit pour les fonctionnaires, vous risquez d'amenuiser le champ d'application d'une loi que nous voulons rendre la plus libérale possible.

Comme il semble que l'intention du Gouvernement soit de procéder en cette matière à la plus large expérience possible, nous préférons maintenir la notion des « nécessité de fonctionnement du service ». C'est la raison pour laquelle la commission ne donne pas un avis favorable à l'amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Philippe Malaud, secrétaire d'Etat. En m'excusant de me répéter, je répondrai qu'il s'agit d'une expérience et que, de ce fait, nous devons par prudence limiter le champ d'application de cette loi.

J'ajoute que la notion de service public doit prévaloir dans un certain nombre de cas. Il est évident que certains fonctionnaires ne bénéficieront pas de ce texte. A l'Assemblée nationale, j'ai cité l'exemple d'un préfet qui demanderait à bénéficier du travail à mi-temps. (*M. Gaudon fait un geste dubitatif.*) Vous doutez, monsieur Gaudon, qu'une telle situation puisse se présenter ? Mais en matière juridique, nous devons bien raisonner en quelque sorte dans l'absolu : certes, je vous cite un cas extrême. Mais on pourrait citer d'autres catégories de fonctionnaires remplissant certaines missions, auxquels il paraît difficile d'accorder le régime du travail à mi-temps.

Par conséquent, je crois qu'il nous faut, sur ce plan, nous référer au statut général de la fonction publique. C'est ainsi que le régime de la disponibilité est, lui aussi, soumis à appréciation de l'administration intéressée ; cependant, il a toujours été appliqué libéralement. Le régime du travail à mi-temps est destiné à se substituer avec un certain nombre d'avantages supplémentaires en faveur des intéressés au régime de la disponibilité. Il serait anormal qu'il ne soit pas soumis aux mêmes sujétions de service.

M. Marcel Prélôt, vice-président de la commission. Bien sûr !

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 1, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(*L'amendement n'est pas adopté.*)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 1^{er}.

(*L'article 1^{er} est adopté.*)

Articles 2 et 3.

M. le président. « Art. 2. — Les articles L. 5 et L. 11 du code des pensions civiles et militaires de retraite sont modifiés comme suit :

« Art. L. 5. — Les services pris en compte dans la constitution du droit à pension sont :

« Les services accomplis à partir de l'âge de dix-huit ans en qualité de fonctionnaire titulaire, la période pendant laquelle les intéressés ont été autorisés à accomplir un service à mi-temps dans les conditions prévues au dernier alinéa de l'article 34 du statut général des fonctionnaires étant comptée pour la totalité de sa durée (le reste sans changement). »

« Art. L. 11. — Les services pris en compte dans la liquidation de la pension sont :

« 1° Pour les fonctionnaires civils, les services énumérés à l'article L. 5, exception faite des services militaires visés au 2° s'ils ont été rémunérés soit par une pension, soit par une solde de réforme, sous réserve de la renonciation prévue à l'article L. 77. La période pendant laquelle les intéressés ont été autorisés à accomplir un service à mi-temps dans les conditions prévues au dernier alinéa de l'article 34 du statut général des fonctionnaires est comptée pour la moitié de sa durée (le reste sans changement). » — (*Adopté.*)

« Art. 3. — Il est inséré entre le deuxième et le troisième alinéa de l'article L. 15 du code des pensions civiles et militaires de retraite la disposition suivante :

« Les émoluments de base des personnels qui accomplissent des services à mi-temps prévus à l'article L. 5, 1°, ci-dessus sont ceux auxquels les intéressés pourraient prétendre s'ils accomplissaient des services à plein temps. » — (*Adopté.*)

Article 4.

M. le président. « Art. 4. — L'article L. 24, I, 1°, du code des pensions civiles et militaires est complété comme suit :

« Les services à mi-temps prévus à l'article L. 5, 1°, ci-dessus ne sont en aucun cas décomptés comme services actifs ou de la catégorie B. »

Par amendement n° 2, Mme Lagatu, MM. Gaudon, Namy et les membres du groupe communiste et apparenté proposent de supprimer cet article.

La parole est à Mme Lagatu.

Mme Catherine Lagatu. Nous considérons que le travail à mi-temps ne change rien à la nature du travail, ni à celle de la qualification. C'est pourquoi nous estimons que cette période provisoire ne doit en aucun cas avoir pour conséquence de faire reconsidérer la catégorie à laquelle appartient l'intéressé.

Le maintien de l'article 4 — je l'ai dit tout à l'heure à la tribune — contraindrait un certain nombre d'agents de la fonction publique à reculer l'âge de leur retraite si la pension de retraite à taux plein leur est nécessaire pour vivre dans des conditions décentes.

Je prends par exemple le cas d'une institutrice. Elle assure un travail à mi-temps durant trois années pour élever son enfant de moins de cinq ans. C'est un service social que lui rend le Gouvernement. Cependant, à l'âge de 55 ans, elle a bien droit à la retraite ; mais elle ne percevra pas une retraite à taux plein. Pour en bénéficier il lui faudra encore récupérer le travail non accompli pendant le temps durant lequel elle aura travaillé à mi-temps. Or, une retraite à taux plein est souvent nécessaire pour vivre, compte tenu du prix des loyers, du coût de la vie, etc. ; et cela d'autant plus que dans une famille sur trois, la femme est seule au foyer. Il faudra donc que cette institutrice récupère ce temps après 55 ans.

Or, je rappelle que le Gouvernement a supprimé le bénéfice d'un an par enfant à toutes les femmes fonctionnaires pour l'obtention de la retraite. Monsieur le secrétaire d'Etat, voulez-vous reconsidérer cette mesure que vous avez prise et qui, pour le moins, n'a pas un caractère social ? (*Applaudissements sur les travées communistes.*)

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Pierre Schiele, rapporteur. Pour les mêmes raisons que celles opposées au premier amendement, la commission n'est pas d'avis de l'adopter.

Mme Catherine Lagatu. Pour les mêmes raisons ?...

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Philippe Malaud, secrétaire d'Etat. La notion de cadres dits actifs ou de catégorie B fait référence à des fonctionnaires soumis à des sujétions et à des conditions de travail très particulières et qui ne peuvent bénéficier d'un service à temps partiel. C'est le cas par exemple des services de police.

La nature de certaines fonctions qui imposent au fonctionnaire des horaires qui n'ont rien de commun avec les horaires normaux de la fonction publique ou qui comportent une activité considérée comme pénible, justifie en conséquence le classement en catégorie B. Si un fonctionnaire dont l'emploi est classé en catégorie B bénéficie du temps partiel, il est évident que le service à mi-temps atténue sensiblement le caractère pénible de la fonction. Le rattachement de l'intéressé à la catégorie « services actifs » se justifierait moins. Je ne pense pas qu'il soit possible, dans ces conditions, de voter cet amendement.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 2, repoussé par la commission et le Gouvernement.

(*L'amendement n'est pas adopté.*)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 4.

(*L'article 4 est adopté.*)

Après l'article 4.

M. le président. Par amendement n° 3, Mme Lagatu, MM. Gaudon, Namy et les membres du groupe communiste et apparenté proposent, après l'article 4, d'insérer un article additionnel 4 bis ainsi rédigé :

« Au terme de la période durant laquelle ils ont accompli un service à mi-temps les fonctionnaires sont intégrés dans un emploi à plein temps sans changement de résidence ni de service. »

La parole est à Mme Lagatu.

Mme Catherine Lagatu. Monsieur le président, monsieur le secrétaire d'Etat, mesdames, messieurs, le projet de loi stipule que ne travailleront à mi-temps que les agents volontaires.

Comment une employée des P. T. T., par exemple, serait-elle volontaire si, au terme d'une, de deux ou de trois années de travail à mi-temps elle n'a pas l'assurance de reprendre un travail à temps plein ?

M. le secrétaire d'Etat nous a longuement parlé, au cours de son intervention, des employées des P. T. T. qui sont contraintes souvent de quitter le travail pour des raisons personnelles ; ces femmes très souvent n'arrivent pas à le reprendre.

Vous avez dit que 18.000 femmes avaient quitté le travail pour élever un enfant de moins de cinq ans ; or l'administration des P. T. T. est justement l'administration qui utilise le plus de personnel à mi-temps, et beaucoup de femmes qui ont cessé le travail pour des raisons familiales ne peuvent pas réintégrer leur emploi parce qu'il n'y a pas de postes vacants là où elles résident.

Les mesures qui ont été prises jusqu'à présent ne l'ont donc pas été dans un souci de justice sociale. Elles ont été simplement inspirées pour des raisons d'ordre économique et plus particulièrement pour des raisons d'économie. Il risque d'en être de même avec le projet actuel si l'assurance de réintégration n'est pas donnée aux agents qui demanderont à bénéficier du travail à mi-temps pendant une, deux ou trois années.

C'est pour que la notion de volontariat qui existe dans le projet ne soit pas un leurre que nous avons proposé cet article additionnel. (*Applaudissements sur les travées communistes.*)

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Pierre Schiele, rapporteur. S'agissant, comme nous l'avons exprimé à maintes reprises dans ce débat, de l'aménagement de la disponibilité, la commission ne voit pas la possibilité d'insérer cet article nouveau, attendu qu'il modifie les règles de la disponibilité. C'est pourquoi la commission propose de repousser cet amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Philippe Malaud, secrétaire d'Etat. Mesdames, messieurs, j'ai déjà précisé que ce texte avait pour but d'améliorer la situation des fonctionnaires, dans le cadre du statut général de la fonction publique.

La notion de volontariat existe effectivement dans ce statut. Elle s'exprime dans la possibilité pour un fonctionnaire de bénéficier de la position de la disponibilité : c'est ainsi qu'un fonctionnaire qui, pour une raison ou pour une autre, ne peut remplir la totalité de son service peut demander à être placé en disponibilité, avec naturellement tous les inconvénients qui résultent d'une telle situation et que j'ai rappelés tout à l'heure. En effet, à la fin de sa période de disponibilité, il peut éprouver des difficultés à retrouver son emploi, car celui-ci peut être occupé par un autre fonctionnaire par suite notamment de mutation ou de recrutement. Comme il n'est pas possible de multiplier les emplois dans les mêmes lieux et que l'on n'a pas de raison d'évincer le fonctionnaire qui occupe le poste et remplit cette fonction dans de très bonnes conditions, on se trouve dans l'obligation de placer le fonctionnaire qui demande sa réintégration dans l'attente d'une nouvelle vacance.

Le nouveau système fonctionnera également sur la base du volontariat. Il est bien évident que la réintégration du fonctionnaire qui, au terme de sa période de mi-temps, la demandera, pourra être effectuée plus aisément et avec plus de souplesse que dans le système actuel, car l'administration disposera de plus de facilités puisque un certain nombre d'emplois à plein temps auront été transformés en deux emplois à mi-temps. Il existera un certain volant de manœuvre ; certains fonctionnaires profiteront du mi-temps tandis que d'autres réintégreront le plein temps.

Par ailleurs, le mi-temps introduit de la souplesse dans la fonction publique. En effet, il ne sera pas obligatoirement nécessaire de remplacer un fonctionnaire à plein temps demandant le mi-temps par deux fonctionnaires à mi-temps. Le travail pourra éventuellement être effectué en ayant recours à un surnuméraire ou à un vacataire. C'est le cas, puisque nous parlions, madame, des P. et T., pour tous les petits bureaux de poste ou les petites recettes qui n'emploient qu'un, deux ou trois fonctionnaires. Il sera possible de faire fonctionner ces bureaux ou recettes dans des conditions de plus grande souplesse sans avoir à inscrire les postes à des tableaux de mutation générale, ce qui présente l'inconvénient d'occuper le poste, de le bloquer, de le fixer ensuite définitivement et de s'opposer à la réintégration du fonctionnaire au terme d'un certain nombre d'années.

La souplesse qu'introduit ce système est un avantage supplémentaire par rapport au régime antérieur. Je ne dis pas que seront résolus de façon totale et définitive l'ensemble des problèmes des fonctionnaires. Il y aura probablement des cas marginaux pour le règlement desquels il nous faudra trouver des approches successives. Peut-être serons-nous obligés d'intro-

duire progressivement dans les textes réglementaires que nous élaborerons en application de ce projet de loi des mesures différentes pour tenter de résoudre les cas dont je viens de parler. Mais l'économie du projet est bien celle que je viens d'indiquer. Il s'agit de faciliter les conditions dans lesquelles le fonctionnaire peut, au terme de sa période de mi-temps, se réinsérer dans la fonction publique et non pas de le soumettre à des sujétions supplémentaires.

La plupart des grandes administrations intéressées, en particulier l'éducation nationale et les P. et T., qui ont d'ailleurs accueilli ce texte de façon très favorable, l'appliqueront dans l'esprit le plus libéral.

Mme Catherine Lagatu. Souhaitons-le !

M. le président. Personne ne demande plus la parole ? ...

Je mets aux voix l'amendement n° 3, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(*L'amendement n'est pas adopté.*)

Article 5.

M. le président. « Art. 5. — Les fonctionnaires autorisés à accomplir un service à mi-temps sont exclus du bénéfice des alinéas 2 et 3 de l'article 3 ainsi que des alinéas 4, 5 et 6 de l'article 7 du décret du 29 octobre 1936 relatif aux cumuls de retraites de rémunération et de fonctions, les services à mi-temps étant considérés comme emploi pour l'application des règles posées au titre II dudit décret. » — (*Adopté.*)

Article 6.

M. le président. « Art. 6. — Un décret fixera la date et les modalités d'application de la présente loi aux fonctionnaires en service hors du territoire métropolitain. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Pierre Schiele, rapporteur. La commission, rejoignant le souci exprimé tout à l'heure par M. Gargar, souhaiterait une déclaration du Gouvernement au sujet de l'application des dispositions du projet aux fonctionnaires en service hors du territoire métropolitain.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat.

M. Philippe Malaud, secrétaire d'Etat. Je crois, monsieur le président, avoir dit tout à l'heure de façon très claire que nous n'entendions pas exclure les territoires et départements d'outre-mer de l'application de ce texte. Nous souhaitons procéder par paliers successifs. Dans un premier stade, pour des raisons de facilité et dans le désir d'obtenir une bonne application de ce texte, nous en limiterons l'application à la métropole. Mais tel qu'il est conçu le texte permet son extension, aussitôt que la réussite en métropole aura été évidente, aux départements et territoires d'outre-mer. Telle est bien l'intention du Gouvernement.

M. Pierre Schiele, rapporteur. Je vous remercie, monsieur le secrétaire d'Etat.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ? ...

Je mets aux voix l'article 6.

(*L'article 6 est adopté.*)

M. le président. Personne ne demande la parole ? ...

Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

(*Le projet de loi est adopté.*)

— 4 —

CONFERENCE DES PRESIDENTS

M. le président. I. — La conférence des présidents a établi comme suit l'ordre du jour des prochaines séances du Sénat :

A. — Vendredi 12 juin 1970, à quinze heures :

En application de la priorité établie par l'article 48 de la Constitution :

1° Discussion du projet de loi tendant à modifier l'article 79 de l'ordonnance n° 58-1374 du 30 décembre 1958, modifié par l'article 74 de l'ordonnance n° 59-246 du 4 février 1959 (n° 254, 1969-1970) ;

2° Discussion du projet de loi tendant à modifier la loi n° 51-1372 du 1^{er} décembre 1951 et à proroger diverses dispositions transitoires prises en raison de la crise du logement (n° 253, 1969-1970) ;

3° Discussion du projet de loi tendant à modifier et à compléter la loi n° 48-1360 du 1^{er} septembre 1948, portant modification et codification de la législation relative aux rapports des

bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel (n° 252, 1969-1970) ;

4° Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, instituant un taux légal d'alcoolémie et généralisant le dépistage par l'air expiré (n° 194, 1969-1970) ;

5° Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, concernant la centralisation de la documentation relative à la circulation routière (n° 195, 1969-1970).

B. — Mardi 16 juin 1970 :

A onze heures :

1° Nomination des membres de la commission spéciale éventuellement chargée par le Sénat d'examiner le projet de loi relatif à l'indemnisation des Français dépossédés de biens situés dans un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France ;

2° Réponses des ministres aux questions orales sans débat suivantes :

N° 1028 de M. Jean Aubin à M. le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles (célébration du centenaire de la République) ;

N° 1030 de M. Etienne Dailly à M. le ministre de l'éducation nationale (permutations d'instituteurs) ;

N° 1032 de M. Hector Viron à M. le ministre du travail, de l'emploi et de la population (licenciement de travailleurs dans des entreprises textiles du Nord) ;

N° 1034 de M. Guy Schmaus à M. le ministre de l'économie et des finances (accroissement de la participation d'une société italienne dans une société française de construction d'automobiles).

A quinze heures trente et le soir :

1° Discussion de la question orale avec débat de M. Gaston Monnerville à M. le Premier ministre, transmise à M. le ministre des affaires étrangères (n° 57), sur la non-ratification par la France de la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme ;

2° Discussion de la question orale avec débat de M. Jean Colin à M. le ministre de l'éducation nationale (n° 56), sur les mécanismes administratifs des constructions scolaires ;

3° Discussion de la question orale avec débat de M. Louis Gros à M. le ministre de l'éducation nationale (n° 61), sur la politique de l'enseignement ;

4° En application de la priorité établie par l'article 48 de la Constitution, discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à la mise à parité des pensions des déportés politiques et des déportés résistants (n° 260, 1969-1970).

C. — Jeudi 18 juin 1970, à quinze heures et le soir, étant entendu que la séance de l'après-midi sera suspendue avant dix-huit heures :

En application de la priorité établie par l'article 48 de la Constitution :

Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à renforcer la garantie des droits individuels des citoyens (n° 251, 1969-1970).

D. — Vendredi 19 juin 1970, à quinze heures et éventuellement le soir :

En application de la priorité établie par l'article 48 de la Constitution et sous réserve de son adoption par l'Assemblée nationale :

Discussion du projet de loi relatif à l'indemnisation des Français dépossédés de biens situés dans un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France (n° 1188, A. N.).

II. — Le Gouvernement a fait connaître qu'il envisage de demander, en application de la priorité établie par l'article 48 de la Constitution, l'inscription des textes suivants à l'ordre du jour du lundi 22 juin 1970 :

1° Discussion du projet de loi, relatif à la délivrance obligatoire de certificats de santé à l'occasion de certains examens médicaux préventifs (n° 225, 1969-1970) ;

2° Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à l'agrément des entreprises de transports sanitaires (n° 231, 1969-1970).

III. — D'autre part, la date du mardi 23 juin 1970, à dix heures, a été d'ores et déjà retenue pour la discussion :

1° De la question orale avec débat de M. Fernand Chatelain à M. le ministre de l'équipement et du logement (n° 54) sur la politique du logement social ;

2° Des questions orales avec débat jointes de M. Léon Motais de Narbonne (n° 63) et de M. Jacques Duclos (n° 64) à M. le ministre des affaires étrangères, concernant la position de la France face aux événements du Cambodge.

— 5 —

MISE EN FOURRIERE, ALIENATION ET DESTRUCTION DES VEHICULES AUTOMOBILES

Adoption d'un projet de loi.

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à la mise en fourrière, à l'aliénation et à la destruction des véhicules terrestres. [N° 232 et 265 (1969-1970).]

Dans la discussion générale, la parole est à M. le rapporteur.

M. Robert Bruyneel, rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. Monsieur le président, monsieur le secrétaire d'Etat, mes chers collègues, l'augmentation continue du parc automobile en France, si elle constitue un signe de prospérité et un élément de l'amélioration du confort de ses habitants, pose depuis plusieurs années déjà de graves problèmes qui empirent sans cesse, particulièrement dans les centres urbains.

On estime, en effet, qu'il existe actuellement environ 11.860.000 voitures particulières et commerciales, 1.766.000 véhicules utilitaires, 35.000 autocars et autobus et 49.000 tracteurs routiers, soit, au total, 13.710.000 véhicules automobiles contre 2.270.000 seulement en 1938. Comme le nombre des véhicules mis en service chaque année dépasse très largement celui des automobiles qui cessent de rouler, on réalise que cette situation est devenue extrêmement préoccupante.

En effet, notre réseau routier n'est plus adapté à l'importance de ce parc automobile. Les déplorables insuffisances des autoroutes de liaison et de dégagement, le mauvais état des chaussées sur lesquelles circulent les véhicules en trop grande densité et à une vitesse qui s'accroît chaque année sont une des principales causes de l'augmentation inquiétante des accidents d'automobiles qui ont provoqué, en 1969, 227.788 collisions et causé 14.905 tués et 318.532 blessés.

Il est évident qu'on n'aurait pas à déplorer de pareilles hécatombes si l'on avait consacré à la construction, à l'amélioration et à l'entretien de notre réseau routier une part nettement plus importante des sommes considérables que les usagers versent au Trésor et qui sont évaluées, pour 1970, à 15.000 millions de francs pour la seule taxe sur les carburants et lubrifiants, auxquels il convient d'ajouter le produit de toutes les autres taxes qui pèsent sur les véhicules automobiles.

A cet aspect du problème, particulièrement douloureux, s'ajoute celui, extrêmement inquiétant, de la paralysie qui menace nos villes dont les rues n'ont pas été conçues pour absorber une si grande quantité de véhicules en constante augmentation.

Paris, Lyon, Marseille, Bordeaux, et bien d'autres cités connaissent quotidiennement des embouteillages plus ou moins inextricables, qui occasionnent des pertes de temps, une consommation anormale de carburant et une usure prématurée des moteurs et des organes de transmission des véhicules, représentant un immense gaspillage d'argent. Il en résulte de graves perturbations dans la vie économique et sociale de la nation.

Mais les difficultés sans cesse croissantes de la circulation en ville ne sont pas dues uniquement à un afflux excessif de véhicules. Elles proviennent également de l'indiscipline et du sang-froid de nombreux conducteurs qui stationnent irrégulièrement ou abusivement sur la voie publique. Certains automobilistes s'arrêtent devant les panneaux d'interdiction et parfois en pleine chaussée, sur les trottoirs, aux emplacements réservés aux taxis, ils ne respectent plus le stationnement unilatéral ni les passages pour piétons, obstruent les portes cochères, s'installent dans les cours et parkings privés et sont de plus en plus nombreux à laisser leur voiture en double file, quelle que soit l'intensité de la circulation. Une telle anarchie engendre des embouteillages qui déchainent des concerts d'avertisseurs, malgré les consignes de silence qui restent lettre morte.

De plus, le nombre des voitures devenues inutilisables et invendables qui sont abandonnées dans les rues, sur les routes et même dans les propriétés privées, croît sans cesse. De pareils excès entravent la régularité des liaisons, interdisent un correct nettoyage des rues, sont générateurs d'accidents et causent un grave préjudice à l'intérêt général. Ils doivent être plus sévèrement réprimés.

C'est pour essayer de remédier, au moins en partie, à cette regrettable situation que l'Assemblée nationale a voté un projet de loi relatif à la mise en fourrière, à l'aliénation et à la destruction des véhicules terrestres, projet de loi que la commission de législation m'a chargé de rapporter.

Ce projet a pour principal objet de faciliter la circulation des véhicules en luttant contre le stationnement irrégulier ou l'abandon des voitures, tant sur la voie publique que dans les lieux non ouverts à la circulation.

Les dispositions réglementaires actuellement en vigueur découlent d'un seul texte législatif, l'article L. 25 du code de la route, qui précise :

« Un règlement d'administration publique, pris sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre de l'intérieur, du ministre des armées, du ministre des travaux publics, des transports et du tourisme, et du ministre chargé de l'Algérie, prévoit les cas et les conditions dans lesquelles pourront être saisis, immobilisés, mis à la fourrière ou retirés de la circulation, les véhicules dont la circulation, le stationnement ou l'abandon compromettrait la sécurité des autres usagers, la conservation des voies et de leurs dépendances ou leur utilisation normale.

« Un décret pris sur le rapport du ministre de l'intérieur, du garde des sceaux, ministre de la justice, et du ministre des finances et des affaires économiques fixe les délais et les conditions dans lesquelles il est procédé, par le service des domaines, à l'aliénation des véhicules mis en fourrière et qui, après mainlevée de celle-ci, n'auront pas été retirés par leurs propriétaires ».

Ce texte, qui n'est en fait qu'un article-cadre, se borne à l'énumération des mesures applicables à l'égard des véhicules en infraction. Ce sont : la saisie, l'immobilisation, la mise en fourrière et le retrait de la circulation. Il laisse au pouvoir réglementaire le soin d'en assurer l'exécution et de procéder à l'aliénation des véhicules que leurs propriétaires n'auraient pas retirés de la fourrière.

Mais le Gouvernement a souligné dans l'exposé des motifs de son projet de loi qu'il convenait « de renforcer les moyens prévus par le code de la route de contraindre les usagers à mieux respecter les réglementations nationales et locales édictées en vue d'assurer la sécurité et la commodité de la circulation sur les voies publiques ».

Les objectifs du projet de loi sont donc parfaitement clairs. Nous examinerons par la suite s'il contient tous les moyens d'y parvenir.

Il a, tout d'abord, l'avantage de faire fixer par la législation, dont c'est incontestablement le rôle, un champ d'application plus étendu et plus précis à l'article L. 25 du code de la route.

Le texte, qui n'a pas été profondément modifié par l'Assemblée nationale, comporte un certain nombre d'innovations qu'il convient d'énumérer avant de les examiner plus en détail au cours de la discussion des articles.

Premièrement, il fixe la limite dans le temps du stationnement régulier d'un véhicule sur la voie publique au-delà de laquelle il pourra être mis en fourrière.

Deuxièmement, il autorise les officiers de police en tenue et les militaires de la gendarmerie à ouvrir les portes des véhicules en infraction et à les conduire ou les faire conduire à la fourrière.

Troisièmement, il prévoit que les véhicules hors d'état de circuler normalement ne pourront être retirés de la fourrière qu'après exécution des réparations indispensables.

Quatrièmement, il réduit à quarante-cinq jours le délai prescrit pour la mise en vente des véhicules non réclamés à la fourrière par leur propriétaire et à dix jours s'il s'agit d'épaves.

Cinquièmement, il permet la mise à la fourrière des véhicules stationnant sans droit dans des lieux publics ou privés où ne s'applique pas le code de la route.

Sixièmement, enfin, il envisage l'organisation de la profession de démolisseur de véhicules hors d'usage.

Les mesures que je viens d'énumérer peuvent paraître sévères. Elles portent incontestablement de nouvelles atteintes au droit de propriété et à la liberté traditionnelle de l'individu d'aller et de venir. Mais ainsi que l'a fort justement précisé M. Claude Gerbet dans son rapport à l'Assemblée nationale, « cette réglementation constitue un compromis entre les exigences de la liberté individuelle et les nécessités de l'ordre public ».

Les délicats problèmes de circulation et de stationnement que pose aux autorités administratives et policières l'indiscipline chronique de trop de conducteurs ne seront pas résolus par l'emploi de demi-mesures. Si les dispositions qu'il importe de prendre à leur égard ne constituaient pas une force de dissuasion suffisante, on serait, pour éviter l'asphyxie, amené obligatoirement à adopter des mesures bien plus impopulaires telles que l'interdiction du stationnement dans les quartiers les plus encombrés des centres urbains.

On critiquera sans doute, comme on l'a fait à l'Assemblée nationale, en la qualifiant de « violation du droit de propriété », la mesure qui prévoit l'ouverture des portes des véhicules en infraction afin de les conduire à la fourrière. Mais cette opération, qui serait réalisée avec le maximum de précautions et de garanties, a donné d'excellents résultats à Londres.

Malheureusement, comme l'a remarqué M. Gerbet à l'Assemblée nationale, elle sera inapplicable aux véhicules munis d'un dispositif antivol, qui est devenu obligatoire pour les voitures mises en service depuis le 1^{er} septembre 1969. Même si le champ d'application de cette disposition va en se rétrécissant d'année

en année, elle constituera pendant un certain temps un excellent moyen de dissuasion qu'on ne peut négliger.

Ce qu'on peut surtout reprocher au projet de loi, ce sont ses insuffisances. Il ne s'agit pas encore d'une politique d'ensemble, d'une action globale qui traiterait de tous les éléments du problème. Les mesures proposées ne sont pas vraiment nouvelles, sauf en ce qui concerne certains détails. Il n'est pas sûr que les réaffirmer leur donne plus d'efficacité. De plus, s'il importe de réprimer les abus, il faut également prévoir les moyens de ne pas être hors la loi. Rien ne sert de punir si l'on ne prévoit pas des modalités de stationnement licite et pratique.

Enfin, si le projet de loi prévoit, à juste titre, que les véhicules en mauvais état mis en fourrière ne pourront en sortir qu'après exécution des réparations indispensables, il n'est pas encore question d'imposer un examen fréquent et obligatoire de l'état des automobiles.

Trop de voitures hors d'âge ou fatiguées circulent jusqu'à usure complète sans subir ni révision ni entretien sérieux parce que leurs propriétaires, qui, en grande majorité, les garent sur la voie publique, n'ont pas les moyens de les faire réparer ou d'en acquérir une autre en meilleur état. Elles constituent de très grands dangers pour ceux qui les emploient et pour les autres usagers de la route.

Un contrôle périodique permettrait d'éliminer un grand nombre de véhicules tout juste bons pour la casse, constamment en stationnement irrégulier et abusif, et permettrait d'obtenir une grande amélioration de la circulation et de la sécurité routières.

En souhaitant que ces suggestions retiennent l'attention des pouvoirs publics, il faut convenir que, malgré ses lacunes, le texte qui nous est soumis devrait apporter des améliorations, insuffisantes, certes, mais non négligeables à la difficile situation actuelle.

Aussi je vous propose, mes chers collègues, de passer tout à l'heure à la discussion des articles et, si vous y consentez, je vous soumettrai quelques amendements susceptibles de les perfectionner. (*Applaudissements.*)

M. le président. La parole est à M. Pierre Brun.

M. Pierre Brun. Monsieur le président, monsieur le secrétaire d'Etat, mes chers collègues, je ne peux qu'approuver les termes de l'excellent rapport de M. Bruyneel. En effet, dans son exposé, il a souligné l'importance du parc automobile français, les difficultés de circulation, les encombrements dans les lieux de stationnement et enfin l'indiscipline et le sans-gêne d'un certain nombre d'automobilistes.

Il faut évidemment que les textes soient remis à jour, élagués, actualisés pour améliorer la sécurité routière et la protection des automobilistes normaux.

Dans sa conclusion, M. Bruyneel a envisagé l'intérêt d'un contrôle périodique des organes de sécurité des voitures, notamment des voitures anciennes, par des centres fixes ou mobiles de sécurité. C'est évidemment la solution de l'avenir.

Aussi bien n'ai-je pas l'intention de me livrer à une critique systématique du projet de loi, mais je me dois quand même de faire quelques suggestions basées sur le bon sens et peut-être aussi l'examen des faits.

Ainsi, je pense que prescrire l'intervention de l'officier de police judiciaire territorialement compétent est une fausse sécurité. Evidemment, il faut toujours donner des garanties aux propriétaires, notamment aux propriétaires de voitures automobiles. Mais est-ce vraiment là une véritable sécurité ? Ne s'agit-il pas simplement d'une formalité ?

Sur les 38.000 communes de France, il en est peut-être plus de 30.000 dans lesquelles le maire est l'officier de police judiciaire. Celui-ci n'aura pas le temps ni peut-être même la possibilité matérielle de se rendre sur place ; finalement, ce sont des fonctionnaires de police en tenue ou des gendarmes qui sont habilités à constater par des procès-verbaux les contraventions de police et à faire tout ce qui est prévu à l'article 2, qui interviendront.

Dés lors, il serait souhaitable que cette fausse sécurité disparaisse et que l'on supprime la référence à l'officier de police judiciaire, qui me paraît complètement inutile. Ce point fait l'objet d'un des amendements que je défendrai tout à l'heure.

En ce qui concerne maintenant la durée du délai qui court entre la mise en fourrière et la mise en demeure adressée au propriétaire, il est indiqué à l'article L. 25-3 que « sont réputés abandonnés les véhicules laissés en fourrière à l'expiration d'un délai de quarante-cinq jours à compter de la mise en demeure faite au propriétaire d'avoir à retirer son véhicule ».

Quarante-cinq jours, cela ne signifie pas toujours en réalité un mois et demi ; il peut s'agir de deux mois, voire de deux mois et demi car, entre le constat et le moment où l'on a pu obtenir l'adresse du propriétaire, en se référant au répertoire des immatriculations, il s'écoule généralement plusieurs semaines. Il faut reconnaître que les renseignements viennent très lentement et, de ce fait, les fourrières se trouvent complètement encombrées.

Il faut songer aux problèmes matériels. Aussi, je propose, sans attenter du tout au droit de propriété des propriétaires négligents, que le délai soit ramené de quarante-cinq jours à trente jours, ce qui représenterait quand même encore au moins deux mois en réalité.

Il n'y a pas qu'à Paris que les fourrières sont encombrées ; on en trouve dans toutes les villes. Très souvent, la fourrière est en réalité un garage dans lequel on conduit les véhicules accidentés dans l'attente des expertises. C'est là également qu'on conduira les véhicules abandonnés. Il n'est pas exagéré, me semble-t-il, de demander une réduction de ce délai qui resterait très raisonnable, car il ne faut pas non plus que les automobilistes négligents aient la loi pour eux.

Enfin, en ce qui concerne les véhicules considérés comme des épaves, c'est-à-dire ceux dont la valeur marchande est telle qu'on ne peut envisager les frais d'une remise en état, je voulais suggérer que le délai de dix jours coure de la mise en fourrière et non plus de la mise en demeure. Mais je constate que M. Bruyneel a repris cette proposition dans un amendement, ce dont je le félicite.

Maintenant, je voudrais très rapidement parler des carcasses.

Qu'est-ce qu'une carcasse ? Ce n'est pas vraiment un véhicule automobile. Pour être appelé automobile, un véhicule doit pouvoir se mouvoir, avoir deux roues et, si possible, un moteur. (Sourires.) Je pense aux résidus de voitures que l'on voit partout, non seulement dans les villes, mais aussi et surtout dans les campagnes, le long des routes et qui encombrant indéfiniment les chaussées et les bordures.

Peut-être me dira-t-on que l'enlèvement de ces carcasses devrait être englobé dans une formule plus générale de protection de l'environnement. Car enfin, le projet de loi est relatif non seulement à la mise en fourrière, mais encore à l'aliénation et à la destruction des véhicules terrestres. Or, il s'agit bien là des fins dernières de l'automobile qui, de dégradation en dégradation, va tout simplement échouer dans un dépôt de ferraille. Dès lors, j'estime qu'il ne faut pas s'encombrer de ces carcasses et qu'il convient de les envoyer immédiatement à la casse sans autre forme de procès.

Telles sont, monsieur le président, mesdames, messieurs, les quelques observations que je voulais présenter et qui motivent les trois amendements que j'ai déposés. (Applaudissements.)

M. le président. La parole est à M. Eberhard.

M. Jacques Eberhard. Monsieur le président, monsieur le ministre, mes chers collègues, l'augmentation sans cesse croissante du nombre des véhicules mis en circulation, l'insuffisance notoire du réseau routier et des aires de stationnement, le détournement au profit du budget général et, par conséquent, au détriment de l'amélioration nécessaire des voies de circulation, de la majeure partie des 15 milliards de francs que produisent les taxes sur les essences, l'indiscipline et le sans-gêne — il faut le dire également — d'un certain nombre d'automobilistes sont autant de causes des difficultés croissantes de la circulation, en particulier dans les agglomérations importantes.

Il est donc normal de prévoir une série de mesures susceptibles de pallier les difficultés. Mais, en ce domaine comme en bien d'autres, les mesures prévues sont à la fois insuffisantes, parce qu'elles ne s'attaquent pas aux véritables causes, et en certains cas excessives en ce qui concerne la répression.

Ainsi, même lorsqu'un véhicule stationné depuis un certain temps ne cause aucune gêne à la circulation et à l'environnement, sa mise en fourrière est cependant prévue ; cela nous semble inacceptable. Des dispositions concernant le stationnement abusif sont certes nécessaires ; mais, si aucune mesure de sauvegarde, si aucune circonstance atténuante ne sont prévues, nous pouvons craindre l'arbitraire. Ne va-t-on pas surtout porter préjudice aux propriétaires de véhicules de condition modeste n'ayant pas les moyens ou la possibilité de louer ou de posséder un garage ?

Par ailleurs, le texte qui nous est soumis limite à sept jours le délai maximum de stationnement sur la voie publique. Il y a d'abord, remarquons-le, une contradiction avec la réglementation habituelle du stationnement en agglomération, qui fixe le stationnement alterné selon un rythme semi-mensuel. Il faudrait au moins uniformiser ces deux législations. Mais une question se pose à laquelle le texte ne répond pas : qui décidera du point de départ de ce délai de sept jours ? Un agent de police assermenté, un grincheux, un voisin jaloux ? Il y a là, reconnaissez-le, un danger.

De plus, votre texte pénalise le stationnement illicite non seulement sur la voie publique, mais aussi sur les dépendances de cette voie publique. Qu'entend-on par « dépendances de la voie publique » ? S'agit-il des aires de stationnement, des parkings ? En cas de réponse affirmative, ce texte ouvre la voie à des possibilités d'arbitraire évidentes. En quel lieu un propriétaire pourra-t-il garer sa voiture ailleurs que sur un

parking dans les cités-dortoirs qui sont, la plupart du temps, démunies de garages ?

Est-il inconcevable qu'un travailleur utilisant les transports publics, comme le recommande d'ailleurs le Gouvernement, pour se rendre à son usine ou à son bureau, laisse son véhicule en stationnement plus de sept jours sans le déplacer, notamment en période hivernale ? S'il le fait, il tombera sous le coup de la loi et sa voiture pourra aller en fourrière. A supposer que ce travailleur soit en déplacement dans une autre ville pendant plus de six semaines et à supposer que l'amendement dont on a parlé soit retenu, c'est dans un délai de quarante-cinq jours que son véhicule sera mis en vente par le service des domaines. Si l'on suppose que son engin ne trouve pas preneur, à l'expiration d'un certain délai, il sera détruit et, lorsque ce travailleur rentrera à son domicile, non seulement il n'aura plus de véhicule, mais encore on lui réclamera de l'argent.

Tout cela est dangereusement abusif à notre sens. On doit effectivement — et nous en sommes tout à fait d'accord — enlever et détruire les épaves qui sont abandonnées par leur dernier propriétaire. On doit effectivement prendre des mesures contre les véhicules stationnant abusivement sur la voie publique et qui gênent manifestement la circulation. Mais votre texte va bien au-delà. Il permet de pourchasser l'automobiliste de bonne foi, même si son véhicule ne cause aucune gêne à la circulation. Cela n'est pas admissible.

Voici une autre disposition contestable : le projet adopté par l'Assemblée nationale autorisait les seuls agents de la force publique à pénétrer dans les voitures en stationnement et à les conduire en fourrière. Cette atteinte au droit de propriété était déjà inadmissible. Cependant, du fait de la fonction du conducteur occasionnel, une certaine garantie était donnée au propriétaire quant au respect du contenu de son véhicule. Or, notre rapporteur aggrave ces dispositions en permettant à des citoyens non assermentés d'ouvrir lesdits véhicules et de les mettre en circulation. Quelle garantie reste-t-il au propriétaire ? Vous ne prévoyez aucun établissement de l'état des lieux, aucun inventaire du contenu de l'automobile.

Afin de justifier cette intrusion dans un véhicule appartenant à autrui, vous refusez d'admettre que le véhicule est la continuation du domicile. Admettez cependant que pénétrer par effraction dans un véhicule ne vous appartenant pas constitue une atteinte au droit de propriété.

Mais examinons les arguments employés pour justifier les dispositions proposées.

A l'Assemblée nationale, le rapporteur a été très explicite à ce sujet. Voici en effet ce qu'il déclarait : « La conduite en fourrière d'un véhicule par ses propres moyens pouvant être substituée à l'utilisation plus onéreuse, plus lente et difficile d'un camion-grue ou de tout autre engin de levage, qui arrive parfois sur place au moment où survient le conducteur en infraction, lequel repart au volant de sa voiture, n'ira pas sans difficulté. »

Quel dommage, semble dire ce parlementaire ! « Il faut donc trouver un moyen de battre de vitesse ce chauffeur avant qu'il ne supprime la cause de l'infraction. »

Cet état d'esprit n'est pas admissible.

En conclusion nous estimons que ce projet, bien qu'il se justifie par certains points, comporte des aspects trop négatifs. Nous présenterons donc des amendements tendant à le corriger et du sort qui leur sera réservé dépendra notre attitude au moment du vote final. (Applaudissements sur les travées communistes.)

M. le président. La parole est à M. François Schleiter.

M. François Schleiter. Monsieur le secrétaire d'Etat, j'ai tout à l'heure écouté attentivement notre collègue et ami M. Bruyneel et je me suis rendu compte, après son remarquable exposé, des difficultés de la matière. Nous en étions informés d'ailleurs.

En effet, dans cette assemblée, les maires sont nombreux qui connaissent dans leurs villes le blocage de la circulation. Nos administrés nous demandent de faire quelque chose et nous nous retournons vers les services de police en les priant de porter remède à la situation.

Dans la semaine qui suit, les papillons tombent, nombreux, sévères, implacables. Nos administrés reviennent alors vers nous pour se plaindre de ces contraventions. Quant aux gens qui viennent de l'extérieur, ils affirment ne plus vouloir revenir dans nos cités, et c'est tant pis pour le commerce local. Il n'est donc pas commode de viser juste.

Voilà ce qui m'amène, monsieur le secrétaire d'Etat, à vous poser la question de savoir quelles sont exactement vos intentions.

Le rapporteur nous a dit : cela ne peut plus durer, il convient de prévoir des moyens nouveaux. Ces moyens, nous ne les aimons pas plus que vous, monsieur le secrétaire d'Etat. Dans les rangs où je siège, on n'apprécie pas davantage que le

représentant du parti communiste les atteintes à la propriété individuelle. Alors, c'est vraiment beaucoup nous demander que d'inscrire cela dans la loi.

J'ai pourtant entendu dire que, dans certains cas, les choses ne se passaient pas si mal. Lorsqu'une entreprise de travaux publics — je parle surtout du cas de Paris — bénéficie d'une autorisation d'emprise de voirie pour ouvrir un chantier et si ses véhicules se présentent dans une rue entièrement bloquée par des voitures y stationnant depuis longtemps ou appartenant à des automobilistes qui n'ont pas été avertis, j'ai ouï dire que les agents en tenue possédaient dès maintenant le matériel nécessaire pour ouvrir les portières et pour effectuer au volant de la voiture les cent ou deux cents mètres nécessaires au dégagement de l'emprise accordée. Si le propriétaire survient, il est trop heureux de se taire, car sa voiture n'est qu'à cent ou deux cents mètres de l'endroit où elle se trouvait. On a ouvert sa portière sans doute, mais ce n'est pas prévu dans une loi.

Ce qui me préoccupe, moi aussi, c'est cette atteinte à la propriété individuelle que l'on veut maintenant légaliser.

J'en arrive à ma question : quelles instructions, quelles prescriptions êtes-vous décidé à diffuser ?

Le centre de Paris est totalement bloqué à l'heure qu'il est. On parle sans cesse du départ des Halles pour La Villette — je vise le marché de la viande. Certains Français croient que les Halles ont disparu, que c'est maintenant un lieu de loisirs et de spectacles, que ce centre de Paris est libre. Ce n'est pas vrai. Bien sûr, les primeurs et les fruits sont partis à Rungis où ils ont la place qu'ils souhaitaient et bien au-delà ; mais le marché de La Villette est bloqué et on ne sait pas quand une solution interviendra. Et quant au centre de Paris, au quartier des Halles, son « asphyxie » est due non pas à des voitures particulières qui stationnent le long des trottoirs, mais à de lourds camions qui stationnent librement au centre de la chaussée. Si on ne fait pas circuler ceux-ci, à quoi servirait-il d'inquiéter ceux-là ?

Telle est la question que je vous pose. Vous nous demandez des moyens d'exception ; j'y consentirai peut-être, quand j'aurai connaissance de vos intentions réelles.

Pour le reste, si j'ai cité tout particulièrement l'exemple de Paris — j'espère que mes collègues parisiens ne m'en voudront pas — c'est qu'il m'a paru le meilleur pour illustrer ma thèse. (Applaudissements.)

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat.

M. André Bord, secrétaire d'Etat à l'intérieur. L'excellent travail accompli par votre commission et, en particulier, par votre rapporteur, M. le sénateur Bruyneel, me dispense de revenir sur l'économie de ce projet de loi. Je m'attacherai seulement à souligner l'esprit dans lequel il a été élaboré et les avantages qu'on est en droit d'en attendre.

La suggestion qui a été faite, en particulier par votre rapporteur, touchant au contrôle des voitures est intéressante, mais il est évident qu'une étude préalable est nécessaire.

Le texte qui a été adopté en première lecture par l'Assemblée nationale peut paraître d'une sévérité excessive par certaines de ses dispositions et, de plus, d'une mise en œuvre parfois difficile. Le Gouvernement ne s'en cache pas, mais la nécessité des mesures prévues ne lui paraît faire aucun doute.

Quant à la sévérité du texte, je voudrais rappeler que celui-ci ne s'adresse pas à la majorité des automobilistes et ne concerne pas les bons conducteurs ni les bons citoyens soucieux de ne pas gêner, ne serait-ce que par négligence, la vie de la cité et conscients des responsabilités qu'ils contractent à partir du moment où ils deviennent propriétaires d'un véhicule automobile. Il s'adresse, en fait, aux conducteurs indisciplinés — nous savons qu'ils existent — insouciantes ou égoïstes alors que, par ailleurs, la vie dans la cité — vous venez de le rappeler, monsieur Schleiter — devient plus complexe à mesure que le progrès s'accroît, doit être plus organisée et requiert, plus que jamais, le civisme de chacun.

Il vous apparaîtra naturel que ce texte prenne essentiellement l'allure d'une sanction. La société est amenée à établir elle-même des limites aux nuisances qu'elle secrète. Elle doit combattre les outrances du progrès qu'elle favorise par ailleurs. Dans le cas présent, il convient de protéger : les piétons d'abord...

M. Robert Bruyneel, rapporteur. Très juste !

M. André Bord, secrétaire d'Etat. ...dont la sécurité est menacée et qui voient le domaine qui leur est réservé sur la voie publique sans cesse remis en cause par le stationnement abusif sur les trottoirs et les passages protégés : l'usager des transports publics de surface lorsque les arrêts et les stations prévus pour ces transports collectifs sont indûment encombrés de véhicules privés ou lorsque ces moyens de transports, nécessairement de grand gabarit, sont arrêtés sur leur trajet par des véhicules stationnant irrégulièrement et provoquant

ainsi le ralentissement de tout le trafic automobile ; l'automobiliste lui-même, retardé par les véhicules « bouchons » ou dans l'impossibilité de trouver un stationnement du fait des véhicules « ventouses ».

C'est, en fait, toute la vie économique et sociale des cités qu'il faut protéger contre les mauvais conducteurs, et n'oublions pas l'esthétique même de nos villes et de nos campagnes, menacée par la prolifération des épaves.

La grande majorité des sénateurs remplissent des charges municipales et ils savent parfaitement — le Sénat n'est jamais insensible à leurs préoccupations ! — que de telles manières d'agir aboutissent à des frais qui doivent être supportés par les collectivités locales, dont l'intérêt doit être sans cesse présent à notre esprit dans ce débat.

Ce qu'il faut préserver, c'est donc, tout ensemble, l'ordre, la liberté d'aller et venir, la solidarité dans la cité. La célérité s'impose donc. Le Gouvernement souhaite que ce texte soit avant tout un moyen de dissuasion qui engage dorénavant les automobilistes à mieux respecter les règles du stationnement. Nous souhaiterions que ce texte joue le moins souvent possible, mais qu'appelé à jouer, il le fasse d'une manière exemplaire.

Ce sont, mesdames et messieurs les sénateurs, les dispositions d'ordre et de salubrité que le Gouvernement vous propose. Elles seront certes d'une application matérielle difficile, mais, dans la mesure où ils y recourront, tenant compte de leur utilité autant que de leur mise en œuvre délicate, il est évident que les pouvoirs publics devront faire appel à des personnels spécialisés, ce qui sera une garantie d'efficacité et de compétence propre à apaiser, s'il le fallait, les automobilistes qui, bien qu'ayant à l'origine négligé les règles de stationnement et n'ayant pas fait preuve d'un bien grand souci pour leur véhicule, manifesterait des craintes tardives pour l'intégrité de leur automobile.

Bien sûr, les lois et les règlements ne sauraient suffire à régler le problème de la circulation et du stationnement dans les agglomérations, au moins faut-il que les autorités administratives aient les moyens de combattre les manières d'agir pouvant aggraver la situation. Mais, s'agissant des grandes villes, nous devons constater autour de nous, en particulier à Paris, l'important programme de garages souterrains et de voies rapides mis en œuvre ces dernières années. Comme l'a souligné votre rapporteur, une telle politique doit être poursuivie et même accélérée.

Lors du vote en première lecture, l'Assemblée nationale a introduit dans le texte un certain nombre de garanties ayant trait, soit à la protection des droits des propriétaires des véhicules, soit à celles des tiers, soit à celle des intérêts des collectivités locales. Le Gouvernement, qui n'est pas moins soucieux de préserver les droits des individus, ceux de la société comme ceux des collectivités locales, a pu accepter un certain nombre de ces amendements, mais il a dû, pour des raisons de droit, en repousser d'autres, sans méconnaître cependant le bien-fondé des intentions manifestées.

Votre commission, de son côté, qui reconnaît également qu'en la matière le droit s'oppose parfois aux faits, vous propose un certain nombre d'amendements que le Gouvernement, dans leur grande majorité, peut accepter.

Certaines observations ont été faites à cette tribune, notamment par M. le sénateur Pierre Brun, qui a déposé une série d'amendements, et par M. le sénateur Eberhard qui, au nom du groupe communiste, a également déposé une série d'amendements. Je pense que tout à l'heure nous aurons l'occasion de répondre aux préoccupations qu'ils ont exprimées.

Vous avez signalé tout à l'heure, monsieur le sénateur Schleiter, un exemple pratique de la vie parisienne. Selon vous, des agents ont la possibilité, sortant un trousseau de clés de leur poche, de déplacer des véhicules dans une rue de Paris. J'apprends cette nouvelle de votre bouche et, par conséquent, il m'est très difficile de vous répondre. Nous sommes dans l'ignorance la plus totale à ce sujet.

M. Jacques Eberhard. C'est une police secrète ! (Sourires.)

M. André Bord, secrétaire d'Etat. Nous allons essayer de savoir si le fait que vous avez signalé correspond à la réalité.

Quelles instructions allons-nous donner ? Des instructions d'efficacité et de rapidité sans doute, mais aussi de respect, je voudrais l'affirmer ici, de l'intégrité du bien d'autrui. Il s'agira d'ailleurs, votre rapporteur l'a précisé et je ne fais que le confirmer, de brigades spécialisées, qui restent à constituer.

Le Gouvernement vous demande donc d'adopter le projet de loi qui vous est soumis et de partager ainsi son souci d'efficacité et de bonne économie dans la gestion des cités et le mieux-être du citoyen.

D'ailleurs, par bien des aspects, ce texte s'inscrit dans le cadre de la politique entreprise par le Gouvernement pour l'amélioration de l'environnement telle que l'a définie, « hier », le

conseil des ministres. (*Applaudissements sur les travées de l'union des démocrates pour la République et sur quelques travées à droite.*)

M. le président. Personne ne demande plus la parole dans la discussion générale ?...

La discussion générale est close.

Nous passons à la discussion des articles.

Article 1^{er}.

M. le président. « Art. 1^{er}. — L'article L. 25 du code de la route est ainsi modifié :

« Art. L. 25. — Les véhicules dont la circulation ou le stationnement, en infraction aux dispositions du présent code ou aux règlements de police, compromettent la sécurité des usagers de la route, la tranquillité ou l'hygiène publique, l'esthétique des sites et paysages classés, la conservation ou l'utilisation normale des voies ouvertes à la circulation publique et de leurs dépendances, notamment par les véhicules de transport en commun, peuvent, dans les cas et conditions précisés par le décret prévu à l'article L. 25-7, être immobilisés, mis en fourrière, retirés de la circulation, et, le cas échéant, dans les conditions prévues ci-après, livrés à la destruction. »

« Indépendamment des mesures prévues à l'alinéa ci-dessus, les véhicules laissés en stationnement en un même point de la voie publique ou ses dépendances pendant une durée excédant sept jours consécutifs peuvent être mis en fourrière. »

Par amendement n° 9, le Gouvernement propose de rédiger comme suit la fin du premier alinéa du texte modificatif de l'article L. 25 du code de la route : « ... être immobilisés, mis en fourrière, retirés de la circulation, et, le cas échéant, dans les conditions prévues ci-après, aliénés ou livrés à la destruction. »

La parole est à M. le secrétaire d'Etat.

M. André Bord, secrétaire d'Etat. Par son amendement, le Gouvernement vous propose une amélioration de forme afin de mettre le texte en accord avec le titre et la substance de l'ensemble du projet concernant la mise en fourrière, la destruction des véhicules et la possibilité de leur aliénation.

Dans l'article L. 25 du code de la route, qui annonce l'ensemble des mesures à prendre, il convient d'introduire les mots « aliénés ou » avant les mots « livrés à la destruction », à la fin du premier alinéa.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Robert Bruyneel, rapporteur. Il s'agit d'un amendement de pure forme. Dans son texte initial, le Gouvernement prévoyait la mise en fourrière et la destruction de certains véhicules automobiles. Le titre a été modifié par l'Assemblée nationale pour devenir : « projet de loi relatif à la mise en fourrière, à l'aliénation et à la destruction des véhicules terrestres ». Il est bien évident que les véhicules mis en fourrière ne peuvent en sortir que pour être remis à leur propriétaire, être vendus par l'intermédiaire des domaines ou être détruits. Cependant, il semble préférable d'ajouter le mot « aliénés » dans l'article L. 25 du code de la route et la commission accepte donc l'amendement du Gouvernement.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 9, accepté par la commission.

(*L'amendement est adopté.*)

M. le président. Par amendement n° 16, MM. Eberhard, Namy, Lefort et les membres du groupe communiste et apparenté proposent de supprimer le dernier alinéa du même texte modificatif.

La parole est à M. Eberhard.

M. Jacques Eberhard. J'ai déjà longuement expliqué la position du groupe communiste au sujet du ramassage des voitures qui ne gênent en rien la circulation. Ce texte ouvre la porte à l'arbitraire. Il n'y a aucune raison d'interdire un tel stationnement si le véhicule ne gêne pas la circulation et s'il ne nuit pas à l'environnement.

C'est pourquoi nous proposons la suppression du dernier alinéa du texte proposé pour l'article L. 25 du code de la route.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Robert Bruyneel, rapporteur. La commission n'a pas statué sur cet amendement, non plus d'ailleurs que sur les deux suivants déposés par M. Eberhard et le groupe communiste, car ils l'ont été *in extremis*.

Les amendements viennent à l'encontre de l'esprit du projet, qui est destiné à interdire tout stationnement abusif. Le stationnement illicite est fixé par le projet de loi à sept jours, ce qui est très largement suffisant. Je me bornerai à rappeler qu'à

Paris le stationnement licite est fixé à vingt-quatre heures. Dans ces conditions, la commission a émis un avis défavorable à l'amendement de M. Eberhard.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. André Bord, secrétaire d'Etat. Le Gouvernement se rallie à l'avis de la commission.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 16, repoussé par la commission et le Gouvernement.

(*L'amendement n'est pas adopté.*)

M. le président. Par amendement n° 17, MM. Eberhard, Namy, Lefort et les membres du groupe communiste et apparenté proposent, dans le second alinéa du texte modifiant l'article L. 25 du code de la route, après le mot : « stationnement », d'insérer le mot : « ininterrompu ».

La parole est à M. Eberhard.

M. Jacques Eberhard. Dans la mesure où notre précédent amendement a été repoussé et où le dernier alinéa du texte proposé pour l'article L. 25 du code de la route est maintenu, il est souhaitable de préciser qu'il s'agit d'un stationnement « ininterrompu ».

Il est possible, en effet, qu'un automobiliste ait besoin de déplacer son véhicule pour des délais de courte durée hors de la période où celui-ci fait l'objet d'une certaine surveillance. S'il replace son véhicule au même endroit, le point de départ du délai de stationnement doit partir de ce nouvel instant. Il ne semble donc pas y avoir de difficulté à préciser que le stationnement doit être ininterrompu.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Robert Bruyneel, rapporteur. La commission est défavorable à cet amendement. Il est bien certain, il suffit de lire le texte, qu'il s'agit d'un stationnement ininterrompu. Mais il faut aussi faire remarquer qu'il serait beaucoup trop facile à certains automobilistes indisciplinés de déplacer leur voiture pendant cinq minutes et de la remettre à la même place. Il est intolérable d'accepter des pratiques de ce genre. La commission repousse donc l'amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. André Bord, secrétaire d'Etat. Le Gouvernement est du même avis que la commission.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 17, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(*L'amendement n'est pas adopté.*)

M. le président. Par amendement n° 18, MM. Eberhard, Namy, Lefort et les membres du groupe communiste et apparenté demandent, dans le second alinéa du texte proposé pour l'article L. 25 du code de la route, de remplacer les mots : « sept jours » par les mots : « quinze jours ».

La parole est à M. Eberhard.

M. Jacques Eberhard. Le dernier alinéa est maintenu. Mais nous estimons que le délai de sept jours est trop court. Il est d'ailleurs en contradiction avec les règles habituelles du stationnement bilatéral et semi-mensuel. Il faudrait donc harmoniser les deux durées, et nous pensons que le délai de quinze jours correspondrait bien à cette notion.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Robert Bruyneel, rapporteur. La commission est défavorable à l'amendement. Notre collègue fait une confusion. Le stationnement unilatéral est en effet bimensuel. Mais il s'agit ici du stationnement abusif. Il ne peut s'agir de stationner pendant quinze jours consécutifs à la même place.

D'autre part, le délai doit être bref, et sept jours sont largement suffisants.

Je rappelle que le projet initial du Gouvernement avait prévu que le stationnement ne devrait pas dépasser sept jours hors agglomération et quinze jours dans les agglomérations. Mais la commission des lois de l'Assemblée nationale a estimé qu'il n'était pas toujours facile de différencier ce qui est agglomération et ce qui est hors agglomération. Elle a estimé aussi que le stationnement abusif dans l'agglomération portait un préjudice beaucoup plus grand aux citoyens, aux riverains, que le stationnement hors agglomération, et elle a uniformisé le délai à sept jours. La commission repousse cet amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. André Bord, secrétaire d'Etat. Le Gouvernement partage le sentiment de la commission.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 18, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole sur l'article 1^{er} modifié par l'amendement n° 9 ? ...

Je le mets aux voix.

(L'article 1^{er} est adopté.)

Article 2.

M. le président. « Art. 2. — Il est ajouté au code de la route (partie législative) les articles L. 25-1 à L. 25-7 ci-après :

« Art. L. 25-1. — Pour l'application de l'article L. 25, et sur prescription de l'officier de police judiciaire territorialement compétent, les fonctionnaires de police en tenue et les militaires de la gendarmerie habilités à constater par procès-verbaux les contraventions de police peuvent, en cas de besoin, ouvrir ou faire ouvrir les portes du véhicule, manœuvrer ou faire manœuvrer tous appareils. Ils peuvent conduire ou faire conduire le véhicule par un agent public en leur présence, vers le lieu de mise en fourrière en utilisant, le cas échéant, les moyens automobiles de propulsion dont le véhicule est muni. Dans ce cas, le véhicule continue d'être assuré dans les mêmes conditions que s'il était conduit par son propriétaire. Toute clause contraire d'un contrat d'assurance est réputée non écrite.

« Art. L. 25-2. — Les véhicules dont l'état ne permet pas la circulation dans des conditions normales de sécurité ne peuvent être retirés de la fourrière que par des réparateurs chargés par les propriétaires d'effectuer les travaux reconnus indispensables.

« Ils ne peuvent ensuite être restitués à leurs propriétaires qu'après vérification de la bonne exécution des travaux.

« En cas de désaccord sur l'état du véhicule, un expert est désigné par le propriétaire et, à défaut, par l'autorité administrative. Si l'expert constate que le véhicule n'est pas en état de circuler dans des conditions normales de sécurité, il détermine les travaux à effectuer avant sa remise au propriétaire.

« Art. L. 25-3. — Sont réputés abandonnés les véhicules laissés en fourrière à l'expiration d'un délai de quarante-cinq jours à compter de la mise en demeure faite au propriétaire d'avoir à retirer son véhicule.

« La notification est valablement faite à l'adresse indiquée au répertoire des immatriculations. Dans le cas où le véhicule fait l'objet d'un gage régulièrement inscrit, cette notification est également faite au créancier garagiste.

« Si le propriétaire ne peut être identifié, le délai précité court du jour où cette impossibilité a été constatée.

« Le délai prévu au premier alinéa est réduit à dix jours en ce qui concerne les véhicules qu'un expert désigné par l'administration aura estimés d'une valeur marchande inférieure à un montant fixé par arrêté interministériel et déclarés hors d'état de circuler dans des conditions normales de sécurité.

« Les véhicules visés à l'alinéa précédent sont, à l'expiration du délai de dix jours, livrés à la destruction.

« Art. L. 25-4. — Les véhicules abandonnés dans les conditions prévues au premier alinéa de l'article L. 25-3 sont remis au service des Domaines en vue de leur aliénation dans les formes prévues pour les ventes du mobilier de l'Etat. Les véhicules qui n'ont pas trouvé preneur, à l'expiration d'un délai fixé pour chaque département par le préfet, sont livrés à la destruction sur l'initiative de l'autorité administrative investie des pouvoirs de police en matière de circulation.

« Art. L. 25-5. — Les frais d'enlèvement, de garde en fourrière, d'expertise et de vente ou de destruction du véhicule sont à la charge du propriétaire.

« Le produit de la vente, sous déduction des frais énumérés à l'alinéa précédent, est tenu à la disposition du propriétaire ou de ses ayants droit ou, le cas échéant, du créancier gagiste pouvant justifier de ses droits pendant un délai de deux ans. A l'expiration de ce délai, ce produit est acquis à l'Etat.

« Lorsque le produit de la vente est inférieur au montant des frais visés ci-dessus, le propriétaire ou ses ayants droit restent débiteurs de la différence. Celle-ci est recouvrée dans les conditions fixées par décret.

« Art. L. 25-6. — L'autorité administrative qui, dans les cas et les conditions fixés par un décret en Conseil d'Etat, fait transférer un véhicule abandonné en un lieu non clôturé et non gardé est dégagée de la responsabilité civile prévue à l'article 1383 du code civil si le véhicule subit des dommages.

« Art. L. 25-7. — Un décret en Conseil d'Etat détermine les conditions et dates d'application des articles L. 25 à L. 25-5 ci-dessus.

« Il détermine notamment les clauses devant obligatoirement figurer dans le contrat type susceptible d'être passé entre les autorités locales et les entreprises aptes à effectuer la démolition des véhicules automobiles. »

L'alinéa introductif de l'article 2 du projet de loi est réservé et je vais appeler les amendements afférents aux textes des articles nouveaux du code de la route que je vais lire.

Article L. 25-1 du code de la route.

M. le président. Par amendement n° 15, MM. Gargar, Eberhard, Viron, Namy et les membres du groupe communiste demandent la suppression du texte proposé pour l'article L. 25-1 du code de la route.

La parole est à M. Gargar.

M. Marcel Gargar. Monsieur le président, monsieur le secrétaire d'Etat, il est évident que les difficultés de la circulation, notamment dans les centres urbains, sont dues parfois à l'indiscipline des conducteurs qui laissent leurs véhicules en stationnement abusif ou gênant, ou même lorsqu'ils sont hors d'usage, qui les abandonnent au bord des routes. C'est aussi une évidence des contradictions de notre actuelle société car fabriquer et mettre en circulation toujours plus de véhicules automobiles devient une nécessité économique et sociale, mais occasionne des difficultés bientôt quasi insurmontables aux usagers, qui se croient en butte aux tracasseries administratives, et aux collectivités urbaines qui sont responsables de l'ordre public.

Toutefois, un rapport d'équilibre est nécessaire entre la gravité de l'intervention de la police ou de la gendarmerie et l'importance du trouble qu'elle a pour but d'éviter. Ce rapport d'équilibre doit tenir compte de la nécessité de garantir l'ordre public et, en même temps, du souci du législateur d'assurer le respect des libertés individuelles.

Notre discussion évoque l'éternel problème de la difficulté de concilier la liberté avec l'ordre public, en restant dans une tradition de justice humaine.

On ne peut qu'approuver la disposition permettant de mettre en fourrière les véhicules laissés en stationnement, en un même point de la voie publique ou de ses dépendances, pendant plus de sept jours consécutifs. Nous pensons également que quinze jours conviendraient. Cependant, nous nous élevons contre les abus qui peuvent résulter de l'application des dispositions du projet d'article L. 25-1 qui nous sont soumises, c'est-à-dire du droit, pour les policiers en tenue et les militaires de la gendarmerie, d'ouvrir ou faire ouvrir les portes du véhicule, de le manœuvrer ou le faire manœuvrer, de le conduire ou le faire conduire en fourrière.

Un véhicule est un prolongement du domicile : il doit demeurer inviolable. Je ne suis nullement convaincu par les arguments qui ont été donnés et les arrêts de la cour de cassation des 11 septembre 1933 et 24 février 1960 qui ont été cités, visant l'application de l'article 184 du code pénal et les dispositions du code de procédure pénale concernant les perquisitions et saisies. Au contraire, une remorque-camping, par exemple, est certainement un prolongement du domicile. D'ailleurs, selon un arrêt de la cour de cassation du 24 juillet 1941, la détermination du domicile d'une personne est une question de fait appréciée souverainement par les juges.

Sur le plan de l'assurance, le texte voté par l'Assemblée nationale conduirait, sans aucun doute, les compagnies d'assurances à demander, une nouvelle fois, la majoration des primes.

Si le policier ou le gendarme au volant d'un véhicule ouvert avec un passe-partout occasionne un accident, que se passera-t-il si le véhicule n'est pas assuré ? Le conducteur se trouvera en infraction avec la loi du 27 février 1958 sur l'assurance obligatoire. Le fonds de garantie automobile interviendra, dit-on. Dans quelles conditions ? Quant aux propriétaires des véhicules, ils pourront en cas de faute prouvée des services de police demander réparation de leur préjudice devant les tribunaux administratifs, a affirmé M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur, le 21 mai, devant l'Assemblée nationale. Comment peut-on imaginer que le propriétaire du véhicule enlevé, absent des lieux par hypothèse, puisse établir cette faute ?

Est-on assuré que tous les policiers en tenue et les militaires de la gendarmerie possèdent un permis de conduire leur permettant de prendre le volant des véhicules qu'ils auront ouverts avec un passe-partout ?

Comment peut-on concilier les dispositions envisagées avec les prescriptions de l'article R. 77 du code de la route et d'un arrêté du 5 février 1969 prescrivant l'obligation du dispositif antivol pour toutes les voitures particulières mises en circulation à partir du 1^{er} septembre 1969 ?

Que se passera-t-il, sur une fourrière non gardée, si le policier oublie de refermer les portières du véhicule et si les objets qui se trouvent à l'intérieur sont dérobés ?

Enfin nous ne pensons pas que ces nouvelles dispositions soient indispensables puisque, dans les cas de stationnement gênant ou dangereux, la police et la gendarmerie peuvent faire appel à des voitures-grues ou à des engins de levage. L'utilisation de ces voitures et engins conduit au but recherché sans

porter atteinte au droit de propriété de l'automobiliste sur son véhicule et sans entraîner les difficultés que j'ai signalées.

Telles sont les observations que je voulais présenter à l'appui de notre amendement, que nous vous demandons de voter. (*Applaudissements sur les travées communistes.*)

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur l'amendement n° 15 ?

M. Robert Bruyneel, rapporteur. La commission est défavorable à l'amendement présenté par M. Gargar et ses collègues.

Je répondrai tout d'abord à M. Gargar qu'il se trompe, lorsqu'il déclare qu'un véhicule automobile est un domicile ou le prolongement du domicile. Il y a en cette matière une jurisprudence constante de la cour de cassation qui n'a jamais été infirmée. D'autre part l'article 25-1 est l'innovation essentielle du texte. Il doit permettre l'application effective et pratique des dispositions qui ont été prévues. On donne toutes sortes de garanties — l'Assemblée nationale les a aggravées et votre commission également — aux propriétaires qui laissent leurs véhicules en état d'abandon, en stationnement irrégulier ou illicite. D'ailleurs je vous préciserai que la Grande-Bretagne qui est particulièrement soucieuse de la garantie des libertés individuelles a introduit cette innovation à Londres. Elle s'en est fort bien portée. Ce sera un excellent moyen de dissuasion. On ne sera pas obligé d'enlever tous les véhicules parce qu'il y aura moins de voitures en stationnement abusif et illicite. Quant aux voitures-grues et aux moyens de levage, ils sont coûteux, ils se meuvent lentement et ils encombrant les rues.

Comme on ira beaucoup plus vite grâce à un passe-partout qui permettra aux agents de la force publique, avec les garanties énumérées dans le texte, de conduire les véhicules à la fourrière, les stationnements illicites et abusifs seront moins nombreux.

Il s'agit d'un texte essentiel. La commission l'a examiné.

Je précise que l'Assemblée nationale a repoussé également un amendement du même genre présenté par le groupe communiste. Cela dit, votre commission vous demande de voter le texte tel qu'il est.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. André Bord, secrétaire d'Etat. M. le rapporteur a remarquablement bien situé le problème. Le Gouvernement s'associe à la position de la commission.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 15, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(*L'amendement n'est pas adopté.*)

M. le président. Un amendement n° 12, présenté par M. Pierre Brun, tend, au début du texte proposé pour l'article L. 25-1 du code de la route, à supprimer les mots suivants : « et sur prescription de l'officier de police judiciaire territorialement compétent ».

La parole est à M. Pierre Brun.

M. Pierre Brun. J'ai expliqué assez longuement qu'il s'agit simplement d'une mesure d'allègement et de simplification et non pas d'une atteinte aux droits imprescriptibles des propriétaires.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Robert Bruyneel, rapporteur. La commission regrette de n'être pas d'accord avec M. Pierre Brun. Elle a examiné cet amendement ce matin et elle a émis un avis défavorable.

Il est exact que cette prescription d'un officier de police judiciaire n'était pas prévue dans le texte initial du Gouvernement. Mais l'Assemblée nationale a voulu donner une garantie supplémentaire aux propriétaires de véhicules et la commission de législation du Sénat a estimé qu'il fallait maintenir cette garantie.

D'ailleurs, la prescription de l'officier de police judiciaire territorialement compétent pourra être générale et ne pas nécessiter un formalisme excessif. Je demande donc au Sénat de repousser l'amendement.

M. le président. Monsieur Brun, maintenez-vous votre amendement ?

M. Pierre Brun. Je le retire.

M. le président. L'amendement est retiré.

Je suis saisi d'un amendement n° 1, présenté par M. Bruyneel, au nom de la commission, tendant, dans la première phrase du même texte, à remplacer les mots : « les contraventions de police », par les mots : « les contraventions à la police de la circulation routière ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. Robert Bruyneel, rapporteur. Cet amendement est destiné à habiliter les seuls officiers de police en tenue et les mili-

taires de la gendarmerie à constater par procès-verbaux les contraventions à la police de la circulation routière. Il s'agit par conséquent de limiter le nombre des fonctionnaires de police et de gendarmes qui seront habilités à ouvrir les voitures automobiles, à y pénétrer et à les faire conduire en fourrière. C'est une garantie supplémentaire que nous avons voulu instituer et je pense que le Sénat voudra bien l'accepter, comme l'a fait la commission à l'unanimité.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. André Bord, secrétaire d'Etat. Le Gouvernement accepte cet amendement.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 1, accepté par le Gouvernement.

(*L'amendement est adopté.*)

M. le président. Par amendement n° 2, M. Bruyneel, au nom de la commission, propose de rédiger comme suit la deuxième phrase du texte proposé pour cet article 25-1 du code de la route.

« Ils peuvent conduire le véhicule ou le faire conduire, en leur présence, vers le lieu de mise en fourrière en utilisant, le cas échéant, les moyens autonomes de propulsion dont le véhicule est muni. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Robert Bruyneel, rapporteur. On peut verbaliser contre un propriétaire de véhicule en stationnement irrégulier, dont l'automobile peut être de marque étrangère, d'une grande valeur, ou d'un maniement difficile. Dans ce cas, l'autorité de police peut se trouver dans l'obligation de faire appel à un spécialiste afin qu'aucune détérioration ne soit faite à ce véhicule.

La commission a estimé qu'il fallait pouvoir faire appel à ce spécialiste. C'est l'objet de son amendement, qu'elle demande au Sénat de bien vouloir accepter.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. André Bord, secrétaire d'Etat. Le Gouvernement accepte l'amendement.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je vais consulter le Sénat.

M. Jacques Eberhard. Le groupe communiste vote contre l'amendement.

M. Antoine Courrière. Le groupe socialiste aussi.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 2, accepté par le Gouvernement.

(*L'amendement est adopté.*)

M. le président. Par amendement n° 3, M. Bruyneel, au nom de la commission, propose de supprimer les deux dernières phrases du texte présenté pour ce même article du code de la route.

La parole est à M. le rapporteur.

M. Robert Bruyneel, rapporteur. Je résumerai brièvement l'objet de cet amendement car notre rapport écrit traite longuement de la question. Il s'agit, en fait, de revenir au texte primitif du Gouvernement et de nous opposer à la modification apportée par l'Assemblée nationale. Cette modification est, en effet, contraire au droit commun selon lequel le contrat d'assurance ne se poursuit pas lorsque le véhicule n'est plus conduit par son propriétaire ou par une personne autorisée par lui. D'autre part, il est conforme au principe du droit que la puissance publique assume la responsabilité des fautes commises par ses agents.

C'est pourquoi nous vous proposons de supprimer les deux dernières phrases de cet article.

M. le président. J'imagine que le Gouvernement est d'accord puisqu'on revient à son texte ?

M. André Bord, secrétaire d'Etat. Le Gouvernement accepte effectivement l'amendement.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je vais consulter le Sénat.

M. Jacques Eberhard. Le groupe communiste vote contre l'amendement.

M. Antoine Courrière. Le groupe socialiste aussi.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 3, accepté par le Gouvernement.

(*L'amendement est adopté.*)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'ensemble du texte proposé pour l'article L. 25-1 du code de la route, modifié par les amendements n° 2 et 3.

M. Jacques Eberhard. Le groupe communiste vote contre.

M. Antoine Courrière. De même que le groupe socialiste. *(Ce texte est adopté.)*

Article L. 25-2 du code de la route.

M. le président. Par amendement n° 4, M. Bruyneel, au nom de la commission, propose de rédiger comme suit le troisième alinéa du texte présenté pour l'article L. 25-2 du code de la route :

« En cas de désaccord du propriétaire sur l'état du véhicule, un expert est désigné par l'autorité administrative. S'il constate que le véhicule n'est pas en état de circuler dans des conditions normales de sécurité, il détermine les travaux à effectuer avant sa remise au propriétaire. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Robert Bruyneel, rapporteur. Le dernier alinéa de l'article L. 25-2 tel qu'il a été adopté par l'Assemblée nationale précise que, « en cas de désaccord sur l'état du véhicule, un expert est désigné par le propriétaire et, à défaut, par l'autorité administrative ».

La commission, sur ma proposition, a estimé que l'expert devrait être désigné par l'autorité administrative. En effet, le propriétaire pourra toujours, si cet article était maintenu tel qu'il est rédigé, faire venir un garagiste de ses amis, un comparse même, qui déclarera que le véhicule est en parfait état et peut rouler. L'administration sera alors obligée de laisser sortir ce véhicule de la fourrière sans que la moindre réparation ait été effectuée.

Il est apparu à la commission que l'expert désigné par l'administration était une garantie suffisante. C'est pourquoi elle vous demande d'adopter cet amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. André Bord, secrétaire d'Etat. Le Gouvernement accepte l'amendement.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 4, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix le texte proposé pour l'article L. 25-2 du code de la route, ainsi amendé.

(Ce texte est adopté.)

Article L. 25-3 du code de la route.

M. le président. Je suis saisi d'un amendement n° 13, présenté par M. Pierre Brun, tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article L. 25-3 du code de la route, à remplacer les mots : « à l'expiration d'un délai de quarante-cinq jours », par les mots : « à l'expiration d'un délai de trente jours ».

La parole est à M. Pierre Brun.

M. Pierre Brun. Monsieur le président, monsieur le secrétaire d'Etat, mesdames, messieurs, j'ai expliqué tout à l'heure que le délai de quarante-cinq jours était en réalité beaucoup plus long puisqu'il est prolongé en moyenne au moins d'un mois par suite des lenteurs obligatoires de la procédure. C'est pourquoi j'ai proposé que l'on abaisse le délai à trente jours, soit dans la pratique deux mois, au lieu de deux mois et demi. J'ai déposé cet amendement pour éviter l'encombrement des fourrières qui, dans les villes, sont actuellement surchargées.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Robert Bruyneel, rapporteur. La commission a examiné cet amendement ce matin, mais n'a pas pu y donner un avis favorable. En effet, le délai sera non pas de deux mois, mais uniquement de quarante-cinq jours. Lorsqu'un véhicule sera mis en fourrière, avec la loi telle qu'elle sera votée, du moins je l'espère, une mise en demeure sera adressée au propriétaire au lieu d'immatriculation du véhicule par lettre recommandée, avec accusé de réception. Si, quarante-cinq jours après, il n'a pas répondu, le véhicule, à condition qu'il ait une quelconque valeur, sera aliéné, c'est-à-dire mis en vente par l'intermédiaire des domaines.

Certes, les délais seront probablement un peu plus longs, mais il appartient à l'administration de faire diligence dès que le véhicule entre en fourrière.

Il faut tout de même accorder des délais aux propriétaires qui sont de bonne foi, qui peuvent avoir, pour des raisons de santé ou de départ immédiat à l'étranger, laissé leur véhicule sur la voie publique sans avoir pu le ranger dans un parking ou un garage.

Le Gouvernement suivi par l'Assemblée nationale a déjà réduit le délai actuellement fixé à trois mois à quarante-cinq jours. Je pense que, dans un premier temps, il faut en rester là. Plus tard, si ce délai paraît insuffisant ou trop long, le Gouvernement pourra nous en proposer un autre, mais il faut accorder aux propriétaires les garanties auxquelles ils ont droit.

M. Pierre Brun. Je demande la parole.

M. le président. Est-ce pour retirer votre amendement ?

M. Pierre Brun. Non, monsieur le président.

M. le président. Dans ce cas, je la donne à M. Courrière qui me l'avait demandée antérieurement.

M. Antoine Courrière. Que se passera-t-il si le propriétaire du véhicule est décédé ?

M. Robert Bruyneel, rapporteur. S'il est décédé, il a des héritiers.

M. Antoine Courrière. Les héritiers ne sont pas obligés d'être présents au moment et à l'endroit où la lettre recommandée aura été envoyée !

M. Robert Bruyneel, rapporteur. Si la lettre recommandée revient avec la mention « décédé », il appartiendra aux responsables de demander à l'autorité administrative compétente ce qu'il y a lieu de faire. Vous pensez bien que l'on ne va pas, par plaisir, vendre le véhicule d'une personne décédée, surtout s'il a une certaine valeur.

Il importe, monsieur Courrière, de prendre des mesures. L'encombrement des fourrières est grave, le coût du garage en fourrière élevé. Il s'agit de savoir si nous voulons rendre possibles une meilleure sécurité routière et une meilleure circulation.

Je viens de m'opposer à l'amendement qui tendait à réduire le délai de quarante-cinq à trente jours et de demander le maintien du texte proposé par l'Assemblée nationale. Je ne crois pas pouvoir aller au-delà. Evidemment, il peut se produire toutes sortes de cas : le propriétaire du véhicule peut être parti à l'étranger ou « kidnappé »... *(Sourires.)* Nous ne pouvons pas prévoir tout ce qui risque de se produire, mais il est bien évident qu'il s'agira de véhicules abandonnés pour une raison ou pour une autre.

En règle générale, un homme qui décède a des héritiers. S'il n'en a pas, il appartiendra à l'autorité administrative de statuer. C'est là un cas de déshérence.

M. Antoine Courrière. Dans le cas où un véhicule appartenant à une personne décédée aura été vendu sans que les héritiers en soient informés, ceux-ci auront-il un recours contre l'Etat ?

M. le président. La parole est maintenant à M. Brun.

M. Pierre Brun. A l'instant, vous m'avez demandé, monsieur le président, si je retirais mon amendement.

M. le président. Parce que la situation eût été plus simple ! *(Sourires.)*

M. Pierre Brun. Je suis disposé à le faire, à la condition que M. le secrétaire d'Etat fasse une déclaration selon laquelle on attachera du prix à ce que les réponses aux demandes concernant l'identité du propriétaire d'un véhicule soient envoyées plus rapidement par les préfectures. En effet, ainsi que je l'ai précisé tout à l'heure, un long délai — parfois un mois — est nécessaire avant que ces renseignements soient connus.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat.

M. André Bord, secrétaire d'Etat. Je donne à M. Brun l'assurance que le nécessaire sera fait pour limiter au maximum ces délais.

Je répondrai maintenant à la première question de M. Courrière en indiquant que, si le propriétaire de la voiture est décédé, il faut tenir compte des héritiers — M. le rapporteur l'a souligné tout à l'heure — et qu'on est alors en présence d'un cas de force majeure. En tout cas, il n'y a pas abandon, en principe, si l'intéressé est décédé.

D'autre part, je voudrais vous rappeler les termes du deuxième alinéa de l'article L. 25-5 :

« Le produit de la vente, sous déduction des frais énumérés à l'alinéa précédent, est tenu à la disposition du propriétaire ou de ses ayants droit ou, le cas échéant, du créancier gagiste pouvant justifier de ses droits pendant un délai de deux ans. A l'expiration de ce délai, ce produit est acquis à l'Etat ».

M. le président. Monsieur Brun, maintenez-vous votre amendement ?

M. Pierre Brun. Non, monsieur le président.

M. le président. L'amendement n° 13 est retiré.

Par amendement, n° 5, M. Bruyneel, au nom de la commission, demande que les deux derniers alinéas du texte proposé pour l'article L. 25-3 du code de la route soient remplacés par un alinéa ainsi rédigé :

« Les véhicules qu'un expert désigné par l'administration aura estimés d'une valeur marchande inférieure à un montant fixé par arrêté ministériel et déclarés hors d'état de circuler dans des conditions normales de sécurité sont, à l'expiration d'un délai de dix jours à compter de leur entrée en fourrière, livrés à la destruction. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Robert Bruyneel, rapporteur. Dans son texte initial, le Gouvernement avait prévu que les voitures-épaves ou, en tout cas, celles qu'un expert de l'administration aurait estimées être d'une valeur très nettement insuffisante, pourraient être livrées directement à la destruction sans passer par la fourrière. L'Assemblée nationale, pour donner une garantie supplémentaire à ces propriétaires, qui d'ailleurs se désintéressent totalement de leurs véhicules, a décidé que, le propriétaire étant mis en cause, ces véhicules pourraient aller en fourrière pendant un délai maximum de dix jours, à la suite de quoi il serait procédé à leur envoi à la destruction.

C'est dans un souci de conciliation entre le texte initial du Gouvernement et celui de l'Assemblée nationale que j'ai été amené à rédiger l'amendement que la commission a adopté et dont M. le président vous a donné lecture. Je pense que cet amendement donnera satisfaction, notamment à M. Brun.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. André Bord, secrétaire d'Etat. Le Gouvernement accepte l'amendement.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 5, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Je suis saisi d'un amendement n° 14, présenté par M. Pierre Brun, amendement qui tend à compléter *in fine* le même texte par un alinéa ainsi rédigé :

« Les carcasses non identifiées de voitures, c'est-à-dire ce qu'il reste des véhicules dont les roues et le moteur ou les organes essentiels ont disparu, sont mises à la casse sans formalité. »

La parole est à M. Pierre Brun.

M. Pierre Brun. Il s'agit là de nettoyer l'environnement : c'est une opération pure et simple de déblaiement que je suggère.

Peut-être en faisant preuve de perfectionnisme trouverait-on que ce texte devrait prendre place dans d'autres projets qui concernent l'environnement, mais je crois qu'il s'agit là de la fin dernière des véhicules automobiles et je ne vois aucun inconvénient à mentionner *in fine* ces carcasses non identifiées.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Robert Bruyneel, rapporteur. J'y vois, au contraire, un certain inconvénient, car le texte qui nous est soumis — et que le Sénat va sans doute adopter — concerne les « véhicules » terrestres. Or, une voiture qui n'a plus ni roues, ni moteur n'est plus un « véhicule » ; c'est un débris, un déchet, un détritus que les autorités locales peuvent parfaitement faire enlever et transporter en n'importe quel endroit, dans un dépôt ou tout autre lieu de leur choix.

Si, actuellement, elle ne le font pas, c'est essentiellement parce que la profession de démolisseur de voitures hors d'usage, de carcasses, n'a pas encore été organisée. Le texte de loi prévoit l'organisation de cette profession dans son article L. 25-7. Par conséquent, on peut, on doit même enlever les épaves ou les carcasses sans avoir recours à un texte de loi ; je ne pense pas qu'il soit nécessaire d'alourdir la rédaction de l'article L. 25-3.

C'est pourquoi la commission a repoussé l'amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. André Bord, secrétaire d'Etat. Le Gouvernement est favorable à l'amendement présenté par M. le sénateur Brun, dès lors qu'il s'agit d'éviter les frais d'envoi en fourrière de carcasses non identifiées, ces frais étant évidemment considérés par avance comme irrécupérables. Par ailleurs, il ne peut s'agir là d'accorder une garantie à qui que ce soit, bien au contraire. Les mesures envisagées par le Gouvernement pour la défense de l'environnement laissent aux démolisseurs la plus grande facilité pour de tels enlèvements.

Avec la commission, nous pensons que ces amas de ferraille n'ont, comme vous l'avez souligné, monsieur le rapporteur, d'automobiles que le nom. Cependant, le Gouvernement approuve l'amendement déposé par M. Brun, pour les raisons que je viens d'exprimer.

M. Robert Bruyneel, rapporteur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. Robert Bruyneel, rapporteur. Le projet en question concerne uniquement les véhicules terrestres pouvant être identifiés. Or, sur les carcasses en question, non seulement il n'y a ni moteur, ni roues, mais il n'y a pas de plaque d'identité. Il ne s'agit donc pas d'un « véhicule terrestre ». Les maires ont parfaitement la possibilité de faire retirer ces carcasses, sans l'application du texte que vous allez voter. Vous allez donc l'alourdir inutilement. La commission maintient son opposition et demande au Sénat de ne pas accepter cet amendement.

M. Ladislas du Luart. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. du Luart.

M. Ladislas du Luart. Monsieur le secrétaire d'Etat, je crois qu'on aurait dû peut-être commencer par organiser la profession de casseur. (*Très bien !*) Vous prétendez que le maire a la possibilité de faire enlever les carcasses ; mais il n'y a plus de ferrailleurs qui veuillent enlever les vieilles voitures. On les enlèvera peut-être des rues de Paris avec des moyens publics. Où les mettra-t-on ? On les déposera peut-être dans nos communes.

Dans nos campagnes, il y a des garagistes qui louent des terrains agricoles pour se débarrasser des vieilles voitures. Quand on a trouvé un casseur, il faut encore passer les carcasses au pilonnage et les faire disparaître. Il faudrait que cette profession de casseur de vieilles voitures soit créée et organisée sans tarder. (*Très bien !*)

M. Jacques Henriot. Très bien !

M. François Schleiter. On manque de casseurs ! (*Sourires.*)

M. Pierre Brun. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Brun.

M. Pierre Brun. J'ai retiré mes autres amendements, monsieur le président, mais je maintiens celui-ci sans hésiter.

Tout à l'heure, on a donné une définition de l'épave : c'est un véhicule qui n'a plus grande valeur marchande. Une carcasse n'en a plus du tout. Il n'y a donc guère de différence entre l'épave et la carcasse.

Quitte à alourdir d'une ligne un texte déjà très important, il vaut mieux prévoir l'enlèvement des carcasses sans passer par les fourrières.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?

Je mets aux voix l'amendement n° 14, repoussé par la commission et accepté par le Gouvernement.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix le texte proposé pour l'article L. 25-3 du code de la route modifié par l'amendement n° 5.

(Ce texte est adopté.)

Article L. 25-4 du code de la route.

M. le président. Par amendement n° 6, M. Bruyneel, au nom de la commission, propose, dans le texte prévu pour l'article L. 25-4 du code de la route, de remplacer les mots : « d'un délai fixé pour chaque département par le préfet », par les mots : « d'un délai fixé par décret ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. Robert Bruyneel, rapporteur. Cet amendement a pour but d'harmoniser les délais de mise en vente des véhicules mis en fourrière. Actuellement, les préfets fixent pour chaque département le délai de mise en vente des voitures détenues en fourrière. De ce fait, les délais sont très variables.

Or, la fourrière coûte cher, la garde coûte cher et nous craignons que certains préfets ne fixent pas de délai assez rigoureux. Nous estimons que le délai doit être uniforme et fixé par règlement d'administration publique. C'est l'objet de notre amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. André Bord, secrétaire d'Etat. Le Gouvernement comprend le souci d'uniformité manifesté par la commission, mais les conditions économiques et les possibilités de vente des véhicules aux enchères publiques sont très variables d'un département à l'autre.

Par exemple, dans la région parisienne, on peut pratiquer deux ventes dans le même mois, alors que, dans toute l'année 1969, il y a eu une seule vente dans le Doubs, quatre dans les Vosges, deux dans les Pyrénées-Atlantiques.

Pour cette raison, le Gouvernement demande au Sénat de consentir à la souplesse prévue dans son texte par le recours à un arrêté préfectoral. Le Gouvernement serait particulièrement reconnaissant à la commission et à son rapporteur s'ils acceptaient de retirer cet amendement.

M. le président. L'amendement est-il maintenu ?

M. Robert Bruyneel, rapporteur. En raison des explications de M. le secrétaire d'Etat, la commission retire son amendement.

M. le président. L'amendement n° 6 est retiré.
Personne ne demande plus la parole ?...
Je mets aux voix le texte proposé pour l'article L 25-4 du code de la route.
(Ce texte est adopté.)

Article L. 25-5 du code de la route.

M. le président. Le texte proposé pour l'article L 25-5 du code de la route ne fait pas l'objet d'amendement.
Personne ne demande la parole ?...

M. Jacques Descours Desacres. Je la demande, monsieur le président.

M. le président. La parole est à M. Descours Desacres.

M. Jacques Descours Desacres. M. le secrétaire d'Etat ou M. le rapporteur peuvent-ils m'indiquer qui fera l'avance des frais d'enlèvement, de mise en fourrière, d'expertise et de vente ?

M. le président. Voulez-vous répondre à cette question, monsieur le rapporteur ?

M. Robert Bruyneel, rapporteur. L'avance sera faite par la collectivité locale qui ordonnera l'aliénation du véhicule. Ensuite, sur les frais de vente, la collectivité locale sera remboursée ; le surplus sera versé au propriétaire du véhicule. Encore faut-il évidemment qu'il y ait possibilité de remboursement.

M. Jacques Descours Desacres. Voilà !

M. le président. Etes-vous satisfait, monsieur Descours Desacres ?

M. Jacques Descours Desacres. Je ne le suis pas, car il n'est pas précisé qui donnera l'ordre d'enlèvement. Dans un certain nombre de cas, on risque de voir la collectivité locale être dans l'obligation de payer les frais d'enlèvement alors que l'autorité représentant cette collectivité locale n'aura pas pris la décision.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...
Je mets aux voix le texte proposé par l'article L. 25-5 du code de la route.
(Ce texte est adopté.)

Article L. 25-6 du code de la route.

M. le président. Le texte proposé pour l'article 25-6 du code de la route fait l'objet d'un amendement n° 7, présenté par M. Bruyneel, au nom de la commission, amendement qui tend à le rédiger comme suit :

« Art. L. 25-6. — Les collectivités intéressées ne sont pas responsables des dommages subis par les véhicules visés à l'alinéa 2 de l'article L. 25 et à l'alinéa 4 de l'article L. 25-3 placés dans une fourrière non clôturée et non gardée. »

Cet amendement est assorti d'un sous-amendement, n° 10, émanant, lui, du Gouvernement et qui tend à rédiger ainsi le début dudit texte :

« Art. L. 25-6. — La collectivité publique intéressée n'est pas responsable... » (Le reste sans changement.)

La parole est à M. le rapporteur pour soutenir l'amendement de la commission.

M. Robert Bruyneel, rapporteur. Il s'agit d'un texte qui a été introduit par l'Assemblée nationale et dont les dispositions n'avaient pas été prévues par le Gouvernement. Ce texte stipule que l'autorité administrative n'est pas responsable des dégâts et des dommages qui pourraient être causés à un véhicule abandonné et transféré en tout lieu non clôturé et non gardé ; elle est en ce cas dégagée des conséquences de sa responsabilité civile.

Notre rapport écrit est détaillé sur ce point de la responsabilité des collectivités locales lorsqu'il n'existe pas de fourrière clôturée et gardée. Il paraît extrêmement difficile de faire supporter aux collectivités locales des charges que refusent de s'imposer les propriétaires de véhicules en les abandonnant sur la voie publique.

Mais la rédaction de l'Assemblée nationale n'est pas satisfaisante dans la forme puisqu'elle fait état de « voiture abandonnée », notion juridique que nous avons définie avec précision à l'article L. 25-3. Les voitures abandonnées, ce sont celles qui n'ont pas été réclamées par leur propriétaire à la fourrière au bout de quarante-cinq jours.

Quant au fond, il convient de concilier les principes généraux du droit public et le respect de l'équilibre des finances locales. Dans ce but, votre commission vous propose un texte transactionnel qui devrait recueillir l'adhésion de tous. Il ne prévoit pas de responsabilité de la commune dans le cas d'un séjour en fourrière non clôturée et non gardée, lorsque les véhicules transférés étaient soit en stationnement excessif, soit sans valeur. Ce texte ne concernera que les petites communes qui ne disposent pas de fourrière à proprement parler.

Enfin, il est certain que si la voiture concernée est en bon état, le maire aura le plus grand intérêt à faire conduire ce véhicule dans un garage gardé et clos ; lorsque le propriétaire, avisé, viendra retirer son véhicule, il paiera les frais de garde. Par conséquent, la commune n'aura aucune responsabilité en ce qui concerne cette catégorie de véhicules.

Notre amendement donne le plus de garanties possibles aux collectivités locales tout en restant dans les limites des principes du droit ; je demande au Sénat de bien vouloir l'accepter.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat, pour défendre le sous-amendement du Gouvernement.

M. André Bord, secrétaire d'Etat. Le Gouvernement donne son adhésion à l'amendement, présenté par la commission, mais, par son sous-amendement, il souhaite que les mots « les collectivités intéressées » soient remplacés par les mots « la collectivité publique intéressée ». C'est une amélioration de forme pour préciser sans ambiguïté que les collectivités visées ne sont que les collectivités publiques. Le singulier, par ailleurs, est préférable puisque la fourrière n'appartient en vérité qu'à une seule collectivité publique.

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur le sous-amendement du Gouvernement ?

M. Robert Bruyneel, rapporteur. La commission l'accepte.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Avant de faire statuer sur le texte proposé par la commission, je dois consulter le Sénat sur le sous-amendement qui le modifie et qu'accepte celle-ci.

Je le mets aux voix.

(Le sous-amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 7, ainsi modifié.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. L'article L. 25-6 du code de la route est donc ainsi rédigé.

Article L. 25-7 du code de la route.

M. le président. Par amendement n° 8, M. Bruyneel, au nom de la commission, demande, dans le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article L. 25-7 du code de la route, le remplacement des mots : « entre les autorités locales », par les mots : « entre les collectivités intéressées ».

Mais, par sous-amendement n° 11, le Gouvernement propose qu'entre les mots : « collectivités » et « intéressés », soit inséré le mot : « publiques ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. Robert Bruyneel, rapporteur. Il s'agit, monsieur le président, d'un amendement de coordination avec la rédaction adoptée pour l'article L. 25-6. La commission donne naturellement un avis favorable au sous-amendement du Gouvernement pour les mêmes raisons.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat.

M. André Bord, secrétaire d'Etat. Le sous-amendement du Gouvernement précise le texte proposé par la commission, auquel le Gouvernement se rallie.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets d'abord aux voix le sous-amendement n° 11 du Gouvernement, accepté par la commission.

(Le sous-amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 8 de la commission, ainsi modifié.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Le texte proposé pour l'article L. 25-7 du code de la route est donc ainsi rédigé.

(Ce texte est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'ensemble de l'article 2 du projet de loi modifié.

(L'article 2 est adopté.)

Article 3.

M. le président. « Art. 3. — Peuvent, à la demande du maître des lieux et sous sa responsabilité, être mis en fourrière, aliénés, et éventuellement livrés à la destruction, les véhicules laissés, sans droit, dans les lieux publics ou privés où ne s'applique pas le code de la route. »

« Les conditions d'application du présent article seront précisées en Conseil d'Etat. » — (Adopté.)

Je vais consulter le Sénat sur l'ensemble du projet de loi.

M. Antoine Courrière. Je demande la parole pour explication de vote.

M. le président. La parole est à M. Courrière.

M. Antoine Courrière. Je voudrais simplement dire à nos collègues que le groupe socialiste, tout en comprenant les bons sentiments qui ont conduit le Gouvernement à présenter ce texte, craint que son application n'entraîne pour les particuliers des difficultés inextricables.

Par ailleurs, il ne voit pas bien dans quelles conditions ce texte peut s'appliquer aux petites communes et M. Descours Desacres a donné, à ce sujet, un des éléments d'appréciation. C'est la raison pour laquelle le groupe socialiste votera contre la loi.

M. Marcel Gargar. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Gargar.

M. Marcel Gargar. Le groupe communiste et apparenté s'abstiendra dans ce vote car il considère qu'il y a atteinte aux libertés individuelles.

M. Robert Bruyner, rapporteur. Et à la propriété individuelle, sans doute ? (*Sourires.*)

M. Marcel Gargar. Et à la propriété individuelle, certainement.

M. le président. Il n'y a pas d'autre explication de vote ?... Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.
(*Le projet de loi est adopté.*)

— 6 —

REORGANISATION DE L'ECOLE POLYTECHNIQUE

Rejet d'un projet de loi.

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à l'école polytechnique [n° 259 et 273 (1969-1970)].

J'indique au Sénat que si, alors qu'il est maintenant dix-neuf heures trente, j'appelle la discussion de ce projet de loi, c'est qu'il était fort difficile à M. le secrétaire d'Etat aux forces armées d'être présent parmi nous ce soir.

Par ailleurs, je suis saisi d'une question préalable qui écartera peut-être le débat. Je pense donc qu'il vaut mieux poursuivre notre séance.

Dans la discussion générale, la parole est à M. le rapporteur.

M. Maurice Carrier, rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. Monsieur le président, monsieur le secrétaire d'Etat, mesdames, messieurs, l'école a été créée par la loi du 11 mars 1794 sous le nom d'école centrale des travaux publics. Elle a été ouverte le 30 novembre 1794.

La loi du 1^{er} septembre 1795 a décidé que cette école s'appellerait désormais « Ecole polytechnique ». Vous trouverez dans mon rapport écrit les différentes lois et décrets qui ont consacré la mission et le fonctionnement de l'école à qui la personnalité civile a été accordée et précisée par l'article 51 de la loi de finances du 26 décembre 1908 et les décrets des 23 janvier 1910 et 10 octobre 1921.

Différents textes ont amorcé la réforme du statut de l'école. Vous en trouverez le détail dans mon rapport. Le projet de loi qui nous est soumis vient couronner cet ensemble en donnant à la réforme actuelle un caractère législatif.

L'exposé des motifs définit les grandes lignes de ce projet qui consiste :

Premièrement, à donner un caractère officiel à la vocation nouvelle de l'école et, par conséquent, à définir sa mission ;

Deuxièmement, à réformer l'administration de l'école et à la doter d'un statut public ;

Troisièmement, à modifier le statut des élèves afin de le mettre en harmonie avec la vocation nouvelle de l'école ;

Quatrièmement, à ouvrir aux femmes l'entrée de l'école polytechnique.

L'article premier définit la vocation nouvelle de l'école dont la mission était jusqu'ici précisée par l'article 1^{er} du décret du 27 juillet 1966. Il élargit cette mission en tenant compte de l'avenir de la Nation.

L'article 2 fait de l'école un établissement public doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière placé sous la tutelle du ministre de la défense nationale. Il indique que l'école sera administrée par un conseil d'administration et dirigée par un officier général qui assumera, en outre, le commandement militaire de l'école.

Les attributions et les fonctions du conseil seront fixées par décret. Ce même décret fixera les règles relatives à l'organisation, au régime administratif et financier de l'école.

Au dernier alinéa de la page 6 de mon rapport écrit, je vous demande de lire : « et du général commandant l'école » au lieu de : « général vice-président », comme cela a été mentionné.

L'article 3 concerne le recrutement des élèves français. Il ne précise pas si le nombre des élèves admis au concours sera maintenu ou s'il sera ultérieurement augmenté.

L'article 4 fixe les obligations du service militaire imposées aux élèves de nationalité française de l'école.

L'article 5 concerne l'admission des élèves étrangers.

L'article 6 définit les règles applicables aux élèves quittant l'école avant l'achèvement de la scolarité. Il précise que les élèves rayés des contrôles restent soumis aux dispositions de la loi n° 65-550 du 9 juillet 1965 sur le recrutement pour l'accomplissement du service national.

L'article 7 précise que les élèves qui, à la sortie de l'école, choisissent un corps à statut militaire, sont nommés dans les cadres actifs. Il concerne aussi bien ceux qui choisissent un corps d'officiers que les ingénieurs de l'armement.

L'article 8 ouvre la possibilité d'accès à l'école des candidats de sexe féminin qui pourront ainsi prétendre aux plus hauts emplois scientifiques et techniques de l'Etat comme à ceux des entreprises, sous réserve des règles d'admission à certains emplois. Les dispositions du présent article n'entreront en vigueur que pour le concours d'entrée de l'année 1972.

Pour les articles 3, 4, 5, 6, 7 et 8, je me suis volontairement astreint à ne définir que leurs grandes lignes. Je vous demande de bien vouloir vous reporter à mon rapport écrit qui analyse en détail chacun de ces articles.

Les articles 9 et 10 n'appellent aucune observation particulière de la part de la commission.

En conclusion votre commission, après avoir examiné le projet de loi et pris connaissance des diverses modifications proposées pour sa rédaction, a décidé de vous proposer deux amendements. Le premier tend à réaffirmer dans l'article 1^{er} la mission prioritaire de l'Ecole polytechnique, qui est de fournir aux corps civils et militaires de l'Etat et aux services publics des hommes hautement qualifiés du point de vue scientifique, technique ou économique. De manière plus générale, les élèves de l'Ecole polytechnique ont vocation de servir également dans l'ensemble des activités de la nation.

Le second amendement a pour objet de préciser les conditions de gestion de l'Ecole polytechnique, à l'article 2 du projet, en ce qui concerne le conseil d'administration et l'officier général, directeur général et commandant militaire de l'école. L'un et l'autre de ces amendements ont été adoptés dans le souci de garder au texte le caractère indéniable d'ouverture qu'il présente en l'adaptant aux circonstances actuelles.

La commission n'a pas cru devoir retenir d'autres suggestions qui lui avaient été faites dans la mesure où, précisément, elles n'étaient pas dans cette ligne de pensée.

Enfin, la commission m'a chargé de demander au Gouvernement de lui confirmer que le conseil de perfectionnement subsistera et continuera de jouer son rôle consultatif actuel. Si la réponse du Gouvernement était négative, la commission présenterait un amendement qui tendrait à introduire, avant le dernier alinéa de l'article 2, le nouvel alinéa suivant :

« Le conseil d'administration est assisté d'un organe consultatif : le conseil de perfectionnement, dont la composition et le rôle sont fixés par décret. »

Sous le bénéfice de ces observations et moyennant l'adoption des amendements que nous vous soumettons, votre commission vous propose d'adopter le projet de loi qui vous est soumis.
(*Applaudissements.*)

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat.

M. André Fanton, secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat chargé de la défense nationale. Monsieur le président, je ne voudrais pas commencer mon propos sans remercier le Sénat de la bienveillance qu'il m'a témoignée en acceptant de prolonger un peu sa séance pour aborder ce texte.

Je voudrais très rapidement, après avoir remercié M. le rapporteur de l'exposé fort clair qu'il a fait des modalités de cette réforme, rappeler les raisons qui nous amènent à proposer aujourd'hui au Sénat de voter le texte qui lui est soumis. Ces raisons sont inscrites dans l'évolution qui, depuis bien des années, a marqué la vie de l'Ecole polytechnique et qui s'est manifestée à la fois par la modification des conditions d'entrée, par celle du statut des enseignants, enfin par la rénovation des méthodes pédagogiques.

Chacun a pu constater, au cours des années, que Polytechnique était devenue une école d'ingénieurs davantage qu'une école d'officiers et davantage une école d'ingénieurs civils que d'ingénieurs militaires. Cette évolution s'est traduite par un certain nombre de décisions, notamment par la désignation d'une commission d'études présidée par M. L'Hermite, qui a déposé un rapport à la suite duquel nous sommes aujourd'hui arrivés à ce projet de loi.

Ce projet recouvre un certain nombre de dispositions qui ont trait à la réforme de l'enseignement, au statut des élèves et au statut de l'école. Je n'insisterai pas sur la réforme de l'enseignement. J'ai fait allusion aux méthodes pédagogiques nouvelles et au statut des professeurs.

Pour l'Ecole polytechnique, il s'agit, comme pour la plupart des grandes écoles — mais pour celle-là plus encore que pour toutes les autres — d'avoir en même temps la spécialisation qu'exigent aujourd'hui les grandes écoles et l'entrée dans la vie professionnelle tout en maintenant la polyvalence que démontre son titre même. C'est d'ailleurs le sens de l'article premier du texte.

Quant au statut des élèves, il a déjà été amélioré par une décision prise à propos du remboursement des frais d'études et qui a fait l'objet d'un décret qui a été publié il y a un peu plus de deux mois. Le statut des élèves va être sensiblement modifié par ce texte. C'est pourquoi le Gouvernement souhaite que le Sénat l'adopte. Jusqu'à présent élèves officiers d'active, les élèves de l'Ecole polytechnique deviendront élèves officiers de réserve. C'est une évolution qui s'est marquée dans les faits tout au long des dernières années et qui doit se marquer maintenant dans les textes. Il y a donc une évolution importante dans ce domaine.

Les obligations militaires des intéressés ne seront pas modifiées. L'esprit de cette décision est plus conforme à la nouvelle vocation de l'école.

Pour l'information du Sénat, je rappelle que la décision de transférer l'Ecole polytechnique a été prise. Elle s'installera à Palaiseau aux environs de 1975. Les achats de terrain vont intervenir rapidement. Le but n'est pas seulement de faire changer l'Ecole polytechnique d'endroit; c'est de l'adapter aux méthodes modernes d'activité d'une grande école : développement de laboratoires correspondant à la spécialisation dont je parlais tout à l'heure, nécessité d'installations sportives dont chacun reconnaît que l'Ecole polytechnique n'est pas suffisamment pourvue à l'heure actuelle, modernisation générale des installations. C'est une entreprise qui mérite, je crois, la considération.

Mais au-delà de cette modification du statut des élèves et de cette modification matérielle de l'emplacement, se pose le problème du statut de l'école qui est, en définitive, l'objet essentiel du texte.

Dès 1908, par la reconnaissance de la personnalité civile et par l'institution d'un conseil, le législateur avait déjà marqué la nécessité de faire évoluer l'Ecole polytechnique. Aujourd'hui il s'agit d'aller plus loin et, par conséquent, de prendre un certain nombre de décisions qui doivent rester fidèles à des principes qu'on peut résumer de la façon suivante :

D'abord, Polytechnique reste une grande école. Je sais bien qu'il est quelquefois à la mode de dauber sur les grandes écoles, d'en critiquer l'esprit, voire l'existence. Je ne suis pas absolument sûr que l'évolution des choses et que la constatation quotidienne que nous faisons des mérites de ces écoles doivent nous permettre de rejoindre ces critiques faciles. L'école garde sa valeur grâce à la valeur de son enseignement et au niveau du concours d'entrée.

Des efforts ont été faits afin d'élargir le recrutement de l'école par l'institution d'un second concours. Dans ce domaine, nous devons bien être clairs : l'Ecole polytechnique reste une grande école, l'Ecole polytechnique reste aussi une école militaire.

Ce que j'ai dit tout à l'heure à propos du statut des élèves ne doit pas laisser ignorer que, si ce statut évolue, la tradition de l'Ecole polytechnique nous amène à maintenir celle-ci comme une école militaire.

Sur le plan purement juridique, si je puis m'exprimer ainsi, Polytechnique devient un établissement public à caractère administratif. C'est l'objet du texte qui vous est aujourd'hui proposé et dont les conséquences ne peuvent être que bénéfiques pour l'Ecole. Grâce à cette transformation du statut, l'Ecole polytechnique verra accentuer la personnalité civile dont elle jouit depuis 1908 pour l'administration des élèves, d'une part, pour l'organisation de l'enseignement, d'autre part, dont chacun s'accorde à penser qu'aujourd'hui plus qu'hier il est important que l'école ait des initiatives plus grandes que par le passé. Elle concrétise aussi de façon très claire la participation active à la direction, à la gestion, à l'administration et à l'animation de l'Ecole polytechnique d'hommes venus de différents horizons, qu'il s'agisse de l'Université, de l'industrie privée ou des milieux de la recherche.

Je ne voudrais pas insister plus longtemps sur les mérites et les vertus de l'Ecole que l'Assemblée nationale a considérés comme importants.

M. le rapporteur m'a posé une question. Si d'autres viennent s'y ajouter j'y répondrai au moment de la discussion des articles.

Pour conclure ce bref exposé, j'ajouterai que l'Ecole polytechnique est une institution quelquefois combattue, souvent décriée, mais une institution nationale qui fait honneur à notre pays, à notre enseignement et aussi à l'armée puisqu'il s'agit d'une institution militaire. Elle fait également honneur à la façon dont la France forme les cadres de son économie. Il

n'est que de constater, dans l'ensemble de l'économie française, l'importance prise par les anciens élèves de l'Ecole polytechnique.

Pour les élèves, il s'agit d'une ouverture généreuse puisque désormais, sans condition, ils seront appelés à occuper les emplois militaires ou civils, publics ou privés, justifiés par la haute qualification que l'enseignement de l'Ecole polytechnique leur a donnée.

Enfin, pour la gestion de l'école elle-même, les grands pouvoirs qui sont accordés au conseil d'administration où, je le rappelle, sont représentées les catégories dont je parlais tout à l'heure, donneront naturellement à ce conseil des responsabilités qu'il aura à cœur, nous en sommes convaincus, d'assumer.

Tout cela montre, me semble-t-il, que, dans ce domaine, il s'agit d'un projet qui doit recueillir l'assentiment du Sénat puisqu'il va dans le sens d'une plus grande ouverture d'une école qui fait honneur à notre enseignement supérieur et aussi à notre armée. (Applaudissements à droite et au centre.)

M. Jacques Eberhard. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Eberhard.

M. Jacques Eberhard. Monsieur le président, la brève intervention de M. le secrétaire d'Etat n'a pas apaisé les inquiétudes que nous avons sur certains points de ce projet de loi qui est étrangement muet sur le sort réservé au personnel de l'Etat en service à l'Ecole polytechnique, soit 142 ouvriers, qui bénéficient du statut des ouvriers de l'Etat selon le règlement de la défense nationale, et 50 fonctionnaires administratifs.

L'inquiétude manifestée à différentes reprises par les ouvriers d'Etat est parfaitement légitime. En effet, le changement de statut de l'école ne risque-t-il pas de remettre en cause les avantages d'un personnel dont le dévouement et la compétence sont reconnus de tous ?

La commission de la défense nationale de notre assemblée a décidé, je crois, de vous demander, monsieur le secrétaire d'Etat, de prendre l'engagement formel que le nouveau texte que vous nous demandez de voter ne mettra pas en cause le statut du personnel de l'Etat en service à Polytechnique. Nous serions désireux de connaître votre réponse à ce sujet.

M. André Fanton, secrétaire d'Etat. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat.

M. André Fanton, secrétaire d'Etat. Je voudrais rassurer M. Eberhard sur ce point.

Le personnel auquel il a fait allusion et auquel le Gouvernement, après lui, rend hommage pour son dévouement et sa compétence, conservera le statut à titre personnel qui est actuellement le sien. Par conséquent, il n'est en aucune façon menacé.

M. Jacques Eberhard. Je vous remercie.

M. le président. Personne ne demande plus la parole dans la discussion générale ?...

La discussion générale est close.

Avant de passer à la discussion des articles, j'informe le Sénat que j'ai été saisi, par M. Descours Desacres, d'une motion tendant à opposer la question préalable, ainsi libellée :

« En application de l'article 44, troisième alinéa, du règlement, le Sénat, considérant l'insuffisance de son information sur les buts et les incidences de la réforme de l'Ecole polytechnique qui lui est soumise, décide qu'il n'y a pas lieu de poursuivre la délibération sur le projet de loi relatif à cette école. »

La parole est à M. Descours Desacres.

M. Jacques Descours Desacres. Monsieur le président, monsieur le ministre, mes chers collègues, je voudrais tout d'abord exprimer à M. le secrétaire d'Etat l'émotion qu'éprouveront certainement les anciens élèves de l'Ecole polytechnique à la lecture, au *Journal officiel*, des propos que le Gouvernement a tenus à leur égard et qui les honore.

Plusieurs d'entre nous appartenant à différents groupes de cette assemblée m'ont demandé de poser en leur nom comme au mien la question préalable.

Le projet de loi qui est présenté à notre vote ne comporte, de la part du Gouvernement, qu'un exposé des motifs extrêmement bref et nul ne comprend la hâte qui a présidé à son inscription à l'ordre du jour alors que la mise en vigueur de ce texte sera en pratique subordonnée, par le biais des décrets d'application, au transfert de l'Ecole dans de nouveaux bâtiments non encore construits.

La lecture du rapport de l'Assemblée nationale nous apprend, en le regrettant, que le conseil de perfectionnement, qui est à la disposition du ministre pour étudier tous les problèmes touchant à l'enseignement général, au fonctionnement de l'Ecole et à l'emploi des polytechniciens, conseil qui, composé de personnalités particulièrement qualifiées, joue un rôle important, n'a même pas été consulté lors de la préparation du projet de loi. Le même rapport nous apprend également qu'un décret d'application lié au présent texte a été pris avant même le dépôt de celui-ci, le 13 avril 1970.

La présente question préalable a pour seul but de permettre une information complète du Parlement sur l'objet réel et les incidences éventuelles d'un texte relativement imprécis comme sur l'esprit dans lequel il sera appliqué.

Depuis quelque cent soixante-quinze ans, l'Ecole a évolué et rien dans son statut actuel ne paraît incompatible avec les directives fixées par le conseil interministériel du 23 janvier 1968 et très largement admises.

Nul ne conteste que des améliorations au statut actuel sont possibles, mais les critiques relatives au caractère militaire de l'Ecole visent en réalité les conditions générales de la formation des jeunes dans l'armée. La révision de celle-ci est une question ; c'en est une autre que de modifier profondément, sans examen suffisant, le statut et l'orientation d'une école qui s'est attachée, depuis sa création, à inculquer à ses élèves le sens de l'Etat et l'amour de la liberté et de la République.

Le vote de la question préalable nous permettrait d'y réfléchir dans les prochaines semaines sans retarder la mise en application de la réforme qui sera votée. (*Applaudissements sur de nombreuses travées.*)

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. André Monteil, président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. La commission aimerait connaître l'avis du Gouvernement.

M. le président. C'est toujours votre droit de le demander. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. André Fanton, secrétaire d'Etat. J'ai peut-être eu tort, tout à l'heure, de m'exprimer un peu brièvement dans le souci d'accélérer les travaux du Sénat car j'ai le sentiment en définitive, après avoir entendu M. Descours Desacres, que le Sénat se trouve peu informé.

Je voudrais lui dire que l'exposé des motifs, comme d'ailleurs le débat de l'Assemblée nationale, semble-t-il, exprime de façon assez claire les buts de la réforme. J'ai essayé tout à l'heure de les préciser mais je voudrais, avant d'y revenir, faire observer deux choses.

Premièrement, ce texte n'est pas d'application lointaine. En effet, s'il y a transfert de l'école polytechnique dans une perspective que, tout à l'heure, j'ai située en 1975, ce texte devra être appliqué le plus tôt possible et l'intention du Gouvernement, si le Parlement veut bien le voter, c'est de le faire dès la prochaine rentrée, notamment en ce qui concerne les élèves dont j'ai rappelé tout à l'heure que leur statut allait être modifié dans des conditions non négligeables. Je peux dire, sans travestir la vérité, que, sur ce point, ils désirent fermement passer du statut d'élèves-officiers d'active qu'ils sont encore aujourd'hui au statut d'élèves-officiers de réserve que le texte prévoit.

C'est un texte dont nous envisageons l'application pour la prochaine promotion d'élèves de l'Ecole polytechnique. Ce qui est vrai pour les élèves l'est également pour l'ensemble des structures qui seront mises en place. Le transfert en 1975 permettra un certain nombre d'améliorations matérielles et de développements futurs de l'école. Mais ce qui concerne le statut purement juridique — j'insiste sur ce point — n'a rien à voir avec le transfert.

Tout à l'heure, vous avez fait allusion au fait que le Gouvernement avait pris le décret du 13 avril 1970, lequel préjugait la mise au point du texte qui nous est actuellement soumis. Nous avons pris ce texte uniquement dans l'intérêt des élèves.

De quoi s'agissait-il en réalité ? De supprimer l'obligation de rembourser les frais d'études, faite aux élèves qui ne choisissent pas d'être au service de l'Etat. Nous n'avons pas, en cela, pris une initiative exorbitante du droit.

L'article 96 de la loi de finances de 1959 avait donné au Gouvernement la possibilité de prendre une telle décision. Pourquoi l'avoir fait seulement au mois d'avril 1970 ? Ce n'est en aucun cas pour mettre le Parlement devant le fait accompli ; c'est simplement parce que de plus en plus nombreux étant les élèves — les anciens de l'école connaissent bien le véritable problème — qui s'orientent vers une activité privée, il conviendrait de leur éviter d'avoir à rembourser les frais d'études. Il était permis de s'interroger sur le point de savoir si, finalement, la démocratisation de l'enseignement n'imposait pas de s'orienter le plus vite possible dans cette direction.

Cela ne met pas en cause le statut de l'école. La preuve en est qu'une telle décision pourrait être appliquée même si le projet de loi n'était pas voté, ce qui ne serait pas le cas des autres mesures que j'ai rapidement exposées tout à l'heure.

J'insiste donc auprès de votre assemblée — que M. Descours Desacres veuille bien m'en excuser — pour qu'elle rejette la question préalable.

En effet, quel serait la conséquence de son acceptation ? Tout d'abord le Sénat ne discuterait pas le texte, ce qui, évidemment, interdirait à l'Assemblée nationale de connaître le sentiment du Sénat sur le fond.

M. Marcel Pellenc. Ce n'est pas exact !

M. André Fanton, secrétaire d'Etat. Si j'ai bien compris, le vote de la question préalable interrompt le débat.

M. le président. Monsieur le secrétaire d'Etat, l'adoption de la question préalable équivaut au rejet du texte sans modification.

M. André Fanton, secrétaire d'Etat. Nous sommes bien d'accord : cela équivaudrait au rejet du texte avant la discussion des articles.

Le rejet de la question préalable s'impose si nous voulons véritablement adapter l'Ecole polytechnique à notre époque.

Il ne s'agit pas seulement d'une institution. J'en ai fait l'éloge ; je crois profondément à ce que j'ai dit et l'ensemble des Français, même ceux qui critiquent quelquefois l'école et ses élèves, en sont au fond d'eux-mêmes extrêmement fiers. Mais entre maintenir une institution et se refuser à l'adapter à l'évolution des choses, je crois qu'il y a une marge.

Notre projet n'est pas extraordinairement révolutionnaire.

En ce qui concerne l'article premier, votre commission des affaires étrangères a apporté une modification à laquelle le Gouvernement, vraisemblablement, ne verra pas beaucoup d'inconvénients, même s'il n'en a pas encore tout à fait saisi la portée, mais je pense que le débat permettra de la comprendre.

A quoi tendent les dispositions principales de ce texte ? A des améliorations — je l'ai dit tout à l'heure — intéressantes les élèves. Qui pourrait prétendre qu'on ne saurait faire intervenir cette évolution sans mettre en cause l'existence même de l'école ? Assurément personne.

En ce qui concerne le statut des professeurs, l'évolution a déjà commencé. Là non plus, il ne devrait pas y avoir de difficulté.

Alors, s'agit-il du statut juridique, de la transformation de l'école en un établissement public à caractère administratif ? Je ne veux pas croire que cette transformation à la fois profonde et modeste, puisqu'elle garde à l'école sa nature militaire et sa nature d'enseignement, suffise au Sénat pour refuser d'examiner un texte dont je crois profondément qu'il est bon dans ses principes comme dans son application.

Aussi, en m'excusant auprès de M. Descours-Desacres et des collègues au nom desquels il a défendu sa question préalable, je demande au Sénat de la rejeter, afin que nous passions à la discussion des articles.

M. André Monteil, président de la commission. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le président de la commission.

M. André Monteil, président de la commission. Monsieur le ministre, mes chers collègues, j'éprouve quelque gêne à prendre la parole à ce moment du débat devant la question préalable posée par l'association amicale des sénateurs polytechniciens. (*Sourires.*) Etant donné la réputation qu'on a fait au conflit des grandes écoles, je ne voudrais pas, mon cher collègue Descours Desacres, que vous pensiez qu'il s'agit d'un règlement de comptes entre l'Ecole normale supérieure et l'Ecole polytechnique. Mais je suis tenu, par les obligations de ma charge et le respect que je dois au vote de mes collègues, d'expliquer la position de la commission d'autant plus qu'après un examen qui, peut-être, à vos yeux n'a pas été assez sérieux, mais qui en tout cas a été long, j'ai mis aux voix le texte amendé par ma commission ; ce texte n'a reçu l'opposition d'aucun commissaire. Bien mieux, par une innovation singulière, notre commission a délibéré en présence de M. le rapporteur général de la commission des finances. Nous avons entendu ses suggestions, et je peux dire que les modifications que nous avons apportées au texte, nous les devons principalement, pour ne pas dire exclusivement, à M. le sénateur Pellenc.

M. Marcel Pellenc. C'est dommage que je ne puisse pas parler, monsieur le président.

M. André Monteil, président de la commission. Monsieur le rapporteur général, notre vieille amitié vous fait un devoir de ne pas laisser croire que ce que je viens de dire est inexact, car le procès-verbal des travaux de la commission existe et vous savez bien que je traduis exactement la vérité et la réalité de ce qui s'est passé.

M. Maurice Bayrou. C'est vrai !

M. André Monteil, président de la commission. La question préalable, comme on vient de l'indiquer, aura pour effet de décider qu'il n'y a pas lieu de poursuivre le débat ; c'est un rejet pur et simple. Etant donné l'exposé des motifs qui veut justifier cette question préalable, permettez-moi de vous dire, mes chers collègues, qu'une telle question pourrait s'appliquer à beaucoup de textes législatifs que nous examinons en cette fin de session car, et c'est la responsabilité du Gouvernement — comme je l'ai dit devant son représentant à la conférence des présidents tout à l'heure je peux bien le répéter en séance

publique — à force d'adopter comme méthode de gouvernement l'accumulation de textes, de projets compliqués, pas toujours en raison des nécessités de l'urgence, mais parce qu'on pense qu'en les votant rapidement, et disons « à la sauvette », ce sera plus commode pour le Gouvernement, on finit par aboutir à des situations analogues à celle dans laquelle nous nous trouvons.

M. Marcel Pellenc. C'est exactement le cas.

M. le président. Veuillez ne pas interrompre le président de la commission.

M. André Monteil, président de la commission. Si notre assemblée avait été saisie de ce texte dans le milieu du mois d'avril, par exemple, elle en aurait discuté longuement et vous ne vous trouveriez pas en ce moment devant le dépôt d'une question préalable.

Cela dit, que se passera-t-il si la question préalable est votée ? Le texte sera renvoyé à l'Assemblée nationale. Etant donné la composition politique, le laxisme politique de cette assemblée, je ne suis pas sûr que, contrairement aux espérances des auteurs de la question préalable, le texte nous reviendrait pour une seconde lecture avec de sérieuses modifications. J'ai tout lieu de craindre le contraire. Alors le texte nous reviendra vraisemblablement en l'état. Est-ce que nous poserons une deuxième question préalable ?

En tout cas, ce que je crains, mes chers collègues, et en fonction du proverbe selon lequel le mieux est l'ennemi du bien, je crains que vous ne renvoyiez le texte devant l'Assemblée nationale pour une autre lecture sans que l'Assemblée nationale ne connaisse l'opinion du Sénat et ne puisse entendre les suggestions du Sénat, de telle sorte que finalement, j'ai à redouter que l'Assemblée nationale ait le dernier mot et qu'ayant voulu un texte plus parfait que celui-ci, que vous propose votre commission des affaires étrangères et de la défense nationale, vous n'en soyez réduits, finalement, à voter un texte qui sera beaucoup moins bon.

Sur l'article premier, sur l'article 2 et peut-être sur l'article 3, si la réponse du Gouvernement concernant la survie du conseil de perfectionnement n'est pas favorable, notre texte était de nature à donner satisfaction aux anciens polytechniciens qui sont, à juste titre, attachés à leur école, car ces amendements nous ont été présentés dans une large mesure par eux-mêmes.

Mes chers collègues, je ne voudrais pas qu'en m'opposant à la question préalable je paraisse, au nom de ma commission, comme moins soucieux que les auteurs de la question préalable de défendre une certaine conception d'avenir de l'Ecole polytechnique. C'est tout simplement par un effet de précaution politique. Je crains qu'en voulant plus et dans les faibles délais que l'ordre du jour de la fin de nos travaux nous laissera, vous ne soyez moins bien servis demain que vous ne l'êtes aujourd'hui par les amendements qu'a proposés et défendus tout à l'heure M. Carrier. (*Applaudissements sur de nombreuses travées.*)

M. le président. Je rappelle au Sénat qu'en vertu des dispositions de l'article 44, alinéa 3, du règlement, le vote sur la question préalable a lieu immédiatement après le débat limité prévu à l'alinéa 8 et que, dans ce débat, ont seuls droit à la parole l'auteur de l'initiative — nous l'avons entendu — un orateur d'opinion contraire — nous n'en avons pas entendu, mais si vous voulez exprimer l'opinion contraire, monsieur Pellenc, je peux vous donner la parole — le président ou le rapporteur de la commission saisie au fond et le Gouvernement.

Quelqu'un demande-t-il la parole contre la question préalable ?...

M. Jacques Soufflet. Je ne demande pas la parole réellement contre la question préalable...

M. le président. Dans ce cas-là, je ne peux pas vous donner la parole.

M. Gaston Monnerville. Application du règlement !

M. Jacques Soufflet. En fait, je suis contre la question préalable, monsieur le président, mais je veux souligner un point précis : on a dit tout à l'heure que s'était manifestée une « amicale des sénateurs polytechniciens ». Tous les sénateurs polytechniciens ne font pas partie de cette amicale puisque M. Jean Fleury, qui était présent en séance il y a quelques minutes, m'a chargé de dire qu'il était d'accord sur le texte présenté par le Gouvernement et amendé par la commission de la défense nationale.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix la question préalable.

Je suis saisi d'une demande de scrutin public émanant du groupe de l'U. D. R.

Il va être procédé au scrutin dans les conditions réglementaires.

(*Le scrutin a lieu.*)

M. le président. Personne ne demande plus à voter ?...

Le scrutin est clos.

(*Il est procédé au comptage des votes.*)

M. le président. Voici le résultat du dépouillement du scrutin n° 50 :

Nombre des votants.....	246
Nombre des suffrages exprimés.....	244
Majorité absolue des suffrages exprimés..	123
Pour l'adoption.....	161
Contre	83

Le Sénat a adopté.

En conséquence, conformément à l'article 44, alinéa 3 du règlement, le projet de loi est rejeté.

— 7 —

SERVICE DE SANTE DES ARMEES

Adoption d'un projet de loi.

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, modifiant la loi n° 68-703 du 31 juillet 1968 relative aux corps militaires des médecins des armées, des pharmaciens chimistes des armées, des personnels militaires féminins, des officiers techniciens et des sous-officiers du service de santé des armées. [N° 258 et 272 (1969-1970).]

Dans la discussion générale, la parole est à M. le rapporteur.

M. Raymond Boin, rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. Monsieur le président, monsieur le secrétaire d'Etat, mes chers collègues, il y a deux ans je rapportais devant vous un projet de loi relatif au service de santé des armées qui, à ce moment-là, était unifié. Cette loi de 1968 n'était pas complète, puisqu'aujourd'hui un nouveau texte vous est présenté.

Il contient quatre compléments à la loi : les conditions de nomination des médecins et des pharmaciens chimistes des armées au premier grade d'officier et de prise de rang dans ce grade, l'affectation obligatoire au service de santé, pendant leur service militaire, des étudiants en médecine, en pharmacie et en chirurgie dentaire et leur nomination au grade d'aspirant ou d'officier de réserve, la date jusqu'à laquelle le corps des officiers techniciens du service de santé pourra se recruter parmi les militaires des trois armées et l'organisation des corps de réserve du service de santé.

Il faut noter que les dispositions des paragraphes 1^{er} et 2 ne concernent pas, au point de vue des nominations dans le grade, le classement des intéressés qui intervient, comme il était prévu. Mais, en revanche, à l'issue des examens de sortie de l'école d'application, les nominations seront effectuées dès que les intéressés auront acquis leur grade de docteur en médecine. Cette dernière disposition tient compte du fait qu'en particulier les soutenances de thèse ne peuvent être soumises à un calendrier rigoureux et elle a peut-être l'avantage d'encourager les intéressés à ne pas trop attendre pour présenter leur thèse.

Le paragraphe 3 mentionne les chirurgiens dentistes de réserve. C'est très important, car jusqu'à présent ce sont eux seuls qui ont assuré l'exercice de l'art dentaire dans l'armée française. Il n'y a pas de chirurgien dentiste d'active. La commission de la défense nationale a étudié cette question et pense que dans l'avenir il serait peut-être nécessaire de créer un corps de chirurgiens dentistes d'active car les réserves sont les réserves, mais ces spécialistes peuvent manquer à un moment donné. Une telle création donnerait peut-être plus de cohérence au service de santé. Nous vous laissons maître du moment où il sera possible de discuter de ce problème.

La dernière question très importante a trait aux officiers techniciens. Vous savez, mes chers collègues, qu'ils sont recrutés dans les différentes armées suivant leurs aptitudes. Or, le corps des sous-officiers des services de santé n'étant pas assez important, la loi de 1968 prévoyait que les officiers techniciens du service de santé seraient recrutés dans les trois armées. Cette période devait se terminer le 1^{er} octobre 1971. Or, il apparaît que, actuellement, l'organisation du corps des sous-officiers du service de santé destinés ultérieurement à assurer le recrutement des officiers techniciens, n'est pas en place et qu'il est nécessaire de proroger la date jusqu'à laquelle le Gouvernement permettra aux services de santé de recruter les officiers techniciens dans les trois armées.

Telles sont les dispositions principales de ce projet de loi qui n'est qu'une addition à la loi de 1968.

Je demanderai tout de même à M. le secrétaire d'Etat de nous donner l'assurance que, dans le prochain texte de loi sur le service militaire — la question m'a été posée en commission — les internes des hôpitaux des facultés de médecine continuent, comme actuellement, à bénéficier de l'admission au grade de sous-lieutenant, alors que l'on exige la thèse pour les docteurs en médecine. Jusqu'à présent le concours de l'internat équivalait au doctorat en médecine. Je demande que l'on maintienne ces

dispositions dans le prochain texte et dans l'affirmative, au nom de la commission, je demande au Sénat de vouloir bien approuver le texte du projet de loi qui nous est proposé. (*Applaudissements.*)

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat.

M. André Fanton, secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat chargé de la défense nationale. Monsieur le président, j'ai peu de choses à ajouter à ce que vient de dire votre rapporteur qui a exposé très clairement les objectifs de ce modeste projet de loi.

Je voudrais simplement répondre à la question posée qu'il m'a posée : dans la mesure où les règles concernant l'organisation des études et celles concernant l'organisation du service national ne sont pas fondamentalement modifiées, ma réponse est positive. Le régime actuel sera naturellement maintenu.

En ce qui concerne les trois points du projet de loi, je crois que j'aurais mauvaise grâce à insister. Votre rapporteur a vraiment tout dit. (*Applaudissements.*)

M. le président. Personne ne demande plus la parole dans la discussion générale ? ...

La discussion générale est close.

Nous passons à la discussion des articles.

Article 1^{er}.

M. le président. « Art. 1^{er}. — La loi n° 68-703 du 31 juillet 1968 est modifiée ainsi qu'il suit :

« I. — A l'article 6, il est inséré entre l'alinéa 3 et l'alinéa 4 la disposition suivante :

« Les médecins recrutés au titre du 1° ci-dessus sont nommés médecins de 2° classe à dater du 1^{er} janvier de l'année au cours de laquelle ils ont obtenu le diplôme d'Etat de docteur en médecine ; les médecins recrutés au titre du 2° ci-dessus, à dater du 1^{er} janvier, de l'année au cours de laquelle ils ont été admis au concours. Ils bénéficient de la solde correspondante à compter du premier jour du mois au cours duquel ils ont obtenu leur diplôme ou ont été admis au concours.

« II. — A l'article 15, il est inséré entre l'alinéa 3 et l'alinéa 4 la disposition suivante :

« Les pharmaciens chimistes recrutés au titre du 1° ci-dessus sont nommés pharmaciens chimistes de 2° classe à dater du 1^{er} janvier de l'année au cours de laquelle ils ont obtenu le diplôme d'Etat de pharmacien ; les pharmaciens chimistes recrutés au titre du 2° ci-dessus, à dater du 1^{er} janvier de l'année au cours de laquelle ils ont été admis au concours. Ils bénéficient de la solde correspondante à compter du premier jour du mois au cours duquel ils ont obtenu leur diplôme ou ont été admis au concours.

« III. — Au titre VI : « Dispositions diverses » il est ajouté l'article 29 bis suivant :

« Art. 29 bis. — Les étudiants en médecine, en pharmacie et en chirurgie dentaire accomplissant le service militaire actif sont affectés au service de santé des armées.

« Ils peuvent être nommés, dans des conditions fixées par décret notamment en ce qui concerne les diplômes obtenus :

« — médecin, pharmacien chimiste, chirurgien-dentiste aspirant de réserve ;

« — médecin, pharmacien chimiste, chirurgien-dentiste de 2° classe de réserve.

« L'organisation des corps de réserve des médecins, des pharmaciens chimistes et des chirurgiens-dentistes est fixée par décret.

« IV. — A l'article 31, les deux derniers alinéas sont remplacés par les dispositions suivantes :

« b) Du corps des officiers techniciens du service de santé qui, jusqu'à une date qui sera fixée par décret, pourra se recruter parmi les militaires des armées de terre, de mer et de l'air remplissant les conditions de qualification, de service et, le cas échéant, de grade, exigées. »

Personne ne demande la parole ? ...

Je mets aux voix l'article 1^{er}.

(*L'article 1^{er} est adopté.*)

Article 2.

M. le président. « Art. 2. — Les dispositions de la présente loi entrent en vigueur le 1^{er} janvier 1969. » — (*Adopté.*)

M. le président. Je vais mettre aux voix l'ensemble du projet de loi.

M. Antoine Courrière. Je demande la parole pour explication de vote.

M. le président. La parole est à M. Courrière.

M. Antoine Courrière. Mon groupe votera ce texte parce qu'il sent la nécessité de rectifier certaines erreurs qui avaient été commises. Si j'ai bien compris, on nous demande de nous prononcer sur un texte rectificatif à un texte voté il y a assez peu de temps dans des conditions analogues à celles dans lesquelles se déroulera cette fin de session, c'est-à-dire dans la bousculade et sans que le Sénat et les commissaires aient le temps matériel d'étudier les textes qu'on leur demande de voter. Il faudra qu'à l'avenir cela change. Nous en avons d'ailleurs longuement parlé cet après-midi à la conférence des présidents. Si le projet de loi relatif à l'Ecole polytechnique a connu tout à l'heure le sort que vous savez, c'est certainement en grande partie parce qu'on nous fait voter dans la précipitation, sans avoir eu la possibilité d'étudier les textes. (*Très bien ! sur les travées socialistes.*)

M. André Fanton, secrétaire d'Etat. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat.

M. André Fanton, secrétaire d'Etat. L'ensemble de ce texte ne répond pas à la caractéristique que M. Courrière vient d'évoquer. En ce qui concerne les nominations aux grades dont a parlé M. le rapporteur, il s'agit simplement d'une constatation : le Gouvernement et le législateur de l'époque avaient pensé que cette question relevait du pouvoir réglementaire. Le Conseil d'Etat en a jugé autrement et nous venons devant le Parlement.

En ce qui concerne la création du corps des officiers techniciens, les difficultés sont non pas d'ordre juridique, mais d'ordre matériel : le délai que nous avons retenu est finalement apparu trop court et nous demandons au Parlement de le prolonger. Par conséquent, il s'agit de rectifications qui ne sont pas dues au Parlement, je m'empresse de le dire, mais qui ne sont pas dues, non plus, forcément, au Gouvernement. Cela dit, je ne fais pas de liaison entre le scrutin qui va intervenir et le précédent. (*Sourires.*)

M. le président. Il n'y a pas d'autre explication de vote ? ...

Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

(*Le projet de loi est adopté.*)

— 8 —

SUSPENSION ET REPRISE DE LA SEANCE

M. le président. Mes chers collègues, il est vingt heures vingt-cinq. Il reste à examiner trois textes dont la délibération devrait vraisemblablement durer une bonne heure.

Par conséquent, le Sénat voudra sans doute suspendre maintenant ses travaux pour les reprendre à vingt-deux heures quinze. (*Assentiment.*)

La séance est suspendue.

(*La séance, suspendue à vingt heures vingt-cinq minutes, est reprise à vingt-deux heures vingt minutes, sous la présidence de M. Alain Poher.*)

PRESIDENCE DE M. ALAIN POHER

M. le président. La séance est reprise.

— 9 —

COMMUNICATION DE M. LE PREMIER MINISTRE

M. le président. J'ai reçu de M. le Premier ministre la lettre suivante :

« Paris, le 11 juin 1970.

« Monsieur le président,

« J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'en application de l'article 54 de la Constitution, j'ai soumis à l'examen du Conseil constitutionnel la question de savoir si les engagements internationaux mentionnés ci-dessous sont conformes à la Constitution :

« Traité portant modification de certaines dispositions budgétaires des traités instituant les communautés européennes et du traité instituant un conseil unique et une commission unique des communautés européennes, signé à Luxembourg le 22 avril 1970 ;

« Décision du 21 avril 1970 relative au remplacement des contributions financières des Etats membres par des ressources propres aux communautés.

« Je vous prie de croire, monsieur le président, à l'assurance de ma très haute considération.

« Signé : JACQUES CHABAN-DELMAS. »

Acte est donné de cette communication.

— 10 —

CONVENTION CONSULAIRE AVEC LA ROUMANIE

Adoption d'un projet de loi.

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant la ratification de la convention consulaire, signée le 18 mai 1968, entre la République française et la République socialiste de Roumanie. [N° 202 et 267 (1969-1970).]

Dans la discussion générale la parole est à M. le rapporteur.

M. Pierre de Chevigny, rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. Toute convention internationale, mes chers collègues, mérite ratification du Parlement, comme vous le savez, même lorsqu'il s'agit, comme c'est le cas aujourd'hui, d'une convention consulaire, c'est-à-dire qui n'est exorbitante en rien du droit coutumier international.

Ce ne serait qu'une ratification de routine, s'il ne s'agissait d'un pays, la Roumanie, qui est lié à la France par un certain nombre de liens, notamment de liens d'amitié, depuis son accession à l'indépendance au dix-neuvième siècle. Amitié qui a été renforcée en 1926, à une époque où l'influence française s'est établie d'une façon solide, estompée entre 1940 et 1963 par le conflit mondial, où ce pays s'est trouvé loin de nous, puis par l'instauration d'un régime de démocratie populaire, mais renforcée à nouveau à partir de 1963, date à laquelle le président Maurer est venu en visite à Paris — et c'était le premier chef de gouvernement de démocratie populaire à y venir — puis en 1968, lors de la visite du général de Gaulle à Bucarest, enfin en 1970, où la dernière visite gouvernementale est celle de notre ministre des finances.

Un certain nombre de témoins, outre moi-même, se souviennent qu'en 1966, au cours d'une mission d'information, nous avons pu constater la réalité de l'amitié franco-roumaine, une amitié qui n'était pas simplement diplomatique, et l'importance de la langue française en Roumanie, qui est celle du monde intellectuel et politique et qui est étudiée comme première langue étrangère dans les lycées.

L'examen de ce projet de loi coïncide avec la visite du président Ceausescu, chef de l'Etat roumain, à Paris et je suis persuadé que le Sénat voudra saluer cette correspondance.

Le gouvernement roumain, enfin, a eu constamment une attitude de grande indépendance dans ses relations avec ses voisins et on s'est plu quelquefois à rapprocher cette politique de celle du gouvernement français. Simple constatation d'ailleurs, mais qui est de nature à souligner le caractère exemplaire des relations franco-roumaines.

Pour situer rapidement cette convention dans un cadre plus large disons que, sur le plan économique, en janvier 1967, a été signé une convention créant une commission mixte gouvernementale franco-roumaine de coopération économique, scientifique et technique, que nous sommes au troisième rang des fournisseurs de la Roumanie et au quatrième rang de ses clients.

Sur le plan diplomatique, rappelons que nous avons normalisé nos relations avec les pays de l'Est depuis un certain nombre d'années — et ce sera chose faite lorsque la convention signée avec la Tchécoslovaquie aura été ratifiée dans cette assemblée — à l'exception de l'Albanie, non pas qu'il n'y ait pas eu convention, mais parce que ce pays l'a dénoncée il y a quelques années.

Vous avez pu prendre connaissance dans son détail de la convention elle-même puisqu'elle figure dans mon rapport. Bien qu'il n'y ait que 1.300 Roumains en France et 700 Français en Roumanie, le développement remarquable des échanges commerciaux avec la Roumanie, d'une part, et celui du tourisme, d'autre part, justifient pleinement cette convention qui définit, comme toute convention consulaire, le rôle des consuls, rôle de protection des nationaux et des biens à l'étranger.

Vous savez que la convention de Vienne est une convention type à laquelle tous les pays occidentaux se réfèrent, mais vous savez aussi qu'elle n'a pas été acceptée par les pays de l'Est. Cependant, la convention qui vous est soumise ressemble beaucoup à cette convention type.

Le chapitre premier traite des relations consulaires et des conditions d'établissement d'un poste consulaire sur le territoire de l'autre Etat. Le chapitre II définit les conditions d'exercice des fonctions consulaires et le chapitre III les facilités, privilèges et immunités accordés au personnel des postes consulaires.

Néanmoins, quelques difficultés ont amené des mesures contradictoires avec les règles types de la convention de Vienne et je puis vous en citer quelques-unes. En matière d'inviolabilité des locaux consulaires, aucune exception n'est prévue en cas d'incendie. Péricule le bâtiment, plutôt que de le violer !

Pour la valise diplomatique, la Roumanie a refusé que, dans certains cas, l'Etat de résidence puisse être autorisé à l'ouvrir.

Tout ce qu'il peut faire, c'est la renvoyer avec son contenu dans le cas de découverte exceptionnelle.

En cas d'arrestation d'un des ressortissants, le droit de visite du consul reste entier et il n'est pas soumis à l'acceptation de l'intéressé. La France, du moins, a obtenu que s'écoule un certain délai, qui permettra aux autorités françaises de prendre connaissance de la volonté du détenu.

Je ne crois pas qu'il soit nécessaire de donner d'autres détails sur cette convention consulaire qui n'appelle pas d'observation particulière de la part de la commission. Dans le cadre de l'amitié franco-roumaine et de son développement, la commission fait appel à l'unanimité du Sénat pour la ratifier. (Applaudissements.)

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat.

M. Jean-Louis Tineaud, secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat chargé des relations avec le Parlement. Monsieur le président, mesdames, messieurs les sénateurs, la discussion de ce texte me donne l'occasion de rendre ici hommage, au nom du Gouvernement, à cette vieille amitié entre les deux grands pays que sont la Roumanie et la France.

L'excellence du rapport de M. de Chevigny va me permettre d'être très bref en vous exposant les raisons pour lesquelles le Gouvernement vous demande d'adopter ce projet de loi.

La convention dont vous avez à discuter a déjà été ratifiée, le 21 décembre 1968, par les autorités roumaines et elle prend place dans la série des accords relatifs à la situation des personnes dont la France a entrepris la conclusion depuis plusieurs années.

Il y a lieu de rappeler que des conventions consulaires ont été conclues avec la Hongrie et l'U. R. S. S. en 1966, la Bulgarie en 1968 et la Tchécoslovaquie au mois de janvier 1969, cette dernière convention devant être prochainement soumise à votre approbation.

Ce réseau d'accords, en tendant à faciliter les relations, dans tous les domaines, entre les ressortissants des deux pays, s'inscrit donc heureusement dans le cadre général de notre politique à l'égard des pays de l'Europe centrale et orientale.

C'est sous le bénéfice de ces observations très rapides que je vous demande, mesdames, messieurs les sénateurs, d'adopter ce projet de loi qui a déjà été voté à l'unanimité par l'Assemblée nationale.

M. le président. Personne ne demande plus la parole dans la discussion générale ?...

La discussion générale est close.

Article unique.

M. le président. Nous passons à la discussion de l'article unique.

« Article unique. — Est autorisée la ratification de la convention consulaire signée le 18 mai 1968 entre la République française et la République socialiste de Roumanie, dont le texte est annexé à la présente loi. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article unique du projet de loi.

(Le projet de loi est adopté.)

M. le président. Je constate que le projet de loi a été adopté à l'unanimité.

Vous me permettrez, mes chers collègues, de vous remercier du vote de ce projet de loi et de m'en réjouir à un double titre : tout d'abord, parce que nous allons recevoir à Paris le président de la République socialiste de Roumanie ; ensuite, parce que ce pays traverse actuellement des difficultés très graves et qu'il fait face à des circonstances exceptionnelles.

— 11 —

TRAITE SUR L'ESPACE EXTRA-ATMOSPHERIQUE

Adoption d'un projet de loi.

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant la ratification du traité sur les principes régissant les activités des Etats en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la lune et les autres corps célestes, du 27 janvier 1967. [N° 210 et 243 (1969-1970).]

Dans la discussion générale, la parole est à M. le rapporteur.

M. Raymond Boin, rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. Monsieur le président, monsieur le secrétaire d'Etat, mes chers collègues, j'ai à vous rapporter, au nom de la commission des affaires étrangères, le projet de loi portant ratification du traité du 27 janvier 1967 régissant les activités des Etats en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la lune et les autres corps célestes.

C'est une vieille affaire puisque, si nous nous reportons aux débats de l'O. N. U., c'est dès 1958 que fut constitué le comité

des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique. Par la suite, en 1963, fut adopté un programme de coopération entre les Etats dans l'espace.

Puis, c'est le traité de Moscou, qui interdit les essais nucléaires, sauf les essais nucléaires souterrains. Enfin, le 8 mai 1966, le président Johnson, au nom des Etats-Unis d'Amérique, et, le 16 mai 1966, le Gouvernement soviétique proposent la conclusion d'un accord international sur les principes juridiques régissant les activités des Etats dans le domaine de l'exploration et de l'utilisation de la lune et des corps célestes. Un sous-comité est nommé et, quelques années après, un accord a lieu. Cet accord a été signé le 27 janvier 1967.

L'article 1^{er} décide en effet que l'exploration et l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique doivent se faire pour le bien et dans l'intérêt de tous les pays ; elles sont l'apanage de l'humanité tout entière. L'espace extra-atmosphérique peut être exploré et utilisé librement par tous les Etats, sans aucune discrimination ; toutes les régions des corps célestes doivent être librement accessibles. Le corollaire de cette idée est exprimé dans l'article 2 : « L'espace extra-atmosphérique ne peut faire l'objet d'appropriation nationale par proclamation de souveraineté, ni par voie d'utilisation ou d'occupation. »

L'article 3 précise que les activités des Etats parties au traité relatives à l'exploitation extra-atmosphérique doivent s'effectuer conformément au droit international, y compris la charte des Nations unies, en vue de maintenir la paix et la sécurité internationales et de favoriser la coopération et la compréhension internationales. Le corollaire de ce principe est contenu dans l'article 4, dont l'importance ne peut échapper : « Les Etats parties au traité s'engagent à ne mettre sur orbite autour de la Terre aucun objet porteur d'armes nucléaires ou de tout autre type d'armes de destruction massive... Tous les Etats parties au traité utiliseront la Lune et les autres corps célestes exclusivement à des fins pacifiques. »

Ces grands principes une fois énumérés, le traité en tire les conséquences dans les articles 5 et suivants du traité. Ainsi, lorsque le Président de la République française et M. Kossyguine ont, lors du dramatique sauvetage de l'équipage d'*Apollo XIII*, proposé de mettre tous leurs navires à la disposition des astronautes en péril, ils agissaient en conformité de l'article 5 du traité du 27 janvier 1967.

L'article 6 traite de la responsabilité internationale des Etats signataires pour les activités nationales dans l'espace extra-atmosphérique. Si les activités sont poursuivies par une organisation internationale, la responsabilité du respect des dispositions du traité incombera à cette organisation internationale et aux Etats qui font partie de ladite organisation.

Le traité, dans ses articles 10 et 11, stipule que, pour favoriser la coopération internationale en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, les Etats parties au traité examineront les demandes d'autres Etats signataires tendant à obtenir des facilités pour l'observation des objets spatiaux lancés par ces Etats. Les Etats qui mènent des activités dans l'espace extra-atmosphérique conviennent d'informer le secrétaire général de l'O.N.U. ainsi que le public de la nature et de la conduite de ces activités, des lieux où elles sont poursuivies et de leurs résultats.

Toutes les stations et installations se trouvant sur la Lune ou sur d'autres corps célestes seront accessibles, dans des conditions de réciprocité, aux représentants des autres Etats parties au traité.

Nous n'irons pas plus avant dans l'analyse et la critique de ce traité, M. Cousté, dans son excellent rapport à l'Assemblée nationale, avait traité très complètement l'ensemble de la question ; il a estimé notamment que, jugé en fonction des intérêts français, le traité, tous comptes faits, est pour nous plus avantageux que gênant.

A ce sujet, nous voudrions souligner l'importance de l'article 4 du traité comportant engagement des Etats signataires de ne mettre sur orbite autour de la Terre aucun objet porteur d'armes nucléaires et d'utiliser la Lune et les autres corps célestes exclusivement à des fins pacifiques. Le satellite porteur de bombe nucléaire a souvent été considéré comme l'arme absolue, la menace suprême suspendue au-dessus de l'humanité comme une véritable épée de Damoclès, puisqu'il suffirait à la puissance détentrice de l'engin d'appuyer sur un bouton pour déclencher le cataclysme sans qu'aucune parade soit possible.

Je vous signale tout de même qu'il est prévu, dans ce traité, qu'un engin nucléaire parti d'un Etat quelconque passant dans l'espace extra-atmosphérique peut redescendre sans que ce soit interdit, mais il ne doit pas y stationner, ni être accroché à un satellite.

Ce traité constitue l'une des étapes des efforts entrepris en faveur d'un désarmement partiel. Cette route a été jalonnée depuis 1963 par le traité de Moscou bannissant les expériences atomiques autres que souterraines, par l'accord américano-soviétique sur la dénucléarisation des fonds marins, par la

mise hors la loi, au moins *de facto*, des armes bactériologiques et par le traité de non-prolifération nucléaire. Ces efforts se poursuivent actuellement à Vienne où représentants soviétiques et américains recherchent un accord sur une limitation des armements stratégiques.

Parmi tous ces accords, seul le traité qui nous est soumis aujourd'hui a recueilli la signature de la France ; nous nous en réjouissons vivement, mais je me tourne vers le Gouvernement pour lui demander s'il s'agit d'une démarche isolée ou de l'amorce d'une évolution de notre politique vers une attitude moins intransigeante en ce qui concerne la politique du désarmement, qui impliquerait notamment notre retour au sein de la commission des Dix-huit à Genève.

La question, monsieur le secrétaire d'Etat, vaut la peine d'être posée de savoir si l'action de la France ne serait pas plus positive si notre pays participait aux négociations sur ces problèmes, avec la possibilité d'améliorer des textes souvent insuffisants, mais qui ont tout de même le mérite d'exister, plutôt que de garder, de concert avec la seule Chine de Pékin, une attitude sévèrement critique en refusant toute participation.

Nous savons les obstacles que constituerait pour la mise au point de notre force de dissuasion une adhésion immédiate au traité de Moscou ; une position de principe favorable, réservant notre adhésion pour une date aussi rapprochée que possible de la fin de nos expériences nucléaires, pourrait nous permettre de remédier à cette situation. Nous n'apercevons pas, en tout cas, les inconvénients pour notre politique nucléaire nationale d'une adhésion au traité de non-prolifération.

Tel est, mesdames, messieurs, le texte que je me suis efforcé d'analyser pour vous au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées et que je vous demande, en son nom, de bien vouloir adopter. (*Applaudissements.*)

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat.

M. Jean-Louis Tinaud, secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, chargé des relations avec le Parlement. Monsieur le président, mesdames, messieurs les sénateurs, votre rapporteur, M. Raymond Boin, vous a ramenés sur terre, si j'ose m'exprimer ainsi (*Sourires*), en vous analysant rapidement, en un flash intelligent, le texte que vous avez à discuter.

Il m'a demandé incidemment si c'était une amorce. Oui, c'est mieux qu'une amorce. La France a signé, comme vous le savez, cette convention le 25 septembre dernier sur l'espace extra-atmosphérique. Avant que cette décision de signature ait été arrêtée, les différents ministères ont été consultés et, tous comptes faits, ils ont estimé qu'étant donné la position de la France par rapport aux autres Etats dans le domaine des activités spatiales, les stipulations que contient ce traité sont pour notre pays plus avantageuses que gênantes.

C'est la raison pour laquelle, sous le bénéfice de ces très courtes observations, je vous demande, au nom du Gouvernement, d'adopter le projet de loi qui vous est soumis et qui, comme le précédent, a été voté à l'unanimité par l'Assemblée nationale. (*Applaudissements.*)

M. le président. Personne ne demande plus la parole dans la discussion générale ?...

La discussion générale est close.

Article unique.

M. le président. Nous passons à la discussion de l'article unique.

« *Article unique.* — Est autorisée la ratification du traité sur les principes régissant les activités des Etats en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la lune et les autres corps célestes, du 27 janvier 1967, dont le texte est annexé à la présente loi. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article unique du projet de loi.

Conformément à l'article 59 du règlement, il y a lieu de procéder à un scrutin public.

Il va y être procédé dans les conditions réglementaires.

(*Le scrutin a lieu.*)

M. le président. Personne ne demande plus à voter ?...

Le scrutin est clos.

(*Il est procédé au comptage des votes.*)

M. le président. Voici le résultat du dépouillement du scrutin (n° 51) :

Nombre des votants.....	280
Nombre des suffrages exprimés.....	280
Majorité absolue des suffrages exprimés.	141

Pour l'adoption..... 280

Le Sénat a adopté. (*Applaudissements*)

Je constate que ce projet de loi a été voté à l'unanimité.

— 12 —

MOYENS D'ACTION DES COMMISSIONS D'ENQUETE ET DE CONTROLE PARLEMENTAIRES

Adoption d'une proposition de loi.

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion des conclusions du rapport fait par M. Etienne Dailly, au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur la proposition de loi de MM. Etienne Dailly, Jean de Bagneux, Auguste Billiemaz, Raymond Brun, Roger Carcassonne, Henri Caillavet, Michel Chauty, André Diligent, Jean Gravier, Louis Gros, Gustave Héon, René Jager, Louis Jung, Bernard Lemarié, Pierre Marilhac, Paul Mistral, Léon Motais de Narbonne, Dominique Pado, Jacques Pelletier, Jacques Rastoin, Georges Rougeron, François Schleiter et René Tinant tendant à compléter l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires, en vue de préciser les moyens d'action des commissions d'enquête et de contrôle. [N° 85 (1968-1969), 240 et 241 (1969-1970).]

Dans la discussion générale la parole est à M. le rapporteur.

M. Etienne Dailly, rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. Monsieur le président, mes chers collègues, la proposition de loi que j'ai l'honneur de rapporter devant vous a, certes, été déposée dès 1968, à l'issue des travaux de la commission de contrôle qui avait été chargée par le Sénat d'examiner les problèmes posés par l'accomplissement des missions propres à l'O. R. T. F. Elle a été déposée à nouveau depuis, puisque, compte tenu de son dépôt déjà ancien, elle était devenue caduque. Mais s'agissant d'une proposition de loi, d'ailleurs signée par la plupart des membres de cette commission de contrôle, le texte qui vous est soumis ce soir est celui de la commission, comme il se doit en matière de propositions de loi.

Le texte que j'ai l'honneur de rapporter vise à doter les commissions d'enquête et de contrôle des moyens élémentaires qui leur font actuellement défaut. Les commissions d'enquête étaient bien connues ; les premières ont été créées en Grande-Bretagne dès le XVIII^e siècle et en France elles ont fait leur apparition en 1832 au moment de la Monarchie de Juillet. Mais aucun texte n'en a codifié les pouvoirs avant la III^e République, avant cette loi du 23 mars 1914 qui leur a permis de convoquer une personne dont l'audition leur paraissait utile, tout contrevenant étant, à moins qu'il ne justifie d'une excuse légitime, puni d'une amende ; il pouvait de plus faire l'objet d'un mandat d'amener. Quant aux refus de prestation de serment, faux témoignages, subornations de témoins, ils étaient punis comme en matière judiciaire. Enfin, les membres de la commission, les témoins et toutes les personnes qui avaient été appelées devant elle ou avaient participé à ses travaux étaient tenus au secret.

Pendant toute la III^e République, on a vécu sous l'empire de ce texte. Sous la IV^e République, les pouvoirs de ces commissions d'enquête ont été étendus à des sous-commissions de contrôle qui avaient été créées par la loi de 1947 pour contrôler, notamment, la gestion des entreprises nationalisées. Enfin l'ensemble a été à nouveau repris dans la loi du 6 janvier 1950 qui portait codification des textes relatifs aux pouvoirs publics.

De toutes ces dispositions, loi du 23 mars 1914, loi du 6 janvier 1950, que restait-il aujourd'hui ? Quel est le droit ? D'où partons nous ? Eh bien ! depuis la V^e République tout est contenu dans cet article 6 de l'ordonnance du 17 novembre 1958 qui délimite les domaines respectifs des commissions d'enquête, d'une part, des commissions de contrôle, de l'autre.

Aux termes de cet article 6 de l'ordonnance du 17 novembre 1958, les commissions d'enquête sont formées pour « recueillir des éléments d'information sur des faits déterminés et soumettre leurs conclusions à l'assemblée qui les a créées » et les commissions de contrôle « pour examiner la gestion administrative, financière ou technique de services publics ou d'entreprises nationales et informer l'assemblée qui les a créées du résultat de leur examen ».

Ordonnance, donc pas de travaux parlementaires, rien à consulter. Il faut s'en tenir au texte. Or cet article 6 de l'ordonnance du 17 novembre 1958 n'a rien repris de la loi du 6 janvier 1950, sinon les dispositions relatives au secret. Il ne reste donc rien des règles relatives au pouvoir même des commissions d'enquête, étendues alors aux sous-commissions de contrôle que j'évoquais il y a un instant.

En l'état actuel du droit, aucun texte ne définit plus les moyens qui sont mis à la disposition des commissions d'enquête et de contrôle pour leur permettre d'assurer leur mission, et l'on se retrouve par conséquent revenu, après plus de cinquante ans, à une incertitude encore plus grande que celle qui avait motivé la loi du 23 mars 1914, d'autant que, compte

tenu des changements institutionnels qui sont intervenus depuis cette loi, on ne peut même plus s'appuyer sur la tradition antérieure. Tel est l'état du droit.

Voyons maintenant comment cela se traduit dans les faits. Vous permettez à l'ancien président de la commission de contrôle de l'O. R. T. F. d'évoquer quelques souvenirs. Vous comprendrez mieux ainsi la nécessité du texte que j'ai l'honneur de rapporter devant vous.

Rappelons-nous d'abord que, le 28 novembre 1967, le rapporteur général de la commission des finances avait essayé d'introduire dans la loi de finances un amendement qui tendait à instituer auprès du ministre chargé de l'information un conseil de surveillance de l'O. R. T. F. et faire siéger dans ce conseil des parlementaires. M. Boulin, qui représentait ici le Gouvernement, s'y est opposé, mais nous a conseillé de créer une commission de contrôle ou d'enquête sur l'O. R. T. F., en nous donnant l'assurance que « si une telle commission était constituée, le Gouvernement lui donnerait tous les éléments d'information dont elle aurait besoin ».

Voilà donc une commission de contrôle qui est créée en quelque sorte sur l'incitation du Gouvernement. Qu'en est-il résulté ? D'abord, on ne nous a pas laissé entendre qui nous voulions ; ensuite, on ne nous a pas laissé entendre ceux que nous voulions comme nous le voulions ; enfin, on nous a refusé tous les documents dont nous avions besoin.

A partir du moment où le Sénat avait décidé qu'une commission d'enquête était chargée d'examiner les conditions de fonctionnement et la manière dont l'O. R. T. F. accomplissait les missions qui lui étaient dévolues par son statut, à partir du moment où le statut de l'O. R. T. F. prévoyait que parmi ses missions figuraient notamment l'information et son objectivité, vous admettez qu'il devenait essentiel d'entendre M. Denieul, aujourd'hui directeur général de l'architecture, mais à l'époque, directeur du S. L. I. I. — c'est-à-dire du service de liaison interministérielle pour l'information — service qui, tous les matins à onze heures, réunissait en dehors de tout représentant de la presse écrite, le représentant de la radio, le représentant de la télévision, pour leur donner les consignes du jour en présence des émissaires des cabinets des ministres.

Lorsque nous avons demandé à entendre M. Denieul, on nous l'a refusé et lorsque nous nous en sommes plaints auprès du ministre de l'information, il nous a répondu par lettre : « Cette audition par la commission que vous présidez serait manifestement étrangère au champ d'investigation que le Sénat a volontairement et librement assigné à sa commission de contrôle ».

Lorsque nous avons demandé à entendre le contrôleur financier de l'O. R. T. F. — car si vous nous aviez chargés d'une mission de contrôle, c'était aussi pour contrôler la gestion et les comptes de cet organisme — M. Boulin, à l'époque, nous a répondu par téléphone : « C'est une bonne décision. Nous allons vous envoyer M. Griffault ». Mais il n'était que secrétaire d'Etat et le ministre des finances de l'époque, M. Michel Debré — sans vouloir faire aucune allusion personnelle — a interdit la comparution dudit contrôleur financier devant notre commission, ne l'autorisant qu'à répondre par écrit aux questions que la commission voudrait bien lui adresser aussi par écrit, ce qui, vous en conviendrez, n'a pas du tout le même effet. Il faut avoir appartenu à une commission d'enquête ou de contrôle pour savoir que c'est par l'interrogatoire auquel on soumet l'« auditionné » qu'on s'achemine vers la vérité et que c'est à force de questions nouvelles s'échafaudant sur les réponses qu'on arrive enfin à des déclarations qui permettent d'y voir clair. Donc, nous n'avons pas pu entendre le contrôleur financier.

Nous avons alors voulu entendre M. Thibau qui, dans un journal qui s'appelait *Notre République* — je dis qui s'appelait, car je crois qu'il n'est plus publié, en tout cas on ne m'en fait plus le service, et je le regrette — nous avons voulu, dis-je, entendre M. Thibau qui venait de quitter l'O. R. T. F. et avait écrit un article remarquable de quatre pages sur ce qu'il convenait de penser sur cet organisme. Mais comme ce dernier appartenait encore au corps des fonctionnaires du ministère des affaires étrangères, il reçut des instructions lui interdisant de venir devant votre commission. Donc, on le voit, nous n'avons pas pu entendre ceux que nous voulions.

Mais nous n'avons pas pu entendre comme nous le voulions ceux qui finalement sont venus devant nous. Aucun des directeurs ou chefs de service de l'O. R. T. F. que nous avons demandé à entendre n'a été autorisé à venir seul. Il fallait qu'ils fussent flanqués de M. le directeur général de l'O. R. T. F. et ne pouvaient répondre qu'à des questionnaires écrits, remis à l'avance. Voilà l'une des motivations du texte de loi que je rapporte aujourd'hui.

Je dis « l'une des » parce que nos difficultés ne se sont pas limitées à cela !

N'ayant pu entendre qui nous voulions et comme nous voulions, nous avons cherché à obtenir par d'autres voies les renseignements dont nous avions besoin et nous nous sommes

tout naturellement adressés à la Cour des comptes. Pourquoi ? Parce que l'article 47 de la Constitution dispose qu'elle assiste le Parlement dans le contrôle et l'exécution des lois de finances. Or la quasi-totalité des recettes de l'Office provenait de la redevance dont la perception est autorisée chaque année par la loi de finances. Nous avons pensé obtenir ainsi les renseignements que nous ne pouvions recueillir auprès de ceux que l'on empêchait de venir ou que l'on n'autorisait à venir que dans des conditions telles qu'ils ne disaient rien.

Mais, par lettre du 22 février, M. le premier président nous a fait connaître qu'il ne pouvait nous communiquer les arrêts, notes de référé ou notes du parquet qu'avec l'accord des ministres destinataires, qu'il pouvait néanmoins nous remettre une note résumant l'essentiel des observations de la commission : à cet effet, il nous demandait simplement de lui faire savoir les différents points sur lesquels nous désirions être éclairés. Inutile de vous dire que nous avons rédigé tout de suite cette note dans laquelle nous avons demandé à être éclairés sur quatorze points.

Pourquoi quatorze ? Parce qu'il y avait treize points pour lesquels nous savions que les dossiers existaient à la Cour — et quels dossiers ! — le quatorzième étant là pour faire diversion. (*Sourires.*)

Nous avons reçu quatre réponses sur les quatorze demandées, les quatre seules d'ailleurs qui présentaient le moins d'intérêt, et dans l'échange de correspondance intervenu la Cour des comptes nous précisait — sur instructions du Gouvernement, nous l'avons appris ensuite — que si elle n'avait répondu que sur quatre points, « c'est qu'il lui était apparu qu'ils étaient les seuls à avoir un lien direct avec les dispositions et crédits figurant dans la loi de finances, pour être considérés comme se rattachant au contrôle de cette loi ».

Nous avons demandé au moins les arrêts, les notes de référé, les notes du parquet. M. le premier président nous a répondu que cette forme de correspondance n'appartenait qu'à ses destinataires.

Nous nous sommes adressés aux destinataires, c'est-à-dire aux ministres. D'abord à celui de l'information dont nous savions qu'il avait été l'objet de notes particulièrement... instructives. Il nous a répondu par écrit : « Aucune publicité desdites communications n'étant prévue par le texte en cause, je suis au regret de vous informer qu'il ne m'est pas possible d'accéder à votre demande. »

Nous avons écrit à M. Maurice Couve de Murville, ministre des affaires étrangères, destinataire d'un certain nombre d'observations intéressantes de la Cour des comptes relatives aux émissions de l'O. R. T. F. vers l'étranger. M. Couve de Murville, avec une exquise urbanité, nous a répondu : « Il m'aurait été agréable de pouvoir donner satisfaction à votre demande. Toutefois, comme vous le savez sans doute, ces diverses communications de la Cour des comptes ne sont pas limitées au seul aspect concernant mon département et, en conséquence, il ne m'appartient pas d'en disposer seul. Aussi, me vois-je dans l'obligation de vous prier d'adresser votre demande au Premier ministre. » (*Sourires.*)

Or, nous savions que le 14 avril, tels les papillons de nuit, notre commission allait mourir au terme de ses quatre mois d'existence légale. Nous avons donc écrit hâtivement au Premier ministre en lui exposant très simplement ce que nous avait indiqué le président de la Cour des comptes, que nous nous étions aussitôt adressés aux différents ministres et en lui communiquant leurs réponses. Nous lui avons demandé d'être aimable de leur signaler qu'ils pouvaient nous fournir les éléments que nous leur demandions, c'est-à-dire les observations qu'ils avaient, eux, reçues de la Cour des comptes.

Nous disparaissions, je le rappelle, le 14 avril. Le Premier ministre nous a répondu... le 2 mai, une lettre pleine d'humour de surcroît :

« Je vous serais reconnaissant de me préciser à quel titre la communication de ces documents pourrait être utile à votre commission, compte tenu de leur nature, d'une part, et, d'autre part, de la mission confiée à l'organisme que vous présidez. »

Je ne le présidais plus. Il était mort. Je n'existais même plus en tant que son président.

Mais sentant que nous n'allions pas réussir dans cette voie, nous nous étions adressés au président du conseil d'administration de l'O. R. T. F., M. Wladimir d'Ormesson à l'époque, et nous lui avions dit : « Soyez donc assez aimable pour nous donner un exemplaire des délibérations du conseil d'administration. » Nous allions peut-être finir par trouver une partie de ce que nous cherchions.

Il nous a répondu le 18 avril : « J'accuse réception de votre lettre du 10 avril. Je ne manquerai pas de la communiquer à mes collègues du conseil d'administration de l'O. R. T. F. dès leur prochaine réunion qui aura lieu le... mercredi 24. »

Nous étions encore morts. Notre tâche n'était pas commode, convenez-en. (*Sourires.*)

Et M. d'Ormesson poursuivait : « Etant donné le caractère interne et confidentiel des procès-verbaux des conseils d'administration, c'est à l'ensemble des membres du conseil d'administration qu'il appartient de répondre à la demande de communication que vous avez bien voulu m'adresser. »

Le 24 avril, nouvelle lettre :

« Il est apparu au conseil unanime que les procès-verbaux de ces réunions avaient un double caractère de document interne et confidentiel. Ils n'ont fait jusqu'à présent l'objet d'aucune communication à aucune personne extérieure au conseil lui-même ; par conséquent, je ne peux vous les communiquer. »

Telles sont les tribulations d'une commission d'enquête et de contrôle désignée par une assemblée parlementaire... à l'invitation, en quelque sorte du Gouvernement. (*Nouveaux sourires.*)

Voilà pourquoi l'idée qui est venue à la plupart des membres de cette commission qu'il fallait revoir les textes qui régissent les commissions de contrôle et d'enquête, ne pas admettre d'être revenus cinquante ans en arrière — car c'est le cas — et réintroduire dans la loi les dispositions qui étaient prévues dans la loi de 1914, puis dans la loi de 1950. Il ne s'agit en effet pas du tout d'innover, mais simplement de rétablir des conditions normales à l'exercice du contrôle parlementaire. Tel est l'objet de notre proposition de loi.

Procédons à son analyse rapide. La proposition contenait quatre mesures. L'une d'entre elles est devenue inutile — je vais y venir — et la commission des lois en a ajouté une cinquième.

Quelles étaient les quatre mesures ? D'abord, à partir du moment où une assemblée parlementaire crée une commission d'enquête ou de contrôle, c'est sans doute parce que ses commissions réglementaires n'ont pas réussi à voir clair dans le domaine considéré. Par conséquent, il est normal que ces commissions d'enquête et de contrôle puissent avoir connaissance des constatations et des observations de la Cour des comptes, au même titre que la commission des finances de chacune des deux assemblées du Parlement et qu'elle puisse, comme la commission des finances de chacune des deux assemblées dudit Parlement, demander à la Cour des comptes de procéder aux enquêtes dont elle a besoin.

C'est la logique même. S'il y a une commission d'enquête et de contrôle, c'est que toutes les commissions, y compris celles des finances, estiment qu'elles ne sont pas placées pour y voir clair. Donc que l'on donne au moins à ces commissions, vis-à-vis de la Cour des comptes, les mêmes pouvoirs qu'à la commission des finances, de façon à ne plus avoir à essuyer les refus que j'évoquais ou à recevoir ces réponses, certes ingénieuses, mais trop évasives au gré de ceux qui ont envie de remplir la mission dont ils ont la charge.

Deuxièmement, que les rapporteurs des commissions d'enquête et de contrôle soient dotés des mêmes pouvoirs que les rapporteurs spéciaux de la commission des finances. Un rapporteur spécial de la commission des finances a le droit d'enquête « sur place et sur pièces ». Dès lors que l'une des deux chambres du Parlement crée une commission d'enquête et de contrôle, il est naturel que le ou les rapporteurs, s'il y en a plusieurs, de cette commission d'enquête et de contrôle puissent bénéficier de ce droit d'enquête sur place et sur pièces qui est dévolu aux rapporteurs spéciaux de la commission des finances.

Troisième disposition, l'existence de ces commissions d'enquête et de contrôle est de quatre mois ; n'y revenons pas. Mais ce que nous voulions, c'était que ne compte pas dans ces quatre mois la période d'intercession du Parlement. Cela dit M. le professeur Prélot, M. le président Gros — et je les en remercie d'avoir bien voulu m'y associer — ont déposé une proposition de loi qui avait cet objet unique. Le Sénat a bien voulu la voter voilà dix jours. Aussi notre commission a-t-elle jugé qu'il convenait de supprimer cette disposition qui figurait initialement dans le texte de la proposition des signataires.

Quatrième disposition qui se trouvait également dans la proposition initiale : elle tendait à supprimer une sorte de simulacre ridicule consistant pour le Sénat et l'Assemblée nationale à décider par un vote spécial s'il y a lieu de publier ou non les rapports des commissions d'enquête et de contrôle alors que personne n'a le droit de leur dire encore ce qu'il contient. Tous ceux qui ont participé aux travaux de la commission étant tenus au secret absolu sur le contenu de ce rapport « tant qu'il n'est pas publié », cela revient encore une fois pour le Sénat, ou pour l'Assemblée nationale, à décider qu'il y a lieu à publication d'un document dont personne n'a le droit de leur révéler le contenu.

Vous m'excuserez de dire qu'il y a là quelque chose de parfaitement illogique. Nous estimons, au contraire, qu'à partir du moment où une assemblée du Parlement constitue une commission d'enquête et de contrôle, c'est pour y voir clair et que, par conséquent, la publication de son rapport doit être automatique.

Il doit demeurer bien entendu que, tant que le rapport n'est pas publié, tous les membres de la commission de contrôle sont tenus au secret et qu'ils le demeurent pour tout ce qui n'est pas contenu dans le rapport publié.

Telles sont les quatre dispositions de la proposition initiale, qui ne sont donc plus qu'un nombre de trois, en raison de l'heureuse initiative de M. le professeur Prélôt et de notre collègue Gros.

La commission, elle, a estimé nécessaire d'ajouter une cinquième disposition consistant à rétablir ce qui figurait dans la loi de 1914 et dans celle de 1950, c'est-à-dire le droit, pour une commission d'enquête et de contrôle, de faire citer devant elle ceux dont le témoignage lui est utile. Elle a également rétabli cette disposition qui voulait que ceux qui ne s'y rendent pas, qui font de fausses dépositions, ou qui subornent des témoins, sont alors susceptibles d'être condamnés — non pas par la commission d'enquête et de contrôle, en raison de la séparation des pouvoirs — mais par les tribunaux.

La commission a estimé que tant que nous ne rétablirions pas cette disposition, ni les MM. Denieul et Griffaut, contrôleur financier, ni M. Thibault, ne se présenteraient et que les directeurs, hier de l'O. R. T. F., demain de la sécurité sociale, après-demain de je ne sais quel organisme continueraient à intervenir flanqués de je ne sais quel supérieur !

Voilà pourquoi la commission, à l'unanimité et sur la proposition de l'un de ses membres qui n'était pas le rapporteur — car je ne l'avais pas inclus dans le texte pour recueillir le maximum de signatures — a décidé que cette disposition devrait être insérée.

Tel est le contenu du texte.

Je voudrais dire, en conclusion, que ces dispositions ne remettent nullement en cause le statut actuel des commissions d'enquête et de contrôle, pas davantage le principe de la séparation des pouvoirs qui demeure strictement respecté. Les commissions d'enquête et de contrôle, lorsque le texte aura été voté, demeureront incompétentes pour tous les faits à l'occasion desquels est ouverte une procédure judiciaire. Elles continueront à devenir incompétentes dès lors qu'une information est ouverte, pendant l'exercice de leur mission.

Enfin, elles n'empiètent pas non plus sur les prérogatives des tribunaux judiciaires, puisque c'est à eux et à eux seuls qu'il appartiendra de juger ceux qui pourraient se dérober à leur convocation et à l'obligation de témoigner devant eux.

Le texte vise à donner aux commissions d'enquête et de contrôle les mêmes pouvoirs qu'à la commission des finances au regard de la Cour des comptes, aux rapporteurs des commissions d'enquête et de contrôle, les mêmes pouvoirs que ceux des rapporteurs spéciaux de la commission des finances.

Il vise enfin à rétablir aux commissions d'enquête et de contrôle le droit de faire citer devant elles qui elles ont besoin d'entendre, il oblige, sous réserve de sanctions qui pourraient être infligées par les tribunaux, ceux qu'elles convoquent à se rendre à leur convocation et ceux dont elles sollicitent le témoignage à témoigner, les tribunaux restant seuls juges pour savoir s'il y a lieu ou non de punir ceux qui se dérobent, ceux qui font un faux témoignage ou ceux qui subornent des témoins.

M. Lucien Grand. Voulez-vous me permettre de vous interrompre, monsieur le rapporteur ?

M. Etienne Dailly, rapporteur. Je vous en prie.

M. le président. La parole est à M. Grand, avec l'autorisation de l'orateur.

M. Lucien Grand. Vous avez dit tout à l'heure, et je suis tout à fait d'accord avec vous, que le délai de quatre mois était interrompu pendant les intermissions.

M. Etienne Dailly, rapporteur. En effet !

M. Lucien Grand. Or cela ne semble pas figurer dans le texte que vous proposez.

M. Etienne Dailly, rapporteur. J'ai expliqué tout à l'heure que cette disposition figurait dans les propositions initiales. Mais M. le professeur Prélôt et M. Gros ayant déposé et fait voter, ici, il y a dix jours, une proposition de loi aux termes de laquelle les intermissions ne comptent plus dans le délai de quatre mois, la commission de législation a jugé préférable de supprimer cette disposition dans la proposition qui devient la sienne puisque toute proposition de loi d'initiative parlementaire devient celle de la commission.

M. le président. Le Sénat vous a déjà donné satisfaction, monsieur Grand.

M. Etienne Dailly, rapporteur. En vous demandant de bien vouloir donner ces pouvoirs aux commissions d'enquête et de contrôle qui seraient désignées par le Parlement, nous ne visons, en définitive, qu'à permettre la constitution de telles commissions.

A quoi bon en constituer si elles ne disposent pas des pouvoirs qui leur permettent de remplir leur tâche ?

Qu'on le veuille ou non, qu'on le déplore ou non, la Constitution de 1958 a singulièrement réduit l'influence du Parlement et l'incitation du Parlement sur le Gouvernement. En revanche — relisez les travaux du Conseil consultatif constitutionnel — on a toujours insisté sur le contrôle parlementaire qui restait l'une des missions essentielles des deux assemblées. Par conséquent, il faut que les commissions d'enquête et de contrôle, si le Parlement estime bon de les constituer, soient en mesure d'exercer ce contrôle. Nous vous demandons simplement de le permettre en rétablissant ces dispositions qui, adoptées en 1914, confirmées en 1950, ont fait leurs preuves sous d'autres républiques. (*Applaudissements.*)

M. Jean-Louis Tinaud, secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, chargé des relations avec le Parlement. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat.

M. Jean-Louis Tinaud, secrétaire d'Etat. Monsieur le président, messieurs les sénateurs, le Gouvernement a manifesté sa position tout dernièrement à propos des commissions d'enquête des assemblées parlementaires, notamment en apportant son appui à la proposition de loi de votre collègue M. Prélôt.

En ce qui concerne le présent texte, le Gouvernement regrette vivement que, dans la situation actuelle qui a réussi à donner un meilleur style aux rapports entre le Parlement et lui-même, la présente proposition semble faire appel à des arguments coercitifs tout en donnant aux commissions d'enquête des pouvoirs juridictionnels qu'il ne lui appartient pas d'approuver. Il fait donc toutes réserves sur le texte en discussion.

M. Etienne Dailly, rapporteur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. Etienne Dailly, rapporteur. C'est mal me connaître, monsieur le secrétaire d'Etat, que de penser que je souhaite, de près ou de loin, jouer les « trouble-ouverture », les « trouble-conciliation » et, d'une manière générale, risquer, par une proposition de loi de cette nature, de troubler le bon climat auquel vous vous référez et dont tout le Sénat se félicite.

Je voudrais simplement rappeler, encore une fois, qu'il s'agit seulement de rétablir ce qui a toujours existé et ce qui existe dans bien d'autres démocraties parlementaires.

Je voudrais d'ailleurs, et ce sera ma conclusion, citer les anciens et d'abord Bienvenu-Martin, qui, étant garde des sceaux, défendant ici même la loi de 1914, déclarait :

« Le texte qui vous est proposé, respectant absolument le principe de la séparation des pouvoirs, a refusé à la commission d'enquête le droit de prononcer des condamnations. La commission se bornera à constater soit le défaut de comparution, soit le refus de prêter serment, soit ce qu'elle croira être un faux témoignage. Quant aux procès-verbaux de la commission d'enquête, ils seront transmis au garde des sceaux. »

C'est la justice, ensuite, qui fera son œuvre !

Quant à M. Ribot qui n'était pas encore président du Conseil mais qui était le président de la commission des lois du Sénat, il déclarait : « Demandons-nous le partage des pouvoirs judiciaires ? Jamais je ne saurais m'associer à la responsabilité d'une pareille mesure. Nous demandons simplement qu'on puisse assurer par les voies du droit commun la comparution devant la commission d'enquête. »

Il n'y a rien là, monsieur le secrétaire d'Etat, dans l'esprit des signataires, et ils sont nombreux et de tous bords, rien qui soit de nature à porter ombrage au Gouvernement. Il y a simplement que, dans une République comme la nôtre, il faut que les institutions soient équilibrées. Certes, l'exécutif est l'exécutif ; certes la stabilité gouvernementale est assurée et dans de meilleures conditions que par le passé — j'ai voté cette constitution et je ne le regrette pas — mais, en revanche, il faut que les pouvoirs de contrôle du Parlement soient rétablis dans des conditions qui lui permettent de l'exercer. L'expérience prouve que cela est nécessaire. Car si j'ai, du haut de cette tribune, longuement évoqué — trop longuement et je m'en excuse mais j'ai terminé — les tribulations quotidiennes de la commission de contrôle de l'O. R. T. F., c'est parce que je pensais que ces souvenirs illustraient très exactement nos difficultés et constituaient, en même temps, la meilleure justification des quatre dispositions qui forment l'article unique de la proposition de loi.

C'est pourquoi je demande au Sénat de la voter et, au-delà de lui, m'adressant à l'Assemblée nationale, je tiens à dire que nous défendons ce soir le Parlement tout entier et qu'il est du plus haut intérêt de la démocratie, laquelle n'existe pas sans contrôle parlementaire, que ce texte ne soit pas enfoui dans un tiroir et qu'il soit inscrit au plus vite à son ordre du jour.

M. le président. Personne ne demande plus la parole dans la discussion générale ?...

La discussion générale est close.

Nous passons à la discussion de l'article unique.

« Article unique. — I. — Dans l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires, il est inséré, après le troisième alinéa, trois alinéas nouveaux ainsi rédigés :

« L'article 10 (alinéas 2 et 3) de la loi n° 67-483 du 22 juin 1967 relative à la Cour des comptes est applicable aux commissions d'enquête et de contrôle dans les mêmes conditions qu'aux commissions des finances.

« Les rapporteurs des commissions d'enquête et de contrôle exercent leur mission sur pièces et sur place. Tous les renseignements de nature à faciliter cette mission doivent leur être fournis. Ils sont habilités à se faire communiquer tous documents de service, sous réserve, d'une part, des sujets de caractère secret concernant la défense nationale, les affaires étrangères, la sécurité intérieure ou extérieure de l'Etat, et, d'autre part, du principe de la séparation du pouvoir judiciaire et des autres pouvoirs. »

« Toute personne dont une commission d'enquête ou de contrôle a jugé l'audition utile est tenue de déférer à la citation qui lui est délivrée par un huissier ou un agent de la force publique, à la requête du président de la commission. En cas de non-comparution, elle est, à moins qu'elle ne justifie d'une excuse légitime, punie d'une amende de 200.000 francs et peut, en outre, sur réquisition de la commission, être l'objet d'un mandat d'amener délivré par le procureur de la République. Le refus de prestation du serment ainsi que le faux témoignage, ou la subornation de témoins seront punis des peines prévues à l'article 363 du code pénal. »

« II. — Les trois derniers alinéas dudit article sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Les membres des commissions d'enquête et de contrôle ainsi que ceux qui, à un titre quelconque, assistent ou participent à leurs travaux sont tenus au secret. Les dispositions du présent alinéa ne sont pas applicables à tout ce que la commission a décidé de rendre public dans son rapport, dès lors que ledit rapport a été effectivement publié.

« Seront punis des peines de l'article 378 du code pénal ceux qui contreviendront à l'obligation de secret prévu à l'alinéa précédent. Il en est de même de ceux qui publieront une information relative aux travaux, aux délibérations et aux actes d'une commission d'enquête ou de contrôle, ainsi qu'à tout ce que cette commission aurait décidé de ne pas rendre public dans son rapport et à tout ce qu'elle aurait décidé de rendre public dans ledit rapport, tant que celui-ci n'a pas été effectivement publié. »

M. Etienne Dailly, rapporteur. Monsieur le président, j'ai expliqué le contenu de cet article et je n'ai rien à ajouter.

M. le président. Avant de mettre aux voix la proposition de loi, je donne la parole à M. Boucheny pour explication de vote.

M. Serge Boucheny. J'apporte l'adhésion du groupe communiste à la proposition de loi déposée par nos collègues et j'exprime le souhait que les commissions qui seront constituées par le Sénat le soient avec impartialité, c'est-à-dire qu'elles comprennent des représentants de l'ensemble des groupes de cette assemblée, contrairement à ce qui a été fait récemment encore pour la mission d'information sur l'énergie nucléaire.

M. Etienne Dailly, rapporteur. Je comprends très bien le sens de l'observation de notre collègue. Il est bien évident que ce n'est pas le rapporteur du texte qui peut lui répondre. La composition des commissions de contrôle et d'enquête échappe totalement à l'objet de la présente proposition de loi. Dans le cas auquel vous vous référez il ne s'agit d'ailleurs pas d'une commission d'enquête ou de contrôle mais d'une mission d'information.

Quant à notre commission d'enquête et de contrôle de l'O. R. T. F. elle avait été désignée à la proportionnelle. Vous aviez, monsieur Boucheny, des collègues parmi nous et nous nous en sommes bien trouvés.

M. le président. Je rappelle d'ailleurs que la nomination des membres de ces commissions a lieu au scrutin majoritaire.

M. Etienne Dailly, rapporteur. Avant que la proposition de loi soit mise aux voix et dans un souci d'honnêteté je voudrais dire que lorsque j'ai indiqué tout à l'heure que la commission de législation avait adopté ce texte à l'unanimité, il fallait entendre à l'unanimité des votants car il y a eu quelques abstentions.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix la proposition de loi.

Je suis saisi d'une demande de scrutin public émanant du groupe socialiste.

Il va y être procédé dans les conditions réglementaires.

(Le scrutin a lieu.)

M. le président. Personne ne demande plus à voter ?...

Le scrutin est clos.

(Il est procédé au comptage des votes.)

M. le président. Voici le résultat du dépouillement du scrutin n° 52 :

Nombre des votants.....	239
Nombre des suffrages exprimés.....	239
Majorité absolue des suffrages exprimés.	120

Pour l'adoption 239

Le Sénat a adopté.

— 13 —

TRANSMISSION D'UN PROJET DE LOI

M. le président. J'ai reçu, transmis par M. le Premier ministre, un projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, relatif au service national.

Le projet de loi sera imprimé sous le n° 280, distribué et, s'il n'y a pas d'opposition, renvoyé à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sous réserve de la constitution éventuelle d'une commission spéciale dans les conditions prévues par le règlement. (Assentiment.)

— 14 —

DEPOT D'UN RAPPORT

M. le président. J'ai reçu de M. Jean-Baptiste Mathias un rapport fait au nom de la commission des affaires sociales sur le projet de loi relatif à la délivrance obligatoire de certificats de santé à l'occasion de certains examens médicaux préventifs (n° 225, 1969-1970).

Le rapport sera imprimé sous le n° 281 et distribué.

— 15 —

ORDRE DU JOUR

M. le président. Voici quel sera l'ordre du jour de la prochaine séance publique, précédemment fixée à demain vendredi 12 juin, à quinze heures :

1. — Discussion, après déclaration d'urgence, du projet de loi tendant à modifier l'article 79 de l'ordonnance n° 58-1374 du 30 décembre 1958, modifié par l'article 14 de l'ordonnance n° 59-246 du 4 février 1959. [N°s 254 et 271 (1969-1970). — M. Paul Guillard, rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.]

2. — Discussion, après déclaration d'urgence, du projet de loi tendant à modifier la loi n° 51-1372 du 1^{er} décembre 1951 et à proroger diverses dispositions transitoires prises en raison de la crise du logement. [N°s 253 et 270 (1969-1970). — M. Paul Guillard, rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.]

3. — Discussion, après déclaration d'urgence, du projet de loi tendant à modifier et à compléter la loi n° 48-1360 du 1^{er} septembre 1948, portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel. [N°s 252 et 275 (1969-1970). — M. André Mignot, rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.]

4. — Discussion du projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, instituant un taux légal d'alcoolémie et généralisant le dépistage par l'air expiré. [N°s 194 et 230 (1969-1970). — M. André Mignot, rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.]

5. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, concernant la centralisation de la documentation relative à la circulation routière. [N°s 195 et 228 (1969-1970). — M. Jean Geoffroy, rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.]

Personne ne demande la parole ?...

La séance est levée.

(La séance est levée à vingt-trois heures trente minutes.)

Le Directeur
du service du compte rendu sténographique,
RAOUL JOURON.

**Ordre du jour établi par la conférence des présidents
communiqué au Sénat dans sa séance du 11 juin 1970.**

I. — Conformément aux conclusions de la conférence des présidents, l'ordre du jour des prochaines séances du Sénat a été établi comme suit :

A. — Vendredi 12 juin 1970, à quinze heures :

En application de la priorité établie par l'article 48 de la Constitution :

1° Discussion du projet de loi tendant à modifier l'article 79 de l'ordonnance n° 58-1374 du 30 décembre 1958, modifié par l'article 74 de l'ordonnance n° 59-246 du 4 février 1959 (n° 254, 1969-1970) ;

2° Discussion du projet de loi tendant à modifier la loi n° 51-1372 du 1^{er} décembre 1951 et à proroger diverses dispositions transitoires prises en raison de la crise du logement (n° 253, 1969-1970) ;

3° Discussion du projet de loi tendant à modifier et à compléter la loi n° 48-1360 du 1^{er} septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel (n° 252, 1969-1970) ;

4° Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, instituant un taux légal d'alcoolémie et généralisant le dépistage par l'air expiré (n° 194, 1969-1970) ;

5° Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, concernant la centralisation de la documentation relative à la circulation routière (n° 195, 1969-1970).

B. — Mardi 16 juin 1970 :

A onze heures :

1° Nomination des membres de la commission spéciale éventuellement chargée par le Sénat d'examiner le projet de loi relatif à l'indemnisation des Français dépossédés de biens situés dans un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France ;

2° Réponses des ministres aux questions orales sans débat suivantes :

N° 1028 de M. Jean Aubin à M. le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles (Célébration du centenaire de la République) ;

N° 1030 de M. Etienne Dailly à M. le ministre de l'éducation nationale (Permutations d'instituteurs) ;

N° 1032 de M. Hector Viron à M. le ministre du travail, de l'emploi et de la population (Licenciement de travailleurs dans les entreprises textiles du Nord) ;

N° 1034 de M. Guy Schmaus à M. le ministre de l'économie et des finances (Accroissement de la participation d'une société italienne dans une société française de construction d'automobiles.)

Quinze heures trente et le soir :

1° Discussion de la question orale avec débat de M. Gaston Monnerville à M. le Premier ministre, transmise à M. le ministre des affaires étrangères (n° 57), sur la non-ratification par la France de la Convention européenne de sauvegarde des Droits de l'Homme ;

2° Discussion de la question orale avec débat de M. Jean Colin à M. le ministre de l'éducation nationale (n° 56), sur les mécanismes administratifs des constructions scolaires ;

3° Discussion de la question orale avec débat de M. Louis Gros à M. le ministre de l'éducation nationale (n° 61), sur la politique de l'enseignement ;

4° En application de la priorité établie par l'article 48 de la Constitution, discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à la mise à parité des pensions des déportés politiques et des déportés résistants (n° 260, 1969-1970).

C. — Jeudi 18, juin 1970, à quinze heures et le soir (étant entendu que la séance de l'après-midi sera suspendue avant dix-huit heures) :

En application de la priorité établie par l'article 48 de la Constitution :

Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à renforcer la garantie des droits individuels des citoyens (n° 251, 1969-1970).

D. — Vendredi 19 juin 1970, à quinze heures et, éventuellement, le soir :

En application de la priorité établie par l'article 48 de la Constitution et sous réserve de son adoption par l'Assemblée nationale :

Discussion du projet de loi relatif à l'indemnisation des Français dépossédés de biens situés dans un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France (n° 1188, A. N.).

II. — Le Gouvernement a fait connaître qu'il envisage de demander, en application de la priorité établie par l'article 48 de la Constitution, l'inscription des textes suivants à l'ordre du jour du **lundi 22 juin 1970** :

1° Discussion du projet de loi relatif à la délivrance obligatoire de certificats de santé à l'occasion de certains examens médicaux préventifs (n° 225, 1969-1970) ;

2° Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à l'agrément des entreprises de transports sanitaires (n° 231, 1969-1970).

III. — D'autre part, la date du **mardi 23 juin 1970**, à dix heures, a été d'ores et déjà retenue pour la discussion :

1° De la question orale avec débat de M. Fernand Chatelain à M. le ministre de l'équipement et du logement (n° 54) sur la politique du logement social ;

2° Des questions orales avec débat jointes de M. Léon Motais de Narbonne (n° 63) et de M. Jacques Duclos (n° 64) à M. le ministre des affaires étrangères, concernant la position de la France face aux événements du Cambodge.

ANNEXE

**I. — QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT
INSCRITES A L'ORDRE DU JOUR DU MARDI 16 JUIN 1970.**

1028. — M. Jean Aubin expose à M. le Premier ministre que le dimanche 4 septembre 1870 naissait « la République acclamée ». Après cent ans d'existence, d'épreuves ou de gloire, la République n'a pas cessé d'être vénérée par la grande majorité de nos compatriotes. C'est pourquoi il lui demande : 1° quels crédits seront mis à la disposition des organisateurs du centenaire de la République pour célébrer comme il convient cet important événement ; 2° si le 4 septembre 1970 sera jour chômé et payé ; 3° si le temps n'est pas venu de supprimer le numérotage des républiques afin de faciliter l'union des français de toutes tendances, car si certains régimes constituent des faits individuels, la République, par définition, appartient à tous et sa réalité supporte mal le fractionnement.

(Question transmise à M. le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles.)

1030. — M. Etienne Dailly expose à M. le ministre de l'éducation nationale que certains journaux, en général de province, publient dans leurs petites annonces des offres d'argent émanant d'instituteurs désireux d'obtenir leur mutation dans d'autres départements et qui proposent ainsi une sorte de « reprise » à d'éventuels permutants. Il lui demande : 1° si une telle pratique lui paraît conforme à la loi et compatible avec la dignité de la fonction publique ; 2° dans la négative, quelles mesures il compte prendre pour mettre fin à une telle situation.

1032. — M. Hector Viron attire l'attention de M. le ministre du travail, de l'emploi et de la population, sur la décision de fusion de deux des plus importants groupes textiles du Nord qui va entraîner le licenciement, à compter du 1^{er} juillet 1970, de 350 ouvriers et ouvrières de l'un de ces groupes. Ainsi, une fois de plus, les travailleurs vont faire les frais d'opérations de concentration à un moment particulièrement critique, l'Observatoire économique régional signalant « un plafonnement de l'économie régionale qui se reflète sur la marche de l'emploi ». Les travailleurs licenciés vont donc rencontrer de grosses difficultés pour se reclasser. Tenant compte de la situation économique et financière de ce nouveau groupe qualifiée de « brillante » par la presse financière, il lui demande s'il n'estime pas qu'aucune autorisation de licenciement ne devra être accordée sans que la situation personnelle de chaque travailleur ou travailleuse soit examinée et régularisée, et qu'en conséquence toutes mesures devront être prises pour que les travailleurs et travailleuses, non susceptibles d'obtenir la pré-retraite ou ne pouvant l'accepter, soient immédiatement reclassés.

1034. — M. Guy Schmaus appelle l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur l'accord conclu entre deux constructeurs d'automobiles, l'un italien et l'autre français, et sur ses conséquences. La presse s'est fait l'écho ces derniers

jours d'une demande de la société italienne tendant à accroître sa participation dans la société française. Ainsi la société italienne pourrait intervenir encore plus directement dans la politique industrielle de la société française et donc, dans celle de ses filiales, ce qui aurait pour résultat que 40 p. 100 de l'industrie automobile et le premier constructeur de poids lourds français passeraient définitivement sous le contrôle étranger avec tout ce que cela comporte de danger, en particulier pour la Régie Renault. L'accord de 1968 qui devait, selon certains, permettre une extension de la firme française a eu des effets inverses puisque cette firme, qui était en 1965 le deuxième constructeur français (30 p. 100 de la fabrication nationale) n'est plus que le troisième (avec 20 p. 100). L'accroissement des participations de la société italienne risque par conséquent de réduire la place de la firme française sur le marché automobile et d'en faire un sous-traitant d'une entreprise étrangère. On ne peut manquer de s'interroger sur le sort qui sera réservé aux ouvriers, techniciens et ingénieurs. Aussi il lui demande : 1° quelle est la position du Gouvernement à propos de la demande de la société italienne ; 2° s'il ne lui semble pas urgent et nécessaire de procéder à la nationalisation de la société française et de l'ensemble de l'industrie automobile qui apparaît comme une solution moderne, progressive et nationale aux problèmes actuels de cette importante branche de notre économie.

II. — QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT INSCRITES A L'ORDRE DU JOUR DU MARDI 16 JUIN 1970

57. — M. Gaston Monnerville demande à M. le Premier ministre de bien vouloir exposer au Sénat les raisons exactes pour lesquelles le Gouvernement français refuse de soumettre au Parlement le projet de loi l'autorisant à ratifier la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme signée le 4 novembre 1950.

(Questions transmises à M. le ministre des affaires étrangères.)

56. — M. Jean Colin expose à M. le ministre de l'éducation nationale que, chaque année à la même époque, des acrobaties invraisemblables doivent être effectuées par les entreprises chargées de réaliser, pour la rentrée de septembre, les bâtiments scolaires qui sont programmés et ainsi jugés indispensables pour effectuer cette rentrée. Il lui signale que cette situation découle pour l'essentiel de règles budgétaires dépassées. Les crédits ne sont en effet dégagés qu'en février et la phase de visa au contrôle financier demande alors des semaines, précisément parce que tous les dossiers sont présentés en même temps et qu'en outre les crédits ne sont mis à la disposition des services que par paliers successifs de faible montant. Il lui indique combien il lui apparaît indispensable de revoir entièrement ces mécanismes administratifs qui sont inadaptés aux circonstances et qui rendent chaque année la rentrée scolaire d'autant plus impossible qu'on s'ingénie, par ailleurs, à avancer la date de cette rentrée. Il lui demande en conséquence quelles mesures il compte prendre pour arriver à une situation normale dans les années qui suivront.

61. — M. Louis Gros, se référant à la délibération de la commission des affaires culturelles en date du 16 avril 1970, expose à M. le ministre de l'éducation nationale que dans de trop nombreux cas la gestion du service public de l'enseignement paraît avoir été, au cours de cette année scolaire et universitaire, soit peu satisfaisante, soit même défectueuse. Il souhaiterait savoir comment il entend remédier, pour l'année scolaire et universitaire 1970-1971, à cette situation. Il lui demande, au moment où sont élaborées les options du VI^e Plan, quelle place le Gouvernement propose d'accorder, parmi les fins du progrès économique, à la culture et le rôle qu'il attribue dans le processus du développement aux investissements intellectuels. Il lui demande quelle réponse il entend donner aux problèmes pédagogiques qui se posent aux différents degrés de l'enseignement, aux questions concernant l'orientation liée elle-même aux structures, aux programmes, aux aides financières, à la définition d'une fonction exercée par un corps spécialisé. Il lui demande, en troisième lieu, de quels moyens financiers et en personnel jugés nécessaires par lui il entend disposer pour mener à bien les réformes pédagogiques, pour assurer effectivement la scolarisation des enfants jusqu'à l'âge de seize ans, développer l'enseignement technique et appliquer la loi d'orientation de l'enseignement supérieur. Il lui demande également comment il entend faire utiliser, bien mieux que cela se fait actuellement, la radiodiffusion et la télévision et, d'une manière plus générale, les techniques audiovisuelles. Il lui demande enfin comment s'effectuera la rentrée de l'automne 1970 dans l'enseignement préscolaire, primaire, secondaire, technique et supérieur, compte tenu des effectifs d'élèves, d'étudiants et d'enseignants.

NOMINATIONS DE RAPPORTEURS

(Art. 19 du règlement.)

COMMISSION DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

M. Raymond Boin a été nommé rapporteur du projet de loi (n° 258, session 1969-1970), adopté par l'Assemblée nationale, modifiant la loi n° 68-703 du 31 juillet 1968 relative aux corps militaires des médecins des armées, des pharmaciens chimistes des armées, des personnels militaires féminins, des officiers techniciens et des sous-officiers du service de santé des armées.

M. Maurice Carrier a été nommé rapporteur du projet de loi (n° 259, session 1969-1970), adopté par l'Assemblée nationale, relatif à l'école polytechnique.

COMMISSION DES FINANCES, DU CONTRÔLE BUDGÉTAIRE ET DES COMPTES ÉCONOMIQUES DE LA NATION

M. Raybaud a été nommé rapporteur du projet de loi (n° 262, session 1969-1970), adopté par l'Assemblée nationale, autorisant la communauté du Creusot-Monceau-les-Mines à recouvrer des impôts directs en 1970.

M. Pellenc a été nommé rapporteur du projet de loi (n° 263, session 1969-1970), adopté par l'Assemblée nationale, portant simplifications fiscales.

M. Pellenc a été nommé rapporteur du projet de loi (n° 264, session 1969-1970), adopté par l'Assemblée nationale, portant diverses dispositions d'ordre économique et financier.

COMMISSION DES LOIS

M. Prelot a été nommé rapporteur de la proposition de résolution (n° 249, session 1969-1970) de M. André Monteil, tendant à modifier l'article 13 du règlement du Sénat.

QUESTIONS ORALES

REMISES A LA PRESIDENCE DU SENAT LE 11 JUIN 1970
(Application des articles 76 et 78 du règlement.)

1036. — 11 juin 1970. — M. Hector Viron appelle l'attention de M. le ministre du développement industriel et scientifique sur la situation charbonnière en France qui se traduit en raison de la crise mondiale présente, par une pénurie de charbon. Cette situation est génératrice de hausses de prix très importantes notamment sur le coke et risque d'avoir de très graves conséquences pour l'industrie française. L'inquiétude qu'elle provoque vient d'être soulignée à Bruxelles par le directeur des Charbonnages de France qui a attiré l'attention de la Communauté sur les dangers de plus en plus graves qu'elle engendre. En conséquence, il lui demande de bien vouloir lui indiquer : 1° si devant une telle situation, il n'envisage pas une révision des programmes de fermeture des puits de mine tels qu'ils avaient été prévus pour les Houillères du Nord et du Pas-de-Calais ; 2° quelle est la politique énergétique choisie par le Gouvernement français devant cette nouvelle situation.

QUESTIONS ÉCRITES

REMISES A LA PRESIDENCE DU SENAT LE 11 JUIN 1970
Application des articles 74 et 75 du règlement, ainsi conçus :

« Art. 74. — Tout sénateur qui désire poser une question écrite au Gouvernement en remet le texte au président du Sénat, qui le communique au Gouvernement.

« Les questions écrites doivent être sommairement rédigées et ne contenir aucune imputation d'ordre personnel à l'égard de tiers nommément désignés ; elles ne peuvent être posées que par un seul sénateur et à un seul ministre.

« Art. 75. — Les questions écrites sont publiées durant les sessions et hors sessions au Journal officiel ; dans le mois qui suit cette publication, les réponses des ministres doivent également y être publiées.

« Les ministres ont toutefois la faculté de déclarer par écrit que l'intérêt public leur interdit de répondre ou, à titre exceptionnel, qu'ils réclament un délai supplémentaire pour rassembler les éléments de leur réponse ; ce délai supplémentaire ne peut excéder un mois.

« Toute question écrite à laquelle il n'a pas été répondu dans les délais prévus ci-dessus est convertie en question orale si son auteur le demande. Elle prend rang au rôle des questions orales à la date de cette demande de conversion. »

9588. — 11 juin 1970. — M. Jean Sauvage expose à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale que le décret n° 56-149 du 24 janvier 1956 a donné aux commissions d'assistance de larges pouvoirs d'appréciation et de décision en matière d'aide sociale. Or, actuellement, il apparaît que certaines commissions auraient tendance à établir, s'agissant de patrimoines modestes, une distinction entre les biens immobiliers et les biens mobiliers — capitaux disponibles ou valeurs — ces derniers étant alors considérés comme ressources et non comme capital. L'usage ancien voulait que seuls les revenus des biens immobiliers ou mobiliers soient affectés en déduction des charges de la collectivité en matière d'assistance hospitalière. Cette interprétation semblait logique et normale, aussi une position plus stricte n'apparaîtrait-elle pas comme contraire à la notion même d'aide sociale, n'inciterait-elle pas certains assistés à la dissimulation et surtout n'aurait-elle pas pour conséquence fâcheuse de créer une ségrégation entre les propriétaires immobiliers et ceux possédant un petit capital. Il lui demande s'il n'y aurait pas lieu de s'en tenir à l'interprétation que seuls les revenus sont considérés comme ressources et que soit laissé à la disposition des malades, bénéficiant de l'aide sociale, le petit capital, bien insuffisant souvent pour couvrir les frais d'hospitalisation, mais dont l'hospitalisé a grand besoin à la sortie de l'hôpital.

9589. — 11 juin 1970. — M. Jean Sauvage expose à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale que l'arrêté ministériel en date du 10 avril 1970 fixe avec application immédiate de nouvelles conditions pour le recrutement des élèves-infirmiers psychiatriques dans le but, semble-t-il, de relever le niveau de la fonction et de tendre à l'unification des diplômes d'infirmiers. Du fait que de nombreux établissements psychiatriques souffrent encore de pénurie de personnel, les jeunes gardant une certaine appréhension du milieu psychiatrique, il lui demande : 1° s'il ne pense pas que ces établissements spécialisés dans les soins aux malades mentaux risquent, avec l'unification des statuts juridiques et des diplômes des soignants, de rencontrer à brève échéance des difficultés dans le fonctionnement pratique de leurs services puisqu'ils ne sont pas autorisés actuellement à recruter dans les unités de soins des aides-soignants ; 2° s'il ne serait pas opportun, parallèlement aux mesures prises, de rétablir un cadre latéral pour l'exécution des tâches matérielles, dans la limite d'un certain pourcentage du personnel infirmier, avec possibilité pour les agents de ce cadre d'accéder à la fonction soignante par promotion sociale, selon les critères adoptés pour les candidats élèves-infirmiers du concours extérieur.

9590. — 11 juin 1970. — Mme Catherine Lagatu attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur les difficultés de fonctionnement du lycée Turgot, 69, rue de Turbigo, Paris (3^e). Ce lycée est l'un de ceux de Paris dont le coefficient d'occupation est le plus élevé. Or, d'importants locaux — 1.800 mètres carrés — situés au rez-de-chaussée de ce lycée sont occupés par sept commerçants. Il est possible de reprendre ces locaux en accordant aux commerçants une indemnité d'éviction équitable. Au cours de la dernière session budgétaire, par une délibération en date du 23 décembre 1969, le Conseil de Paris a inscrit à son budget d'investissement un crédit de 1.280.000 francs. Un accord de principe pour la prise en charge par l'Etat de 60 p. 100 du montant total des indemnités qui seraient dues par la ville de Paris pour l'éviction desdits commerçants a été pris par les services du ministère de l'éducation nationale. Etant donné que l'ensemble des baux commerciaux sont venus à expiration au début de 1970 et qu'ils n'ont pas été renouvelés, l'éviction de ces commerçants pourrait être réalisée dès cette année dans la mesure où le ministère de l'éducation nationale aurait mandaté la subvention correspondante à la ville de Paris. En conséquence, elle lui demande si le mandatement de la subvention a été prévu.

9591. — 11 juin 1970. — M. Henri Caillavet demande à M. le ministre de l'agriculture s'il est dans ses intentions de reviser les prix agricoles français qui avaient pris un retard de 12,5 p. 100 sur les prix communautaires lors de la dévaluation. Un effort a été accompli en faveur du lait et de la viande bovine qui ont été augmentés d'environ 8 p. 100, et ce depuis août 1969. Mais l'écart demeure notamment pour les céréales, la betterave et les oléagineux. Or, pendant la période concernée, les coûts de production ont progressé très sérieusement. La seule décision, en vérité solution de facilité, prise par les six ministres réunis à Bruxelles, pour les prix applicables au 1^{er} août 1970, est la reconduction de tous les prix actuels pour une nouvelle campagne. Est-ce que dans ces conditions il ne lui paraît pas indispensable de combler une partie du retard au cours de l'été 1970. Peut-on à tout le moins espérer un rattrapage du décalage pour les céréales et les oléagineux.

9592. — 11 juin 1970. — M. Jean Colin expose à M. le ministre de l'équipement et du logement que de graves encombrements se produisent chaque soir, et plus spécialement le vendredi, à l'approche du week-end, à l'entrée de l'autoroute A-6, par suite de l'étroitesse du couloir d'accès de cette autoroute limité à deux voies sous le tunnel de Gentilly. Il lui précise que des files interminables de véhicules se trouvent bloquées sur le boulevard périphérique, parfois même jusqu'à hauteur de la porte de Sèvres, soit sur près de 5 kilomètres. Il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour remédier à une situation intolérable pour les utilisateurs de cette voie, et plus particulièrement pour les habitants de banlieue quittant leur travail et regagnant leur domicile.

REPONSES DES MINISTRES AUX QUESTIONS ECRITES

PREMIER MINISTRE

9534. — Mme Marie-Hélène Cardot demande à M. le Premier ministre si le projet de loi qui doit fixer les règles d'indemnisation des rapatriés pour les biens spoliés outre-mer sera prochainement soumis au Parlement, conformément aux engagements qui ont été pris envers les intéressés, et s'il peut donner l'assurance que le texte en préparation répondra aux impératifs suivants : établissement du montant de la créance d'indemnisation suivant la valeur des pertes subies ; indemnisation générale applicable à tous les biens laissés en Algérie. Elle lui demande si le Gouvernement n'envisage pas, sans attendre le vote du projet de loi relatif à l'indemnisation, qui demandera encore un certain délai, de prévoir des avances sur cette indemnisation en faveur des rapatriés âgés qui se trouvent, par suite d'un état de santé déficient, dans l'impossibilité de poursuivre leur activité professionnelle et qui ont déposé un dossier à l'agence de défense des biens et intérêts des rapatriés. (Question du 28 mai 1970.)

9535. — Mme Marie-Hélène Cardot attire l'attention de M. le Premier ministre sur la situation difficile de nombreux rapatriés qui ont fait, à la suite de leur départ d'Algérie, un effort immense pour se réinstaller en France et voient avec chagrin le moment où ils devront abandonner toute activité professionnelle sans avoir reçu l'indemnisation qui leur a été accordée et prévue pour les biens laissés en Algérie. Elle lui demande si le Gouvernement n'envisage pas, sans attendre le vote du projet de loi relatif à l'indemnisation, qui demandera encore un certain délai, de prévoir des avances sur cette indemnisation en faveur des rapatriés âgés qui se trouvent, par suite d'un état de santé déficient, dans l'impossibilité de poursuivre leur activité professionnelle et qui ont déposé un dossier à l'agence de défense des biens et intérêts des rapatriés. (Question du 28 mai 1970.)

Réponse. — Le Gouvernement a déposé le 3 juin 1970 sur le bureau de l'Assemblée nationale un projet de loi relatif à l'indemnisation des rapatriés. Il a demandé qu'il soit discuté à l'Assemblée nationale dès le jeudi 11 juin et espère, qu'avec le concours du Parlement, qu'il pourra être rapidement voté et mis en application.

SECRETARIAT D'ETAT AUPRES DU PREMIER MINISTRE CHARGE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DES LOISIRS

9430. — M. Guy Schmaus appelle l'attention de M. le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre chargé de la jeunesse, des sports et des loisirs, sur les graves incidents survenus lors du match de football le 1^{er} avril dernier au Parc des Princes, à Paris, qui ont fait plusieurs blessés. En effet, 30.000 spectateurs se sont présentés au guichet d'un stade qui ne comprend que 18.000 places,

soit beaucoup moins que de nombreux stades de province. N'est-il pas aberrant de constater que la capitale du pays ne puisse donner la possibilité aux spectateurs d'assister à un match important ? Il lui rappelle que différents projets avaient été envisagés pour la construction d'un stade de 100.000 places, indispensable pour permettre que les grandes compétitions sportives se déroulent dans de bonnes conditions. Il lui demande donc s'il est envisagé la construction prochaine d'un stade de 100.000 places, à quelle date et en quel lieu il doit être édifié. (*Question du 23 avril 1970.*)

Réponse. — La construction d'un stade de 100.000 places, un moment envisagée, a été différée au profit de la réalisation de parcs de sports et de loisirs utilisables par l'ensemble de la population de la région parisienne. La priorité donnée aux deux opérations de ce type retenues (Le Tremblay et Issy-les-Moulineaux) a été dictée par le souci d'améliorer les conditions de vie des habitants de la région parisienne en mettant à leur disposition des espaces aménagés tant pour la pratique des activités sportives et de plein air que pour la simple détente. Mais ces réalisations d'intérêt social n'ont pas fait oublier aux pouvoirs publics le problème de l'équipement de la capitale en stades susceptibles d'accueillir les grandes compétitions nationales et internationales. C'est dans ce but que la transformation du Parc des Princes a été entreprise. Elle aura pour effet de porter ce stade à une capacité de 50.000 places dans le cadre des opérations d'une grande qualité architecturale qui réservera aux spectateurs d'excellentes conditions de confort et de visibilité. La mise en service, à la fin de 1971, ou au début de 1972, du Parc des Princes ainsi transformé et agrandi grâce à des investissements très importants de l'Etat et de la ville de Paris, marquera un incontestable progrès. Pour ménager l'avenir, il convient d'ajouter que, dans le cadre de l'aménagement de la région parisienne, une importante réserve foncière a été prévue dans la plaine de Montesson en vue de réaliser un stade de très grande capacité lié à l'éventuelle organisation de manifestations de portée mondiale.

AGRICULTURE

9073. — M. Edgar Tailhades expose à M. le ministre de l'agriculture la situation particulièrement critique de l'arboriculture dans la région Languedoc-Roussillon. Il lui demande s'il ne conviendrait pas d'envisager : a) une modulation de l'impôt foncier en fonction du revenu réel alors qu'il est actuellement calculé sur un revenu cadastral trop élevé par rapport à d'autres activités agricoles ; dans l'immédiat, un abattement sur l'impôt foncier 1970 et la participation des représentants de l'arboriculture à la révision cadastrale accélérée prévue pour 1970 ; b) de porter de 25 à 30 p. 100 l'abattement sur les cotisations d'allocations familiales et d'assurances vieillesse agricoles, par analogie avec la suppression de l'impôt sur les salaires dont ont bénéficié les industriels ; c) la création d'une prime de stockage à l'instar de celle déjà instituée pour les céréales, qui permettrait aux arboriculteurs qui ont réalisé soit individuellement soit collectivement des installations de stockage et de conditionnement, de les rentabiliser, le coût en ayant déjà été apprécié par le F. O. R. M. A. ; d) la création au niveau régional d'un organisme constitué de personnes compétentes de la fonction publique et de l'arboriculture qui pourrait intervenir efficacement et rapidement dans la régularisation des marchés des fruits, cette création paraissant justifiée par la lourdeur de la procédure actuelle découlant de la multiplicité et de la diversité des directions ministérielles intéressées ; e) de clarifier les attributions des comités économiques et de les faire bénéficier de moyens financiers propres notamment par dotation en capital. (*Question du 22 décembre 1969.*)

Réponse. — Les questions posées par l'honorable parlementaire au sujet des arboriculteurs de la région Languedoc-Roussillon ont déjà fait l'objet d'études au plan national. La situation des problèmes évoqués est actuellement la suivante : a) s'agissant de l'impôt foncier, il paraît effectivement légitime, compte tenu des différences d'évolution observées, d'harmoniser le revenu réel et le revenu cadastral, afin d'obtenir une imposition plus équitable. C'est dans ce sens qu'une intervention a été faite auprès de M. le ministre de l'économie et des finances, seul compétent en la matière ; b) en ce qui concerne la situation des arboriculteurs en matière de cotisations d'allocations familiales et d'assurance vieillesse, il y a lieu de souligner que, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur, il ne peut être institué, en principe, de mesure d'abattement d'ordre général, portant soit sur les cotisations, soit sur les assiettes desdites cotisations, en faveur de certaines catégories d'assujettis. Cependant, eu égard aux difficultés économiques de l'arboriculture dans la région du Languedoc-Roussillon, les comités départementaux des prestations familiales agricoles des départements concernés seront appelés à examiner avec une attention toute particulière la situation des arboriculteurs lors de leur prochaine réunion en 1970, dans le cadre de l'application de la réglementation relative à l'assiette des cotisations des exploitants de cultures spécialisées (art. 4, 3^e alinéa, du décret n° 52-645 du

3 juin 1952 modifié). Il convient d'ajouter qu'en vertu de l'article 1077 du code rural, les comités peuvent accorder des remises individuelles de cotisations d'allocations familiales, partielles ou totales, dans les cas où la situation des assujettis le justifie ; les caisses de mutualité sociale agricole ont la même faculté. Sur le plan général, la question de la réforme de l'assiette des cotisations sociales agricoles a été mise à l'étude, conformément à l'article 18 de la loi n° 68-1245 du 31 décembre 1968 qui prescrit de rechercher un système de répartitions desdites cotisations en fonction des ressources des assujettis ; c) s'il n'existe pas de prime de stockage à proprement parler, les prix de retrait, dont l'application a pour but de soutenir et de régulariser les marchés, comportent une variation mensuelle qui tient compte notamment du coût du stockage. Il est certain que, comme en matière de céréales, cette plus-value ne peut être répercutée dans les prix que dans la mesure où la situation du marché lui-même le permet ; cependant, la prime de stockage se trouve garantie dès l'instant où le produit va à l'intervention ; d) s'agissant de la création éventuelle d'instances régionales en vue de la régularisation des marchés, il est à signaler que le dispositif communautaire prévu notamment par le règlement n° 159 (C. E. E.), en application depuis 1968, ne permet pas la création d'organismes régionaux autonomes. Les dispositions réglementaires acceptées par les Etats-Membres ont prévu de s'appuyer sur les groupements de producteurs existants et l'organisation économique pour faciliter et permettre le contrôle des interventions, mais ce cadre ne prévoit pas de laisser à des instances régionales la décision des interventions dans la mesure où celles-ci impliqueraient un renforcement des dépenses sur fonds publics nationaux ou communautaires ; e) pour ce qui est enfin des comités économiques agricoles régionaux, leur rôle est sans équivoque au plan juridique. Les articles 15, 16 et 17 de la loi du 8 août 1962, complémentaire à la loi d'orientation agricole sont très explicites sur le rôle, les pouvoirs et les moyens dont peuvent disposer les comités économiques pour harmoniser les disciplines des groupements de producteurs à l'effet de régulariser les marchés. Indépendamment des cotisations professionnelles perçues par lesdits comités dans le cadre des disciplines collectives, il importe de préciser que des aides de fonctionnement sur fonds publics leur sont attribuées sous certaines conditions pendant les cinq premières années suivant leur création dans le but de les aider à mettre en place les moyens nécessaires à leur gestion administrative, d'une part, et au contrôle des disciplines, d'autre part.

9165. — M. Jean Noury expose à M. le ministre de l'éducation nationale que le montant maximum de la bourse dont peut bénéficier un élève de lycée agricole fréquentant une classe de quatrième et de troisième est fixé à 840 francs et que ce montant est porté à 960 francs lorsqu'il s'agit d'un élève présent dans un établissement agricole privé (note du 15 décembre 1969 aux ingénieurs généraux d'agronomie). Sans qu'il puisse être question de diminuer le montant de la bourse attribuée dans ce dernier cas, il lui demande les raisons de cette différence de traitement apparemment anormale qui suscitent de vives réactions et les mesures qu'il compte prendre à cet égard. (*Question du 3 février 1970 transmise pour attribution par M. le ministre de l'éducation nationale à M. le ministre de l'agriculture.*)

Réponse. — A la rentrée scolaire dernière, il a été procédé à une révision du montant des prix de pension applicables dans les établissements de l'enseignement technique agricole public, fixés en dernier lieu en 1965. Cette mesure a été assortie d'une modification de régime. Sur le modèle de ce qui était en pratique dans les établissements de l'éducation nationale, il a été décidé d'appliquer un abattement en faveur des élèves des plus jeunes classes d'âge (4^e et 3^e), compensé d'ailleurs en sens inverse pour les élèves des classes d'âge le plus élevé (technicien supérieur et préparation au supérieur). En correspondance, pour tenir compte de l'allègement relatif des prix de pension concernant les élèves des classes de 4^e et 3^e, le taux des bourses entières a été normalisé à 840 francs dans les classes de l'enseignement court et de formation professionnelle et dans les classes de premier cycle (4^e et 3^e) de l'enseignement long. Simultanément, il était recommandé aux préfets de tenir compte des situations des familles particulièrement défavorisées et la faculté leur était accordée de prévoir l'octroi de neuf ou dix « huitièmes » d'une bourse complète pour répondre aux exigences des cas sociaux. Les dispositions ainsi prises ne pouvaient affecter que le secteur public de l'enseignement agricole. En effet, pour ce qui est du secteur de l'enseignement agricole privé reconnu, la tarification des prix de pension dans les établissements échappe à mon intervention. Aussi bien, aucune mesure particulière n'a-t-elle été prise pour ce qui concerne les taux des bourses susceptibles d'être accordées aux élèves des établissements de ce secteur. Ceux-ci ont été maintenus aux niveaux antérieurement pratiqués. En ce sens, 960 francs constitue effectivement un taux maximum qui ne peut être servi que dans les établissements de cycle long, le taux maximum demeurant fixé à 840 francs pour le cycle court et à 300 francs pour l'apprentissage.

9288. — M. Jean Aubin attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur l'émotion soulevée par l'émission télévisée du 3 mars : *Adieu Coquelicot*. Alors que s'offrait à l'O. R. T. F. une occasion, dont il faut regretter la rareté, de présenter un tableau objectif du monde rural et de la situation agricole à la veille de l'ouverture du congrès national des syndicats agricoles, les téléspectateurs ont dû subir des statistiques erronées, des affirmations tendancieuses décrivant le paysan comme le plus important bénéficiaire des ressources de l'impôt, voire des images visant à la condamnation de certaines exploitations. Il lui demande, en conséquence, quelle action il envisage pour que les programmes agricoles soient plus fréquemment et plus objectivement exposés et, en particulier, pour faire savoir qu'entre le jardinage et la grosse exploitation, existent des solutions intermédiaires, grâce auxquelles pourrait être ralenti le dépeuplement des campagnes et des régions montagneuses, si préjudiciable à la nation tout entière. (*Question du 19 mars 1970.*)

Réponse. — L'émission *Adieu Coquelicot* a provoqué une vive émotion dans les milieux professionnels agricoles où les réactions qu'elle a entraînées ont été nombreuses. La présentation plus que le film explique ces réactions. Cette émission a cependant permis à un très grand nombre de téléspectateurs de prendre conscience de l'évolution de l'Office de radiotélévision française dans le sens d'une plus grande autonomie. Les interventions du ministre de l'agriculture au cours de cette émission ont eu pour but de rectifier certaines affirmations et surtout de rappeler que le coût de l'agriculture n'est pas celui que trop souvent l'on prétend, car il faut tenir compte de deux données : le rôle multiple du ministère de l'agriculture et la nécessité d'aider notre agriculture à devenir compétitive. La France est maintenant le deuxième exportateur mondial de produits agricoles ; et la mise en place du Marché commun agricole fait que nos exportations au sein de la Communauté économique européenne, qui représentent près de 63 p. 100 de nos ventes à l'étranger, sont effectuées sans soutien budgétaire vers nos cinq partenaires. Une autre partie de nos exportations se fait sous la forme d'aide alimentaire aux pays en voie de développement. L'information des milieux agricoles est une des préoccupations du ministère de l'agriculture qui utilise tous les moyens à sa disposition : ses publications, la presse, la radio et la télévision ; c'est ainsi qu'à l'O. R. T. F. programme deux fois par mois une émission nationale *Télé-Village*, conçue comme un journal, plus spécialement destinée au monde rural et qui touche, d'après les sondages, environ 3 millions de téléspectateurs. Des magazines régionaux sont diffusés tous les vendredis alternativement sur quatre émetteurs principaux : Ouest, Sud-Ouest, Sud-Est, Nord-Est, relayés par dix-sept émetteurs régionaux. Ces émissions qui traitent régulièrement de quatre sujets : un d'intérêt général, un technique, un économique, un social ou scolaire, couvrent pratiquement l'ensemble du territoire. Elles sont très appréciées des téléspectateurs ruraux. Enfin, l'émission de télépromotion rurale qui est diffusée dans les départements de l'Ouest et du Sud-Ouest de la France comporte deux séries, l'une sur l'élevage dans l'Ouest face au Marché commun et l'autre sur les différentes structures de production, de l'exploitation familiale à la très grosse exploitation en passant par toutes les diverses formes de l'agriculture de groupe. Il faut signaler que cet effort méritoire sera poursuivi et accru dans les mois qui viennent.

ECONOMIE ET FINANCES

9363. — M. Edouard Bonnefous expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que dans les lycées et collèges d'enseignement secondaire nationalisés une redevance collégiale de 9 francs est perçue sur les prix de pension pour le compte du Trésor en service hors budget. Cette redevance est perçue par MM. les intendants en même temps que les frais des demi-pensions ou des pensions. Il demande si cette redevance de 9 francs est également obligatoirement due par les familles des enfants qui fréquentent les C. E. S. municipaux dont la demi-pension ou la pension fonctionne en régie municipale. Dans l'affirmative : a) en vertu de quels textes ; b) qui doit percevoir cette somme de 9 francs ; c) à qui elle doit être versée. (*Question du 7 avril 1970.*)

Réponse. — Les redevances d'externat surveillé sont perçues pour le compte de l'Etat, pour compenser la prise en charge par celui-ci du traitement des personnels de surveillance exerçant leurs fonctions en dehors des heures de présence obligatoire des élèves à l'école. C'est ainsi que dans les collèges d'enseignement général et les collèges d'enseignement secondaire une redevance ne peut être perçue que lorsqu'un service minimum de surveillance (récréation après le déjeuner, une heure au moins d'étude surveillée le soir) est assuré par un personnel spécial (maître d'internat ou surveillant d'externat). Le taux de cette redevance, instituée par la loi de finances du 13 juillet 1925 (art. 238) et dont le champ d'application a été défini notamment par une circulaire du 2 janvier 1961, a été fixé à 27 francs par an par un arrêté du 2 octobre 1953. Matériellement, dans un établissement dont l'internat fonctionne en régie municipale, cette rede-

vance est perçue pour le compte de l'Etat qui assume la charge des personnels de surveillance. Les sommes encaissées à ce titre sont reversées au comptable municipal, lequel doit les transmettre au comptable supérieur du Trésor dont il relève (décret n° 55-1329 du 6 octobre 1955).

EDUCATION NATIONALE

9003. — M. André Aubry attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur la situation alarmante existant au C. E. S. provisoire Pajeaud d'Antony. Il lui signale que, dans cet établissement où la rentrée s'est faite avec retard, subsistent de nombreuses insuffisances et malfaçons, à savoir : chauffage défectueux dans certaines classes ; inexistence de parties couvertes pour se rendre d'un bâtiment à l'autre ; pas de couloir, de marquises protégeant la sortie des classes ; manque absolu de matériel audio-visuel (électrophone...), matériel de sciences, dessin, musique, gymnastique, etc. ; préau sans installation de chauffage dont la construction légère (inondation par pluie) ne permet pas l'utilisation rationnelle. De plus, et contre tout usage, ce préau, vu l'inexistence de salles spécialisées (dessin, musique, gymnastique) doit pallier ces insuffisances. Il lui signale également que le statut de l'établissement n'est toujours pas défini (ce qui est préjudiciable à la bonne marche de cet établissement), que la plupart des professeurs n'ont pas reçu de nomination officielle deux mois après la rentrée, que l'insuffisance en personnel de surveillance nuit très sérieusement à la sécurité des élèves. En conséquence, il lui demande quelles dispositions il compte prendre, pour remédier le plus rapidement possible à cet état de chose, afin que : 1° une solution immédiate soit apportée au problème des statuts ; 2° soient réalisés les travaux nécessaires ; 3° soient fournis à l'établissement le personnel et le matériel permettant son fonctionnement correct. (*Question du 26 novembre 1969.*)

Réponse. — La pression des effectifs de premier cycle à Antony a conduit les autorités académiques à ouvrir, à la rentrée 1969, auprès du groupe d'observation dit groupe « Pajeaud » et dans des locaux provisoires fournis et équipés par l'Etat, quelques classes de « type lycée » rattachées du point de vue pédagogique au lycée d'Antony, mais fonctionnant, du point de vue financier, à la charge de la commune à qui appartient notamment, si elle le juge opportun, d'apporter au fonctionnement matériel de l'établissement des améliorations telles que l'aménagement de parties couvertes entre les bâtiments, l'installation d'un préau, l'amélioration du chauffage. Les professeurs de l'établissement, qui enseignaient précédemment dans les autres groupes d'observation d'Antony, rassemblés à la rentrée 1969 dans les locaux du groupe « Pajeaud », ont reçu confirmation en décembre 1969 de leur affectation définitive à ce groupe. En outre, deux professeurs du lycée d'Antony y assurent l'enseignement des lettres et des mathématiques. La question de la surveillance a été réglée après la nomination de deux surveillants d'externat exerçant l'un à temps complet, l'autre à mi-temps. Pour la rentrée 1970, il vient d'être décidé de régulariser la situation administrative du groupe d'observation et des classes de type lycée qui y sont adjointes par la transformation de l'ensemble en un collège d'enseignement secondaire municipal. La direction pédagogique de cet établissement sera provisoirement assurée par le proviseur du lycée d'Etat mixte d'Antony, assisté par un sous-directeur dont le poste est créé avec effet de la rentrée prochaine.

9229. — Mme Catherine Lagatu attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur la nécessité et la possibilité d'agrandir le C. E. T. féminin sis 114, quai de Jemmapes. A une précédente question écrite n° 8615 du 13 juin 1969, il répondait dans les termes suivants : « Le projet d'extension du collège d'enseignement technique situé 114, quai de Jemmapes, à Paris (10^e), n'est nullement abandonné ; l'inscription d'une réserve sur le terrain contigu sis 116-118, quai de Jemmapes, a été demandée par les services d'enseignement de la préfecture de Paris ; ce terrain figure donc au plan d'urbanisme directeur en cours de révision, au titre de réserve pour service public au profit de l'enseignement technique. En conséquence, la demande de permis de bâtir en cours d'instruction a fait l'objet d'une proposition de sursis à statuer ». En conséquence, elle lui demande si les projets concernant ce collège connaissent une suite favorable. (*Question du 20 février 1970.*)

Réponse. — Les projets de l'administration concernant l'extension du C. E. T. situé 114, quai de Jemmapes, n'ont subi aucune modification. La ville de Paris a été invitée à engager la procédure d'acquisition des terrains voisins. Il n'est pas possible de préciser dès maintenant la date à laquelle les travaux pourront être financés ; la situation de cet établissement fera l'objet d'une étude particulièrement attentive lors de la préparation du VI^e Plan.

9307. — M. Roger Gaudon attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur la situation faite aux C. E. T. du Val-de-Marne; il lui signale donc le cas: du C. E. T. François-Arago de Villeneuve-Saint-Georges, dont l'enveloppe budgétaire est inférieure de 40,3 p. 100 aux propositions faites par son conseil d'administration et en diminution de 12,12 p. 100 sur le crédit moyen par élève attribué en 1969; du C. E. T. de Choisy-le-Roi, avenue d'Alfortville, moins 6 p. 100; de celui de La Varenne, moins 10 p. 100. Il lui rappelle que le fonctionnement normal de chaque établissement exige des crédits correspondants et importants, sous peine de mettre en cause dans ses fondements la formation professionnelle dont doivent être assurés un nombre toujours croissant de jeunes gens et de jeunes filles. Il lui demande donc quelles mesures il envisage afin: 1° d'augmenter dans l'immédiat la subvention aux établissements dont l'enveloppe budgétaire a subi une diminution; 2° de tenir compte des propositions formulées par chaque conseil d'administration, en vue de mettre à son niveau normal la subvention d'équilibre attribuée au titre du fonctionnement de chaque établissement. (Question du 24 mars 1970.)

Réponse. — Comparativement aux subventions accordées aux C. E. T. du Val-de-Marne en 1969, celles de l'exercice 1970 ont été augmentées en fonction de la variation des effectifs des élèves et des conditions de fonctionnement propres à chaque établissement. C'est ainsi que les subventions allouées aux C. E. T. de Villeneuve-Saint-Georges, Choisy-le-Roi, La Varenne ont été majorées respectivement de 60 p. 100, 30 p. 100 et 15 p. 100. Ces augmentations représentent dans l'immédiat l'effort maximum que l'Etat a pu consacrer aux dépenses de fonctionnement des établissements nationaux. Un nouvel ajustement est envisagé dès que pourront être dégagées des disponibilités budgétaires supplémentaires.

9441. — M. Pierre Schiele, constatant la notoire insuffisance du personnel enseignant, aggravée par le fait que la féminisation de la fonction enseignante s'accroît régulièrement et accroît sensiblement les absences du personnel en position de congé pendant l'année scolaire, demande à **M. le ministre de l'éducation nationale** quelles mesures il entend prendre pour faire cesser les fermetures temporaires de classes et permettre aux élèves de recevoir l'enseignement qui leur est dû. (Question du 23 avril 1970.)

Réponse. — Le remplacement des instituteurs temporairement absent est un problème délicat que les inspecteurs d'académie s'efforcent de régler dans les meilleures conditions. Ce problème, au demeurant, ne se pose pas d'une façon propre: il a les mêmes caractéristiques que dans n'importe quelle entreprise privée ou service public, en particulier l'aspect subit, imprévu, de ces absences, la difficulté de pourvoir au remplacement de l'absent par un agent d'égale qualification, le taux et la fréquence beaucoup plus élevée de ces absences en période d'hiver, l'impossibilité technique et financière de disposer d'un « volant » de remplaçants tour à tour excédentaire et insuffisant, etc. En ce qui concerne les maîtres et maîtresses de l'enseignement primaire, la question ne devient donc plus difficile, et irritante pour les familles, que dans la mesure où se posent des problèmes imprévus de garde des enfants; aspect social des choses qui n'est d'ailleurs pas négligeable. Si les inspecteurs d'académie avaient à leur disposition un plus grand nombre de maîtres remplaçants, la question pourrait être apparemment résolue de meilleure façon. Mais l'attention de l'honorable parlementaire est attirée sur le fait que, lorsque le nombre des absences serait plus faible et n'exigerait plus autant de recours à leurs services, un grand nombre d'entre eux ne percevrait plus que le quart de leur traitement, aux termes mêmes de la loi du 8 mai 1951 portant statut des instituteurs remplaçants. D'autres solutions de fortune, en fonction des circonstances et souvent de façon plus aisée dans les établissements où le nombre plus important de personnel donne davantage de possibilités de « jeu » sont recherchées soit par le regroupement d'élèves, soit par l'emploi de suppléants éventuels, dont l'utilisation est prévue également par la loi précitée. Mais les suppléants et l'administration ne sont liés par aucun engagement spécial, ce qui ne permet pas de disposer de ces suppléants avec autant d'autorité qu'il serait nécessaire pour assurer la continuité du service de remplacement. Il va sans dire qu'aucun palliatif, si onéreux soit-il, ne pourrait permettre de donner, à des difficultés par nature provisoires, des solutions autres que provisoires.

9443. — M. Pierre Schiele, apprenant que **M. le ministre de l'éducation nationale** prend l'initiative d'un décret tendant à intégrer à ses services l'éducation des enfants déficients sensoriels (sourds et aveugles), confiés jusqu'ici au ministre de la santé publique et de la population, lui demande: 1° si, compte tenu des nombreux et graves sujets de préoccupation que pose présentement l'organisation de l'éducation nationale, il estime opportun de se charger de cette tâche supplémentaire; 2° au cas où il entendrait confier cette charge

nouvelle au personnel actuel de l'éducation nationale, s'il n'estime pas téméraire une telle entreprise, alors que ses services ne sont pas à même actuellement de pourvoir à tous les postes budgétaires ouverts et, *a fortiori*, au remplacement du personnel en congé; 3° au contraire, ces établissements d'éducation nécessitant un personnel hautement qualifié, dans quelles conditions il entend assurer le recrutement et la formation; 4° quel serait le statut des établissements privés qui fonctionnent actuellement; 5° enfin, par quelles dispositions financières il entend assurer la gratuité d'un tel enseignement et répondre ainsi au vœu des familles intéressées. (Question du 23 avril 1970.)

Réponse. — Le projet de décret concernant l'éducation de tous les enfants inadaptés et handicapés a été élaboré en commun par le ministère de l'éducation nationale et le ministère de la santé publique et de la sécurité sociale. L'objet de ce décret est de proposer une organisation rationnelle des établissements existant et qui relèvent de l'éducation nationale, de rendre plus effective l'obligation de donner aux jeunes handicapés l'éducation qui leur convient et, par une application plus libérale de la loi du 31 décembre 1959, d'accorder aux établissements privés qui les accueillent et qui souhaiteraient l'obtenir, une aide financière plus considérable. C'est cette dernière disposition qui permettra d'assurer, dans tous les établissements qui en feront la demande, une gratuité effective de l'éducation s'étendant éventuellement à la gratuité d'activités qui en sont le support ou le complément, prévue dans le cas des contrats d'association. Il va de soi que de telles mesures ne sont pas de nature à entraîner ni une modification du statut des établissements privés qui en seraient bénéficiaires ni une détérioration du service qu'ils rendent. Il ne s'agit donc en rien d'une tâche supplémentaire et, quels que soient les sujets de préoccupation de l'éducation nationale, il ne paraîtrait sans doute pas admissible que les enfants déficients sensoriels ne soient pas l'objet de l'attention la plus vigilante de ce département ministériel.

9456. — M. Georges Cogniot expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** que les enfants scolarisés des travailleurs étrangers établis en France n'ont pas droit aux bourses d'enseignement délivrées par son département, mais ne bénéficient en matière de bourses que de crédits gérés par le service d'aide sociale aux immigrants. Ces crédits n'ont permis d'accorder en 1968-1969 que 3.930 bourses pour un effectif de 86.000 élèves. Il lui demande s'il ne lui paraît pas opportun et équitable d'admettre au contraire tous les élèves étrangers au bénéfice du régime national des bourses de l'éducation nationale, puisqu'il s'agit d'aides contribuant efficacement à la promotion et à l'intégration des travailleurs étrangers et de leur famille, et d'augmenter en conséquence les crédits affectés aux bourses. (Questions du 28 avril 1970.)

Réponse. — Le décret n° 59-38 du 2 janvier 1959, qui fixe les conditions d'attribution des bourses nationales d'études du second degré, précise que ces bourses sont destinées à contribuer à l'entretien des élèves de nationalité française. A titre dérogatoire, le décret n° 61-157 du 2 mai 1961 prévoit la possibilité d'accorder des bourses d'études aux élèves de nationalité étrangère résidant régulièrement en France et fréquentant un collège d'enseignement technique ou un centre d'apprentissage habilité à recevoir des boursiers nationaux. L'extension du bénéfice des bourses d'études à tous les élèves de nationalité étrangère poursuivant leurs études secondaires en France — qui supposerait au préalable une réciprocité de la part des pays concernés au profit des enfants de nationalité française — n'a pu être à ce jour réalisée, en raison notamment de l'effort financier supplémentaire qu'elle suppose de la part de l'Etat, c'est-à-dire en définitive de la collectivité nationale. La recherche, actuellement en cours, d'un nouveau système permettant d'atteindre, sur l'ensemble de la scolarité obligatoire, un système homogène de gratuité, pourrait, si elle aboutissait, apporter une meilleure solution à la question évoquée par l'honorable parlementaire.

9457. — M. Georges Cogniot expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** qu'une étude récente de l'institut national d'études démographiques aboutit à la conclusion que, de 1952 à nos jours, « les bourses n'ont bénéficié d'aucune priorité ». Cette étude établit qu'au niveau de l'enseignement supérieur, les bourses et l'aide aux étudiants ne reçoivent plus en 1969 que 23 p. 100 du total des crédits et qu'une décroissance relative aussi forte s'observe au niveau du second degré, où la part des bourses se trouve réduite de 13,9 p. 100 des dépenses totales en 1962 à 8,6 p. 100 en 1969. La même étude constate qu'en 1969 le pouvoir d'achat des bourses du second degré est tombé à son taux le plus bas, en recul de 16 p. 100 par rapport à 1952, et de plus de 10 p. 100 par rapport à 1962. Il lui demande dans ces conditions si un effort considérable de redressement de la situation ne lui semble pas nécessaire et si les mesures corres-

pondantes seront inscrites dans les prévisions budgétaires pour 1971. (*Question du 28 avril 1970.*)

Réponse. — L'évolution des crédits destinés aux bourses d'études entre 1962 et 1969 permet de constater un accroissement supérieur à l'augmentation du nombre des étudiants et élèves. En ce qui concerne les bourses d'enseignement supérieur, les crédits budgétaires sont passés de 119.525.000 francs en 1962-1963, à 442.676.000 francs en 1969-1970, correspondant respectivement au service de 55.573 et 142.798 bourses, soit 15,8 et 20,9 p. 100 des effectifs des étudiants. Pour l'année 1970-1971, des crédits de 489.176.000 francs ont été prévus, permettant le service de 157.798 bourses et allocations d'études, soit 21,6 p. 100 des effectifs d'étudiants prévus pour la prochaine rentrée universitaire. Pour les bourses d'études du second degré, les crédits budgétaires ont progressé de 429.975.000 francs en 1962-1963 à 864.200.000 francs en 1969-1970, correspondant respectivement au service de 866.645 et 1.671.039 bourses, soit 31,4 et 40,6 p. 100 des effectifs des élèves scolarisés au niveau du second degré. Pour l'année 1970-1971, des crédits de 934.820.000 francs ont été prévus, permettant le service de 1.807.757 bourses, correspondant à l'évolution depuis l'année précédente de la population scolaire poursuivant des études à ce niveau. De la même manière, à l'occasion de la préparation du budget de l'année civile 1971, sera prévu un accroissement du nombre des bourses susceptibles d'être accordées pendant l'année universitaire 1971-1972, proportionnel à l'évolution prévisible du nombre des étudiants et des élèves. A cette occasion, dans le cadre de l'évolution du coût de la vie, sera également envisagée une augmentation du taux moyen des bourses d'enseignement supérieur ainsi que du montant de la part unitaire des bourses d'études du second degré. Sur le fond même du problème de l'aide apportée en ce domaine aux familles par l'Etat, des études sont actuellement entreprises, en liaison avec les organisations intéressées, en vue d'apprécier si, compte tenu de la prolongation de la scolarité obligatoire, un nouveau système d'aide aux familles ne serait pas préférable au niveau du premier cycle du second degré. Une telle solution, dans la mesure où elle serait retenue, ne pourrait être mise en œuvre avant l'année scolaire 1971-1972.

9476. — M. Marcel Champeix expose à M. le ministre de l'éducation nationale que les élèves des cours professionnels polyvalents ruraux et des cours professionnels agricoles dépendant de l'éducation nationale ne bénéficient d'aucune bourse ou d'aucune allocation scolaire. Il lui demande s'il ne pourrait être mis fin à cette situation singulière en octroyant des bourses comme il est alloué des bourses d'Etat à d'autres jeunes qui ne suivent pas non plus une scolarité à temps plein. (*Question du 5 mai 1970.*)

Réponse. — L'octroi des bourses nationales d'études du second degré est réservé aux élèves qui suivent un enseignement à temps plein, dont le nombre annuel d'heures correspond à celui des enseignements dispensés dans les établissements du second degré. Les élèves suivant une scolarité à temps partiel ne peuvent en aucun cas bénéficier de bourses nationales d'études. Les primes susceptibles d'être servies dans certaines conditions aux apprentis du secteur des métiers titulaires d'un contrat d'apprentissage et suivant des cours professionnels, auxquelles semble faire allusion l'honorable parlementaire, ne peuvent être assimilées à des bourses d'études. Plusieurs mesures ont été prises récemment en faveur des enfants d'exploitants et salariés agricoles, afin d'inciter et d'aider leurs familles à leur faire poursuivre des études du second degré. Depuis l'année scolaire 1969-1970 les ressources prises en considération pour l'attribution éventuelle d'une bourse nationale d'études du second degré sont celles retenues par les services des contributions directes en vue de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, sans qu'il y soit appliqué désormais de coefficient de correction. C'est ainsi que 94,26 p. 100 des demandes de bourses d'études présentées par des familles d'agriculteurs pour la présente année scolaire ont pu être retenues. De même en ce qui concerne le taux des bourses du second degré, des parts supplémentaires, dans la limite de trois, sont attribuées depuis janvier 1968 aux enfants d'agriculteurs, soit domiciliés dans une zone de rénovation rurale ou de montagne, soit scolarisés dans le second cycle, soit internes dans le second cycle.

SANTE PUBLIQUE ET SECURITE SOCIALE

9403. — M. Joseph Raybaud expose à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale le cas d'un Français âgé de soixante-deux ans qui, ayant occupé un emploi salarié en Algérie de 1930 au 1^{er} novembre 1968, date à laquelle il a dû rentrer en métropole à la suite de la nationalisation par l'Etat algérien de l'entreprise qui l'employait, a alors demandé à la caisse vieillesse des travailleurs salariés de liquider la pension qu'il pensait avoir acquise compte tenu

des périodes de validation gratuite accordée en application de l'article 1^{er} de la loi n° 64-1334 du 26 décembre 1964. Il a été débouté de sa demande, motif pris que sa demande de validation gratuite de la période 1938-1953 aurait dû, aux termes de l'article 3 du décret du 2 septembre 1965, être déposée avant le 1^{er} janvier 1967, alors qu'il ne pouvait la présenter avant novembre 1968, la loi de 1964 exigeant que les intéressés résident en France au moment du dépôt de ladite demande. Il se voit, à la suite de ce refus, démunir, à soixante-deux ans, malgré une activité de près de quarante ans, de toute retraite de sécurité sociale et du droit aux prestations de l'assurance maladie. Il s'étonne d'autant plus de l'existence nouvelle introduite par le décret susvisé du 2 septembre 1965 en ce qui concerne la date de dépôt des demandes, que la loi du 26 décembre 1964 ne fait, à aucun moment, allusion à un quelconque délai de forclusion. Il lui demande de vouloir bien prendre toutes les mesures pour supprimer la forclusion introduite par le décret du 2 septembre 1965, et ceci afin de donner à tous les rapatriés, quelle que soit la date de leur retour en métropole, le bénéfice des validations gratuites dont le législateur de 1964 a entendu faire profiter tous ceux qui ont dû rentrer en métropole à la suite des événements politiques. (*Question du 16 avril 1970.*)

Réponse. — La question de la réouverture des délais impartis aux anciens salariés d'Algérie pour demander la validation gratuite, au titre du régime général d'assurance vieillesse, de leurs périodes d'activité professionnelle accomplies en Algérie entre le 1^{er} avril 1938 et le 1^{er} avril 1953, paraît, à la suite des études dont elle a fait l'objet, pouvoir être réglée dans un sens favorable. Il est, toutefois, prématuré d'indiquer la date à laquelle les mesures envisagées à cet égard pourront intervenir. Il est d'ailleurs signalé à l'honorable parlementaire qu'afin de ne pas défavoriser les Français qui, du fait qu'ils continuaient à travailler en Algérie, n'ont pu solliciter avant la date limite fixée par le décret du 2 septembre 1965, la validation de leurs périodes de salariat accomplies dans ce pays antérieurement au 1^{er} juillet 1962, il a été admis que la forclusion, prévue par ce décret pour la validation gratuite des périodes de salariat de 1938 à 1953, ne serait pas opposée à ces salariés français lors de leur retour en France, sous réserve qu'ils déposent leur demande de validation gratuite dans le délai de trois mois suivant ce retour. En conséquence, si le requérant dont il s'agit a déposé sa demande de validation gratuite dans les trois mois qui ont suivi son retour en France (soit avant le 1^{er} février 1969), c'est à tort que la forclusion a été opposée à cette demande et il conviendrait alors que l'honorable parlementaire communique les précisions nécessaires en vue de permettre une enquête sur ce cas auprès de la caisse intéressée. Il est enfin rappelé qu'aucun délai de forclusion n'est applicable en ce qui concerne la validation de la période de 1953 à 1962.

TRAVAIL, EMPLOI, POPULATION

9462. — M. Jean Bardol rappelle à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale la question écrite n° 8479 qu'il avait posée le 29 avril 1969 à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales et qui était relative aux mauvaises conditions d'hygiène dans lesquelles travaillent les ouvriers d'une importante aciérie du Pas-de-Calais. Dans sa réponse (*Journal officiel* du 31 mai 1969, débats parlementaires, Sénat, p. 277), il lui a indiqué que la « question écrite mettant en cause une entreprise nommée désignée, il serait répondu par lettre à l'honorable parlementaire lorsque le résultat de l'enquête serait parvenu ». Il lui signale qu'il n'a pas encore reçu de lettre-réponse, et ce un an après le dépôt de la question et alors que les conditions d'hygiène de ces travailleurs n'ont pas été améliorées. Il lui demande, en conséquence, de lui faire connaître les résultats de l'enquête et les mesures prescrites à l'entreprise. (*Question du 29 avril 1970 transmise pour attribution par M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale à M. le ministre du travail, de l'emploi et de la population.*)

Réponse. — La lettre faisant connaître les résultats de l'enquête effectuée dans l'entreprise en cause et dont l'envoi était annoncé par la réponse du 31 mai 1969, débats parlementaires, p. 2771, a été envoyée à l'honorable parlementaire, sous le timbre du ministère des affaires sociales, par courrier du 11 juin 1969. Une copie de cette lettre lui est adressée par courrier de ce jour. Il est procédé, d'autre part, à une nouvelle enquête sur les faits signalés.

Erratum

à la suite du compte rendu intégral des débats
de la séance du 9 juin 1970.

(*Journal officiel* du 10 juin 1970, débats parlementaires Sénat.)

Page 670, 2^e colonne, au lieu de : « 1337. — M. Albert Pen... », lire : « 9337. — M. Albert Pen... ».

ANNEXES AU PROCES-VERBAL

DE LA

séance du jeudi 11 juin 1970.

SCRUTIN (N° 50)

Sur la question préalable opposée par M. Jacques Descours Desacres à la discussion du projet de loi relatif à l'école polytechnique.

Nombre des votants.....	245
Nombre des suffrages exprimés.....	243
Majorité absolue des suffrages exprimés.....	122
Pour l'adoption.....	159
Contre	84

Le Sénat a adopté.

Ont voté pour :

MM.
Hubert d'Andigné.
Louis André.
André Armengaud.
André Aubry.
Clément Balestra.
Pierre Barbier.
Jean Bardol.
Edmond Barrachin.
André Barroux.
Joseph Beaujannot.
Jean Bène.
Aimé Bergeal.
Jean Berthoin.
Roger Besson.
Auguste Billiemaz.
René Blondelle.
Edouard Bonnefous
(Yvelines).
Raymond Bonnefous
(Aveyron).
Georges Bonnet.
Serge Boucheny.
Marcel Boulangé.
Pierre Bouneau.
Pierre Bourda.
Joseph Brayard.
Marcel Brégégère.
Louis Brives.
Martial Brousse
(Meuse).
Pierre Brousse
(Hérault).
Robert Bruyneel.
Henri Caillavet.
Jacques Carat.
Roger Carcassonne.
Marce Champeix.
Fernand Chatelain.
Georges Cogniot.
André Cornu.
Roger Courbatère.
Antoine Courrière.
Maurice Coutrot.
Mme Suzanne
Crémieux.
Georges Dardel.
Marcel Darou.
Michel Darras.
Léon David.
Roger Deblock.
Roger Delagnes.
Claudius Delorme.
Jacques Descours
Desacres.
Paul Driant.
Emile Dubois (Nord).
Hector Dubois (Oise).
Jacques Duclos.

Baptiste Dufeu.
André Dulin.
Charles Durand
(Cher).
Hubert Durand
(Vendée).
Emile Durieux.
Jacques Eberhard.
Pierre de Félice.
Jean Filippi.
Pierre Garet.
Marcel Gargar.
Roger Gaudon.
Abel Gauthier.
(Puy-de-Dôme).
Jean Geoffroy.
François Giacobbi.
Pierre Giraud.
Mme Marie-Thérèse
Goutmann.
Lucien Grand.
Robert Gravier (Meur-
the-et-Moselle).
Léon-Jean Grégory.
Louis Gros.
Marcel Guislain.
Raymond Guyot.
Baudouin de Haute-
clocque.
Henri Henneguelli.
Gustave Héon.
Roger Houdet.
Eugène Jamain.
Maxime Javelly.
Léon Jozeau-Marigné.
Jean Lacaze.
Jean de Lachomette.
Mme Catherine
Lagatu.
Marcel Lambert.
Georges Lamousse.
Adrien Laplace.
Robert Laucournet.
Robert Laurens.
Charles Laurent-
Thouveney.
Edouard Le Bellegou.
Fernand Lefort.
Jean Legaret.
Modeste Legouez.
Marcel Lemaire.
François Levacher.
Jean Lhopspied.
Ladislav du Luart.
Pierre Mailhe
(Hautes-Pyrénées).
Paul Massa.
Marcel Mathy.

Jacques Ménard.
André Méric.
Léon Messaud.
André Mignot.
Gérard Minvielle.
Paul Mistral.
Marcel Molle.
Max Monichon.
Gaston Monnerville.
Gabriel Montpied.
Roger Morève.
André Morice.
Louis Namy.
Jean Nayrou.
Dominique Pado.
Gaston Pams.
Guy Pascaud.
François Patenôtre.
Paul Pauly.
Marc Pautzet.
Jacques Pelletier.
Lucien Perdureau.
Jean Pérédier.
Guy Petit.
Paul Piales.
André Picard.
Jules Pinsard.
Auguste Pinton.
Fernand Poignant.
Georges Portmann.
Mlle Irma Rapuzzi.
Jacques Rastouin.
Etienne Restat.
Paul Ribeyre.
Eugène Romaine.
Vincent Rotinat.
Alex Roubert.
Georges Rougeron.
François Schleiter.
Guy Schmaus.
Abel Sempé.
Charles Sinsout.
Edouard Soldani.
Marcel Souquet.
Charles Suran.
Edgar Tailhades.
Louis Talamoni.
Louis Thioleron.
Henri Tournan.
René Travert.
Jacques Vassor.
Fernand Verdeille.
Maurice Vérillon.
Jacques Verneuil.
Hector Viron.
Joseph Voyant.
Raymond de Wazières.
Michel Yver.

Ont voté contre :

Jean-Pierre Blanc.
Raymond Boin.
Charles Bosson.
Jean-Marie Bouloux.
Amédée Bouquerel.
Jean-Eric Bousch.
Pierre Brun (Seine-et-
Marne).
Mme Marie-Hélène
Cardot.

Pierre Carous.
Maurice Carrier.
Adolphe Chauvin.
Albert Chavanac.
André Colin
(Finistère).
Yvon Coué
du Foresto.
Jean Deguise.
Henri Desseigne.

André Diligent.
François Duval.
Jean Errecart.
Yves Estève.
Charles Ferrant.
Jean Fleury.
Marcel Fortier.
André Fosset.
Lucien Gautier
(Maine-et-Loire).
Victor Golvan.
Jean Gravier (Jura).
Louis Guillou.
Roger du Haigouet.
Yves Hamon.
René Jager.
Louis Jung.
Michel Kauffmann.
Alfred Kieffer.
Michel Kistler.
Maurice Lalloy.
Emmanuel Lartigue.
Jean Lecanuet.

Bernard Lemarié.
Robert Liot.
Jean-Marie Louvel.
Pierre Maille
(Somme).
Georges Marie-Anne.
Pierre-René Mathey.
Jean-Baptiste Mathias.
Michel Maurice-
Bokanowski.
Jacques Maury.
Roger Menu.
André Messenger.
Paul Minot.
René Monory.
Claude Mont.
Geoffroy de Monta-
lembert.
André Monteil.
Lucien De Montigny.
Léon Motais de Nar-
bonne.

Jean Natali.
Jean Noury.
Marcel Nuninger.
Jacques Piot.
Alfred Poroï.
Roger Poudonson.
Joseph Raybaud.
Georges Repiquet.
Jean Sauvage.
Pierre Schiele.
Robert Schmitt.
Robert Soudant.
Jacques Soufflet.
Pierre-Christian Tait-
tinger.
René Tinant.
Raoul Vadepiéd.
Amédée Valeau.
Jean-Louis Vigier.
Robert Vignon.
Joseph Yvon.
Charles Zwickert.

Se sont abstenus :

MM. Paul Guillard et Jacques Henriët.

N'ont pas pris part au vote :

MM.
Jean de Bagneux.
Jean-Pierre Blanchet.
Robert Bouvard.
Raymond Brun
(Gironde).
Charles Cathala.
Léon Chambarettaud.
Michel Chauty.
Pierre de Cheigny.
Jean Colin (Essonne).
Francisque Collomb.
Louis Courroy.

Roger Duchet.
Yves Durand
(Vendée).
Fernand Esseul.
Paul Guillaumot.
Jacques Habert.
Alfred Isautier.
Lucien Junillon.
Henri Lafleur.
Guy de La Vasselais.
Arthur Lavy.
Marcel Legros.
Henry Lose.

Louis Martin (Loire).
Marcel Martin (Meur-
the-et-Moselle).
Michel Miroudot.
Henri Parisot.
Marcel Pellenc.
Paul Pelleray.
Albert Pen.
Marcel Prélôt.
Henri Prêtre.
Pierre Prost.
Maurice Sambron.
Henri Terré.

Absent par congé :

M. Pierre Marcilhacy.

N'ont pas pris part au vote :

M. Alain Poher, président du Sénat, et M. Etienne Dailly, qui présidait la séance.

A délégué son droit de vote :

(Art. 63 et 64 du règlement.)

M. Fernand Lefort à M. Louis Namy.

Les nombres annoncés en séance avaient été de :

Nombre des votants.....	246
Nombre des suffrages exprimés.....	244
Majorité absolue des suffrages exprimés.....	123
Pour l'adoption.....	161
Contre	83

Mais, après vérification, ces nombres ont été rectifiés conformément à la liste de scrutin ci-dessus.

SCRUTIN (N° 51)

Sur le projet de loi autorisant la ratification du traité concernant l'exploration de l'espace, signé le 27 janvier 1967.

Nombre des votants.....	279
Nombre des suffrages exprimés.....	279
Majorité absolue des suffrages exprimés.....	140
Pour l'adoption.....	279
Contre	0

Le Sénat a adopté.

Ont voté pour :

MM.
Ahmed Abdallah.
Hubert d'Andigné.
Louis Andre.
André Armengaud.

Jean Aubin.
André Aubry.
Jean de Bagneux.
Octave Bajeux.
Clément Balestra.

Pierre Barbier.
Jean Bardol.
Hamadou Barkat
Gourat.
Edmond Barrachin.

André Barroux.
Maurice Bayrou.
Joseph Beaujannot
Jean Bène.
Aimé Bergeal.
Jean Bertaud.
Jean Berthoin.
Roger Besson.
Général Antoine
Béthouart.
Auguste Billiemaz.
Jean-Pierre Blanc
Jean-Pierre Blanchet
René Blondelle.
Raymond Boin.
Edouard Bonnefous
(Yvelines).
Raymond Bonnefous.
(Aveyron).
Georges Bonnet.
Charles Bosson.
Serge Boucheny.
Marcel Boulangé.
Jean-Marie Bouloux.
Pierre Bouneau.
Amédée Bouquerel.
Pierre Bourda.
Jean-Eric Bousch.
Robert Bouvard.
Joseph Brayard.
Marcel Brégégère.
Louis Brives.
Martial Brousse
(Meuse).
Pierre Brousse
(Hérault).
Pierre Brun (Seine-et-
Marne)
Robert Bruyneel.
Henri Caillavet.
Jacques Carat.
Roger Carcassonne.
Mme Marie-Hélène
Cardot.
Pierre Carous.
Maurice Carrier.
Charles Cathala.
Léon Chambaretaud
Marcel Champeix.
Fernand Chatelain.
Michel Chauty.
Adolphe Chauvin.
Albert Chavanac.
Pierre de Chevigny.
Georges Cogniot.
André Colin
(Finistère).
Jean Colin (Essonne).
Francisque Collomb.
André Cornu.
Yvon Coudé
du Foresto.
Roger Courbatère.
Antoine Courrière.
Louis Courroy.
Maurice Coutrot.
Mme Suzanne
Crémieux.
Etienne Dailly.
Georges Dardel.
Marcel Darou.
Michel Darras.
Léon David.
Roger Deblock.
Jean Deguise.
Roger Delagnes.
Claudius Delorme.
Jacques Descours
Desacres.
Henri Desseigne.
André Diligent.
Paul Driant.
Emile Dubois (Nord).
Hector Dubois (Oise).
Roger Duchet.
Jacques Duclos.
Baptiste Dufeu.
André Dulin.
Charles Durand
(Cher).
Hubert Durand
(Vendée).
Yves Durand
(Vendée).
Emile Durieux.
François Duval.
Jacques Eberhard.
Jean Errecart.
Fernand Esseul.
Yves Estève.

Pierre de Félice.
Charles Ferrant.
Jean Filippi.
Jean Fleury.
Marcel Fortier.
André Fosset.
Pierre Garet.
Marcel Gargar.
Roger Gaudon.
Abel Gauthier.
(Puy-de-Dôme).
Lucien Gautier
(Maine-et-Loire).
Jean Geoffroy.
François Jacobbi.
Pierre Giraud.
Victor Golvan.
Mme Marie-Thérèse
Goutmann.
Lucien Grand.
Jean Gravier (Jura).
Robert Gravier (Meur-
the-et-Moselle).
Léon-Jean Grégory.
Louis Gros.
Paul Guillard.
Paul Guillaumot.
Louis Guillou.
Marcel Guislain.
Raymond Guyot.
Jacques Habert.
Roger du Halgouet.
Yves Hamon.
Baudouin de Haute-
Jocque.
Henri Henneguelle.
Jacques Henriot.
Gustave Léon.
Roger Houdet.
Alfred Isautier.
René Jager.
Eugène Jamain.
Maxime Javelly.
Léon Jozeau-Marigné.
Louis Jung.
Lucien Junillon.
Michel Kauffmann.
Alfred Kieffer.
Michel Kistler.
Jean Lacaze.
Jean de Lachomette.
Henri Lafleur.
Mme Catherine
Lagatu.
Maurice Lalloy.
Marcel Lambert.
Georges Lamousse.
Adrien Laplace.
Emmanuel Lartigue.
Robert Laucournet.
Robert Laurens.
Charles Laurent-
Thouverey.
Guy de La Vasselais.
Arthur Lavy.
Edouard Le Bellegou.
Jean Lecanuët.
Fernand Lefort.
Jean Legaret.
Modeste Legouez.
Marcel Legros.
Marcel Lemaire.
Bernard Lemarié.
François Levacher.
Jean Lhospied.
Robert Liot.
Henry Loste.
Jean-Marie Louvel.
Ladislas du Luart.
Pierre Mailhe
(Hautes-Pyrénées).
Pierre Maille
(Somme).
Georges Marie-Anne.
Louis Martin (Loire).
Marcel Martin (Meur-
the-et-Moselle).
Paul Massa.
Pierre-René Mathey.
Jean-Baptiste Mathias.
Marcel Mathy.
Michel Maurice-
Bokanowski.
Jacques Maury.
Jacques Ménard.
Roger Menu.
André Méric.
André Messenger.

Léon Messaud.
André Mignot.
Paul Minot.
Gérard Minvielle.
Michel Miroudot.
Paul Mistral.
Marcel Molle.
Max Monichon.
Gaston Monnerville.
René Monory.
Claude Mont.
Geoffroy de Monta-
lembert.
André Monteil.
Lucien De Montigny.
Gabriel Moutpied.
Roger Morève.
André Morice.
Léon Motais de
Narbonne.
Louis Namy.
Jean Natali.
Jean Nayrou.
Jean Noury.
Marcel Nuninger.
Dominique Pado.
Gaston Pams.
Henri Parisot.
Guy Pascaud.
François Patenôtre.
Paul Pauly.
Marc Pauzet.
Paul Pelleray.
Jacques Pelletier.
Albert Pen.
Lucien Perdureau.
Jean Périquier.
Guy Petit.
Paul Piales.
André Picard.
Jules Pinsard.
Auguste Pinton.
Jacques Piot.
Fernand Poignant.
Alfred Poroi.
Georges Portmann.
Roger Poudonson.
Marce. Prélôt.
Henri Prêtre.
Pierre Prost.
Mlle Irma Rapuzzi.
Jacques Rastoin.
Joseph Raybaud.
Georges Repiquet.
Etienne Restat.
Paul Ribeyre.
Eugène Romaine.
Vincen. Rotinat.
Alex Roubert.
Georges Rougeron.
Maurice Sambron.
Jean Sauvage.
Pierre Schiele.
François Schleiter.
Guy Schmaus.
Robert Schmitt.
Abel Sempé.
Charles Sinsout.
Edouard Soldani.
Robert Soudant.
Jacques Soufflet.
Marcel Souquet.
Charles Suran.
Edgar Tailhades.
Pierre-Christian Tait-
tinger.
Louis Talamoni.
Henri Terré.
Louis Thioleron.
René Tinant.
Henri Tournan.
René Travert.
Raoul Vadepiéd.
Amédée Valeau.
Jacques Vassor.
Fernand Verdeille.
Maurice Vérillon.
Jacques Verneuil.
Jean-Louis Vigier.
Robert Vignon.
Hector Viron.
Joseph Voyant.
Raymond de Wazières.
Michel Yver.
Joseph Yvon.
Charles Zwickert.

N'ont pas pris part au vote :

MM. Raymond Brun (Gironde) et Marcel Pellenc.

Excusé ou absent par congé :

M. Pierre Marcilhacy.

N'a pas pris part au vote :

M. Alain Poher, président du Sénat, qui présidait la séance.

A délégué son droit de vote.

(Art. 63 et 64 du règlement.)

M. Fernand Lefort à M. Louis Namy.

Les nombres annoncés en séance avaient été de :

Nombre des votants.....	280
Nombre des suffrages exprimés.....	280
Majorité absolue des suffrages exprimés.....	141
Pour l'adoption.....	280
Contre	0

Mais, après vérification, ces nombres ont été rectifiés conformément à la liste de scrutin ci-dessus.

SCRUTIN (N° 52)

Sur l'ensemble de la proposition de loi tendant à préciser les moyens d'action des commissions parlementaires d'enquête ou de contrôle.

Nombre des votants.....	239
Nombre des suffrages exprimés.....	239
Majorité absolue des suffrages exprimés.....	120
Pour l'adoption.....	239
Contre	0

Le Sénat a adopté.

Ont voté pour :

MM.
Hubert d'Andigné.
Louis André.
André Armengaud.
Jean Aubin.
André Aubry.
Jean de Bagneux.
Octave Bajeux.
Clément Balestra.
Pierre Barbier.
Jean Bardol.
Edmond Barrachin.
André Barroux.
Joseph Beaujannot.
Jean Bène.
Aimé Bergeal.
Jean Berthoin.
Roger Besson.
Général Antoine
Béthouart.
Auguste Billiemaz.
Jean-Pierre Blanc.
Jean-Pierre Blanchet.
René Blondelle.
Raymond Boin.
Edouard Bonnefous
(Yvelines).
Raymond Bonnefous
(Aveyron).
Georges Bonnet.
Charles Bosson.
Serge Boucheny.
Marcel Boulangé.
Jean-Marie Bouloux.
Pierre Bouneau.
Pierre Bourda.
Robert Bouvard.

Joseph Brayard.
Marcel Brégégère.
Louis Brives.
Martial Brousse
(Meuse).
Pierre Brousse
(Hérault).
Robert Bruyneel.
Henri Caillavet.
Jacques Carat.
Roger Carcassonne.
Mme Marie-Hélène
Cardot.
Charles Cathala.
Léon Chambaretaud.
Marcel Champeix.
Fernand Chatelain.
Michel Chauty.
Adolphe Chauvin.
Pierre de Chevigny.
Georges Cogniot.
André Colin
(Finistère).
Jean Colin (Essonne).
Francisque Collomb.
André Cornu.
Yvon Coudé
du Foresto.
Roger Courbatère.
Antoine Courrière.
Louis Courroy.
Maurice Coutrot.
Mme Suzanne
Crémieux.
Etienne Dailly.
Georges Dardel.
Marcel Darou.

Michel Darras.
Léon David.
Roger Deblock.
Jean Deguise.
Roger Delagnes.
Claudius Delorme.
Jacques Descours
Desacres.
Henri Desseigne.
André Diligent.
Paul Driant.
Emile Dubois (Nord).
Hector Dubois (Oise).
Jacques Duclos.
Baptiste Dufeu.
André Dulin.
Charles Durand
(Cher).
Hubert Durand.
(Vendée).
Yves Durand
(Vendée).
Emile Durieux.
Jacques Eberhard.
Jean Errecart.
Fernand Esseul.
Pierre de Félice.
Charles Ferrant.
Jean Filippi.
André Fosset.
Pierre Garet.
Marcel Gargar.
Roger Gaudon.
Abel Gauthier
(Puy-de-Dôme).
Jean Geoffroy.

François Giacobbi.
 Pierre Giraud.
 Mme Marie-Thérèse Goutmann.
 Lucien Grand.
 Jean Gravier (Jura).
 Robert Gravier (Meurthe-et-Moselle).
 Léon-Jean Grégory.
 Louis Gros.
 Paul Guillard.
 Paul Guillaumot.
 Louis Guillou.
 Marcel Guislain.
 Raymond Guyot.
 Jacques Habert.
 Yves Hamon.
 Baudouin de Haute-cloque.
 Henri Henneguelle.
 Jacques Henriët.
 Gustave Héon.
 Roger Houdet.
 René Jager.
 Eugène Janain.
 Maxime Javelly.
 Léon Jozeau-Marigné.
 Louis Jung.
 Lucien Junillon.
 Michel Kauffmann.
 Alfred Kieffer.
 Michel Kistler.
 Jean Lacaze.
 Jean de Lachomette.
 Mme Catherine Lagatu.
 Marcel Lambert.
 Georges Lamousse.
 Adrien Laplace.
 Robert Laucournet.
 Robert Laurens.
 Charles Laurent-Thouverey.
 Guy de La Vasselais.
 Arthur Lavy.
 Edouard Le Bellegou.

Jean Lecanuët.
 Fernand Lefort.
 Jean Legaret.
 Modeste Legouez.
 Marcel Legros.
 Marcel Lemaire.
 Bernard Lemarié.
 François Levacher.
 Jean Lhospiéd.
 Jean-Marie Louvel.
 Ladislav du Luart.
 Pierre Mailhe (Hautes-Pyrénées).
 Pierre Maille (Somme).
 Louis Martin (Loire).
 Marcel Martin (Meurthe-et-Moselle).
 Paul Massa.
 Pierre-René Mathey.
 Marcel Mathy.
 Jacques Maury.
 Jacques Ménard.
 Roger Menu.
 André Méric.
 André Messenger.
 Léon Messaud.
 André Mignot.
 Gérard Minvielle.
 Michel Miroudot.
 Paul Mistral.
 Marcel Molle.
 Max Monichon.
 Gaston Monnerville.
 René Monory.
 Claude Mont.
 André Monteil.
 Lucien De Montigny.
 Gabriel Montpied.
 Roger Morève.
 André Morice.
 Léon Motais de Narbonne.
 Louis Namy.
 Jean Nayrou.
 Jean Noury.

Marcel Nuninger.
 Dominique Pado.
 Gaston Pams.
 Henri Parisot.
 Guy Pascaud.
 François Patenôtre.
 Paul Pauly.
 Marc Pauzet.
 Paul Pelleray.
 Jacques Pelletier.
 Albert Pen.
 Lucien Perdereau.
 Jean Périquier.
 Guy Petit.
 Paul Piales.
 André Picard.
 Jules Pinsard.
 Auguste Pinton.
 Fernand Poignant.
 Georges Portmann.
 Roger Poudonson.
 Marcel Prélôt.
 Henri Prêtre.
 Pierre Prost.
 Mlle Irma Rapuzzi.
 Jacques Rastoin.
 Joseph Raybaud.
 Etienne Restat.
 Paul Ribeyre.
 Eugène Romaine.
 Vincent Rotinat.
 Alex Roubert.
 Georges Rougeron.
 Maurice Sambron.
 Jean Sauvage.
 Pierre Schiele.
 François Schleiter.
 Guy Schmaus.
 Abel Sempé.
 Charles Sinsout.
 Edouard Soldani.
 Robert Soudant.
 Marcel Souquet.
 Charles Suran.
 Edgar Tailhades.
 Henri Terré.

Louis Thioleron.
 René Tinant.
 Henri Tournan.
 René Travert.
 Raoul Vadepiéd.

Jacques Vassor.
 Fernand Verdeille.
 Maurice Vérillon.
 Jacques Verneuil.
 Hector Viron.

Joseph Voyant.
 Raymond de Wazières.
 Michel Yver.
 Joseph Yvon.
 Charles Zwickert.

N'ont pas pris part au vote :

MM.
 Ahmed Abdallah.
 Hamadou Barkat Gourat.
 Maurice Bayrou.
 Jean Bertaud.
 Amédée Bouquerel.
 Jean-Eric Bousch.
 Pierre Brun (Seine-et-Marne).
 Raymond Brun (Gironde).
 Pierre Carous.
 Maurice Carrier.
 Albert Chavanac.
 Roger Duchet.
 François Duval.

Yves Estève.
 Jean Fleury.
 Marcel Fortier.
 Lucien Gautier (Maine-et-Loire).
 Victor Golvan.
 Roger du Halgouet.
 Alfred Isautier.
 Henri Lafleur.
 Maurice Lalloy.
 Emmanuel Lartigue.
 Robert Liot.
 Henry Loste.
 Georges Marie-Anne.
 Jean-Baptiste Mathias.
 Michel Maurice-Bokanowski.

Paul Minot.
 Geoffroy de Montalembert.
 Jean Natali.
 Marcel Pellenc.
 Jacques Piot.
 Alfred Poroï.
 Georges Repiquet.
 Robert Schmitt.
 Jacques Soufflet.
 Pierre-Christian Taittinger.
 Louis Talamoni.
 Amédée Valeau.
 Jean-Louis Vigier.
 Robert Vignon.

Excusés ou absents par congé :

M. Pierre Marcilhacy.

N'a pas pris part au vote :

M. Alain Poher, président du Sénat, qui présidait la séance.

A délégué son droit de vote :

(Art. 63 et 64 du règlement.)

M. Fernand Lefort à M. Louis Namy.

Les nombres annoncés en séance ont été reconnus, après vérification, conformes à la liste de scrutin ci-dessus.